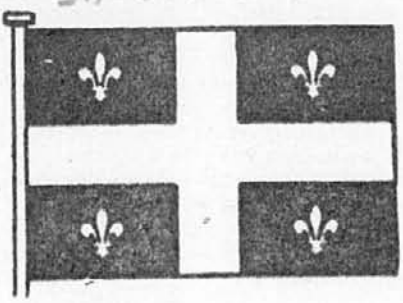
SA-65376



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 mai 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 4th, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

Ministère de l'Éducation BIBLIOTHÈQUE QUÉBEC

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10271-57)

A. Gluss Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1957, constituant en corporation: Abraham Gluss, marchand, Bernard Gardner, avocat, et Abraham Golden, huissier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soies, cotons, tissus et dentelles, vendeurs de marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements et nécessaires de toilette; exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et améliorations, sous le nom de "A. Gluss Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 266 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 10271-57)

A. Gluss Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1957, incorporating: Abraham Gluss, merchant, Bernard Gardner, advocate, and Abraham Golden, Bailiff, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, dealers in waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments and toilet requisites; to carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "A. Gluss Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 266, Notre Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10928-57)

A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1957, constituant en corporation: Jacques Dionne, Claude Tellier, et Pierre Bernier, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8130, rue Wiseman, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10841-57)

Arnaldo Apts. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir un foyer aux actionnaires aux moyens de baux appelés ordinairement baux de propriétaires de logements dans la ou les bâtises possédées ou devant être possédées par la compagnie, sous le nom de "Arnaldo Apts. Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10486-57)

Asbesco of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1957, constituant en corporation: Pierre-A. Champagne, Jean-Paul Massicotte, tous deux de Montréal, et Guy LeBlanc, de Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machineries, pièces et accessoires d'automobiles et de produits dérivés de l'amiante et mélangés avec d'autres matières; exercer le commerce du transport de marchandises, sous le nom de "Asbesco of Canada Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney Genera this seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10928-57)

A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1957, incorporating: Jacques Dionne, Claude Tellier and Pierre Bernier, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8130 Wiseman St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10841-57)

Arnaldo Apts. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To provide homes for its shareholders by means of leases commonly known as proprietary leases of apartments in the building or buildings owned or to be owned by the company, under the name of "Arnaldo Apts. Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10486-57)

Asbesco of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1957, incorporating: Pierre A. Champagne, Jean-Paul Massicotte, both from Montreal, and Guy LeBlanc, of Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on an industry and a business dealing in machinery, automobile parts and accessories and with products derived from asbestos and mixed with other matters; to carry on a business dealing with transportation of merchandise, under the name of "Asbesco of Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13138-56)

Avibo Investment Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mars 1957, constituant en corporation: Alexander V. Bokor, administrateur, Helene Bodo V. Bokor, ménagère, mariée à Alexander V. Bokor, séparée de biens en vertu de la Loi de Roumanie, et Nicolas Mateesco, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et de placements, sous le nom de "Avibo Investment Company Ltd.", avec un capital-actions divisé en 334 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 666 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 13138-56)

Avibo Investment Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1957, incorporating: Alexander V. Bokor, executive, Helene Bodo V. Bokor, housewife, married to Alexander V. Bokor, separate as to property under the law of Rumania, and Nicolas Mateesco, lawyer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and investment company, under the name of "Avibo Investment Company Ltd.", with a capital stock divided into 344 common shares having no nominal or par value and into 666 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10741-57)

B & C Cartage Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Irwin Stanley Brodie, avocat, Alva Phyllis Boyd, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Aaron Hyman Mettarlin, notaire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rouliers et transporteurs, sous le nom de "B & C Cartage Co. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10741-57)

B & C Cartage Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1957, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Irwin Stanley Brodie, advocate, Alva Phyllis Boyd, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and Aaron Hyman Mettarlin, notary, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as carters and transporters, under the name of "B & C Cartage Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10749-57)

Beau Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation: Armand Finn, James Morris, tous deux administrateurs, Judith Fink, sténographe, Agnes Ferguson, secrétaire, toutes deux filles majeures, Michael Greenblatt et Samuel Godinsky, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bas, accessoires d'iceux, textiles et produits, lainages, cotons, toiles, rayonnnes, soies et nylons, sous le nom de "Beau Holdings Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du buraeu du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10749-57)

Beau Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1957, incorporating: Armand Finn, James Morris, both executives, Judith Fink, stenographer, Agnes Ferguson, secretary, both spinsters, Michael Greenblatt and Samuel Godinsky, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hosiery, hosiery accessories, textiles and textile products, woollens, cottons, linens, rayons, silks and nylons, under the name of "Beau Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of $10 each and into 1,000 common shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10467-57)

Berkeley Jewellers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: Peter Joseph Usher, avocat, Adolphe Gardner, avocat et Conseil en Loi de la Reine, et Berthe Maysenhoelder, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme bijoutiers, sous le nom de "Berkeley Jewellers Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 950 actions privilégiése d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10467-57)

Berkeley Jewellers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1957, incorporating: Peter Joseph Usher, advocate, Adolphe Gardner, advocate and Queen's Counsel, and Berthe Maysenhoelder, spinster, of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Berkeley Jewellers Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each and into 950 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10496-57)

Brook Ledge Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation: Stuart E. Archibald, courtier, d'Allendale, État du New Jersey, U.S.A., Jean-Claude Beauregard, ingénieur en télévision, de St-Michel et Roméo Robert, roulier, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de camionnage et du transport d'effets, biens, marchandises et bestiaux, sous le nom de "Brook Ledge Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10496-57)

Brook Ledge Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1957, incorporating: Stuart E. Archibald, broker, of Allendale in the State of New Jersey, U.S.A., Jean-Claude Beauregard, television engineer, of St. Michel, and Roméo Robert, carrier, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, chattels, merchandise and cattle, under the name of "Brook Ledge Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10946-57)

Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1957, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, Luc Parent et Jean-Louis Lefebvre, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:.

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10946-57)

Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1957, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, Luc Parent and Jean-Louis Lefebvre, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers and general building contractors, under the name of "Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10585-57)

Buddy Blitstein Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: Buddy Isidore Blitstein, manufacturier, Ruth Weinstein Blitstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Buddy Isidore Blitstein et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Frank Weinstein, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confectionneurs, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, gantiers, fourreurs, marchands de soieries, tapis, cotonnades, étoffes et dentelles, sous le nom de "Buddy Blitstein Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10712-57)

Bu Jold Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1957, constituant en corporation: Gilbert Perras, comptable, Donald Bujold, vendeur, tous deux de Montréal, et Roger Séguin, ingénieur, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Bu Jold Auto Parts Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judicaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10848-57)

Capri Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1957, constituant en corporation: John Palov, administrateur, Michael Midlick, gérant de bureau, tous deux de Ville Mont Royal, et Louis Vandelman, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et développement, sous le nom de "Capri Development Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10585-57)

Buddy Blitstein Inc.

Notice is hereby given taht under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: Buddy Isidore Blistein, manufacturer, Ruth Weinstein Blitstein, housewife, wife separate as to property of the said Buddy Isidore Blitstein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Frank Weinstein, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, glovers, furriers, silks, carpets, cottons, cloth and lace merchants, under the name of "Buddy Blitstein Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10712-57)

Bu Jold Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1957, incorporating: Gilbert Perras, accountant, Donald Bujold, salesman, both of Montreal, and Rober Séguin, engineer, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on as garage-keepers and hardware dealers, under the name of "Bu Jold Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10848-57)

Capri Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1957, incorporating: John Palov, executive, Michael Midlick, office manager, both of the town of Mount Royal, and Louis Vandelman, salesman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Capri Development Corporation", with a total capital stock of $10,000, diviced into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 8255, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10604-57)

Casse-Croute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, de Québec, André Gagnon et Claude Gagnon, tous deux de Sillery, tous trois avocats, C.R., pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Casse-Croute Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10604-57)

Casse-Croute Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1957, incorporating: Jacques de Billy, of Quebec, André Gagnon and Claude Gagnon, both of Sillery, all three advocates, Q.C., for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Casse-Croute Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10810-57)

Chaîney & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1957, constituant en corporation: Raoul Chaîney, entrepreneur-constructeur, de Montréal, Marcel Gaboury, avocat, c.r., d'Outremont, et Yvon Perras, avocat, de la ville de Hampstead, pour les bojets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Chaîney & Frères Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10810-57)

Chaîney & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1957, incorporating: Raoul Chaîney, building contractor, of Montreal, Marcel Gaboury, Q.C., of Outremont, and Yvon Perras, advocate, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Chaîney & Frères Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13764-56)

Club Nautique du Cheval Blanc

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-E. Lagacé, de L'Abord-à-Plouffe, Louis Dolbec, de Pont-Viau, industriels, Lucien Tessier, garagiste-industriel, Charles Houle, garagiste, Gérard Perron, industriel, et Jean-Paul Lapointe, président de syndicat, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Assurer et améliorer les moyens de navigation pour les yacths de plaisance et fournir les services nécessaires à ce but, sous le nom de "Club Nautique du Cheval Blanc".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 13764-56)

Club Nautique du Cheval Blanc

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Charles E. Lagacé, of L'Abord-à-Plouffe, Louis Dolbec, of Pont-Viau, industrialists, Lucien Tessier, garage-keeper, and industrialist, Charles Houde, garage-keeper, Gérard Perron, industrialist, and Jean Paul Lapointe, syndicate president, all four of Montreal, for the following purposes:

To ensure and improve the means of navigation for pleasure yachts and provide the necessary services therefor, under the name of "Club Nautique du Cheval Blanc".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10596-57)

Club Optimiste de Shawinigan

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Lévesque, avocat, Gilles Trudel, journaliste, et Paul-Émile Dugré, comptable, tous trois de Shawinigan-Falls, pour les objets suivants:

En général, créer et répandre chez les gens un réel esprit de recherche pour l'étude des problèmes d'ordre national et international; en particulier, développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de "Club Optimiste de Shawinigan".

Le montant auquel sont limités les biens immobilirs que la corporation peut posséder est de $3,000.

Le siège social de la corporation sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10661-57)

Commodore Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, produits alimentaires, chimiques et de beauté, sous le nom de "Commodore Distributors Ltd.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10655-57)

Congava Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: James Ross Scrimger, assistant-trésorier, de Richmond Hill, Ontario, John Martin Connell, administrateur de mine, John Joseph Rankin, gérant, Charles Rainforth Elliott, James Vivian Hooper, tous deux comptables agréés, John Despard Christian, gérant général, Melville Mattison Bennett, acheteur en chef, Joseph Caldwell, commis, et Charles Stewart MacIvor Mortimer, solliciteur, tous les huit de Toronto, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvir des mines et minerais, et les négocier,

(A.G. 10596-57)

Club Optimiste de Shawinigan

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Denis Lévesque, advocate, Gilles Trudel, journalist, and Paul-Émile Dugré, accountant, all three of Shawinigan-Falls, for the following purposes:

To generally create and spread among people a true spirit of research for the sutdy of problems dealing in national and international order, to develop optimism as the philosophy of life, under the name of "Club Optimiste de Shawinigan".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $3,000.

The head office of the corporation will be at Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10661-57)

Commodore Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, both advocates, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, food, chemical and beauty products, under the name of "Commodore Distributors Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10655-57)

Congava Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: James Ross Scrimger, assistant treasurer, of Richmond Hill, Ontario, John Martin Connell, mining executive, John Joseph Rankin, manager, Charles Rainforth Elliott, James Vivian Hooper, both chartered accountants, John Despard Christian, general manager, Melville Mattison Bennett, chief purchasing agent, Joseph Caldwell, clerk, and Charles Stewart MacIvor, Mortimer, solicitor all eight of Toronto, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Con-

sous le nom de "Congava Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $500,000, divisé en 500,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10577-57)

Cross-Canada Neckwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1957, constituant en corporation: Judith Fink, sténographe, fille majeure, Daniel Kingstone, étudiant, tous deux de Montréal, et Samuel Godinsky, avocat, de Westmount, pour les objets sukvants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles vestimentaires et accessoires de toutes sortes, sous le nom de "Cross-Canada Neckwear Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10654-57)

Cross Town Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: Harry Blanshay, Ralph Lazare Bercovitch, tous deux avocats et Israël E. Blanshay, étudiant en droit, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs et couvreurs, sous le nom de "Cross Town Construction Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 120 actions ordinaires de $50 chacune et 140 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10855-57)

Dairy Associates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1957, constituant en corporation: Errol Klock McGougall, Conseil en Loi de la Reine, Walter Austin Johnson et Philippe Casgrain, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

gava Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $500,000, divided into 500,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10577-57)

Cross-Canada Neckwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1957, incorporating: Judith Fink, stenographer, spinster, Daniel Kingstone, student, both of Montreal, and Samuel Godinsky, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and accessories of all kinds, under the name of "Cross-Canada Neckwear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of $100 each and into 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10654-57)

Cross Town Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: Harry Blanshay, Ralph Lazare Bercovitch, both advocates, and Israël E. Blanshay, law student, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders and roofers, under the name of "Cross Town Construction Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 120 common shares of $50 each and into 140 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10855-57)

Dairy Associates Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1957, incorporating: Errol Klock McDougall, Queen's Counsel, Walter Austin Johnson and Philippe Casgrain, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de produits laitiers de toutes sortes, sous le nom de "Dairy Associates Limited", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10525-57)

Dattner & Patrox Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsolrn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Dattner, fourreur et Lel Rosentzveig, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de teinturiers, nettoyeurs, habilleurs et fourreurs, sous le nom de "Dattner & Patrox Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et 100 actions oridnaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10352-57)

Delval Enterprises Inc.
Les Entreprises Delval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1957, constituant en corporation: Guy Girard, Joseph-Clément Girard et Claude Girard, tous trois notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tous produits en bois, métal, plastique, verre, ainsi que de matériaux de construction, appareils électriques, radios, télévisions, tourne-disques et machineries; faire affaires comme agents de placements, sous le nom de "Delval Enterprises Inc.— Les Entreprises Delval Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $20 chacune et en 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10748-57)

Donnacona Fur Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: Alfred Zimmerman, avocat, Max Goldman, notaire, et Joseph Bercovitch, marchand de fourrures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

To deal in dairy products of all sorts, under the name of "Dairy Associates Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10525-57)

Dattner & Patrox Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifthd day of March, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Dattner, fur merchant, and Leo Rosentzveig, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dyers, cleaners, dressers and furriers, under the name of "Dattner & Patrox Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of $100 each and into 100 common sahres of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10352-57)

Delval Enterprises Inc.
Les Entreprises Delval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1957, incorporating: Guy Girard, Joseph Clément Girard and Claude Girard, all three notaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in all kinds of wood, metal, plastic and glass products, as well as building materials, electrical apparatus, radios, televisions, pick-ups, and machinery; act as investment agents, under the name of "Delval Enterprises Inc.— Les Entreprises Delval Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $20 each and 1,800 preferred shares of a par value of $20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10748-57)

Donnacona Fur Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1957, incorporating: Alfred Zimmerman, advocate, Max Goldman, notary, and Joseph Bercovitch, fur dealer, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de fourreurs, sous le nom de "Donnacona Fur Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10776-57)

Eastern Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1957, constituant en corporation: J.-Arthur Perrault, commerçant, Jean-Paul Perrault, bijoutier, et Jeanne Perrault, commis, fille majeure, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers; exercer l'industrie et le commerce de quincaillerie, accessoires électriques, machineries et effets mobiliers, sous le nom de "Eastern Import Co. Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1182, rue Courcelette, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10993-57)

Ememco Exploration Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1957, constituant en corporation: Kenneth Heath Wiggett, administrateur de mines, de Ville Mont-Royal, Marcelle Flamand, d'Outremont et Monique Bordeleau, de Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Ememco Exploration Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 11012-57)

Émile Couture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1957, constituant en corporation:

To carry on business as furriers, under the name of "Donnacona Fur Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10776-57)

Eastern Import Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearng date the eleventh day of March, 1957, incorporating: J. Arthur Perrault, merchant, Jean Paul Perrault, jeweller, and Jeanne Perrault, clerk, spinster, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as jewellers; carry on the trade and business of hardware merchant, electrical accessories, machinery and goods and chattels, under the name of "Eastern Import Co. Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 50 common shares of $100 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1182 Courcelette, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10993-57)

Ememco Exploration Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1957, incorporating: Kenneth Heath Wiggett, mining executive, of the Town of Mount Royal, Marcelle Flamand, of Outremont, and Monique Bordeleau, of Montreal, both secretaries, spinsters, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Ememco Exploration Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11012-57)

Émile Couture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1957, incorporating: Émile Cou-

Emile Couture, représentant, Camil Noël et Claude Rioux, avocats, tous de Québec, pour les objets suivants:

Diriger des brasseries et distilleries; exercer l'industrie et le commerce de bières, vins et spiritueux, sous le nom de "Émile Couture Inc.", avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur au pair et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10812-57)

Evans Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mars 1957, constituant en corporation: Erskine Buchanan, avocat, C.R., Laura Reilly, Jessie Jeffries, toutes deux secrétaires, John Ewasew, avocat, tous quatre de Montréal et William Ross McAllister, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'agents d'immeubles, sous le nom de "Evans Realty Co. Ltd.", avec un capital actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10701-57)

Family Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont Royal et Jean McFarlane, réceptionniste, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Family Holdings Corp.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10739-57)

Famous Neckwear Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1957, constituant en corporation: Harry Karpman, fabricant, Noami Goodin Karpman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Karpman et Alex Raider, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

ture, representative, Camil Noël and Claude Rioux, advocates, all of Quebec, for the following purposes:

To operate breweries and distilleries; to operate an industry and to deal in beers, wines and spirits, under the name of "Émile Couture Inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares of no par value and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford-Mines, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10812-57)

Evans Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1957, incorporating: Erskine Buchanan, advocate, Q.C., Laura Reilly, Jessie Jeffries, both secretaries, John Ewasew, advocate, all four of Montreal, and William Ross McAllister, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Evans Realty Co. Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10701-57)

Family Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, and Jean McFarlane, receptionist, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Family Holdings Corp.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10739-57)

Famous Neckwear Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1957, incorporating: Harry Karpman, manufacturer, Noami Goodin Karpman, housewife, wife separate as to property of the said Harry Karpman, and Alex Raider, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce d'accessoires pour hommes et jeunes gens, boucles, cravates, mouchoirs et autres articles similaires, sous le nom de "Famous Neckwear Manufacturing Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1407 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 11081-57)

F. Châteauneuf Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1957, constituant en corporation: Fernand Châteauneuf, commerçant, Marc Châteauneuf, technicien, et Louise Châteauneuf Doyon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Doyon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'instruments aratoires, appareils à vapeur de toutes sortes, appareils électriques, accessoires de plomberie et de chauffage, meubles et nouveautés et matériaux de construction; faire affaires comme machinistes, plombiers et garagistes, sous le nom de "F. Châteauneuf Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10450-57)

Federal Steel Erection Co. Ltd. (Quebec)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: Gilles Rouleau, Gontran Rouleau, tous deux avocats et Jacques Rouleau, comptable, tous trois de Baie Comeau, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Federal Steel Erection Co. Ltd. (Quebec)", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10695-57)

Ferme Lareault-Lacombe Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation:

To manufacture and deal in men's and boys' accessories, bowties, cravats, handkerchiefs, and other similar articles, under the name of "Famous Neckwear Manufacturing Inc.", with a total capital sotck of $60,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1407, St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11081-57)

F. Châteauneuf Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1957, incorporating: Fernand Châteauneuf, merchant, Marc Châteauneuf, tehcnician, and Louise Châteauneuf Doyon, housewife, wife contractually separate as to property of Roger Doyon, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in farm implements, steam apparatus of every nature and kind, electrical apparatus, plumbing and heating accessories, furniture, novelties and building materials; carry on business as machinists, plumbers and garage-keepers, under the name of "F. Châteauneuf Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10450-57)

Federal Steel Erection Co. Ltd. (Quebec)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1957, incorporating: Gilles Rouleau, Gontran Rouleau, both lawyers, and Jacques Rouleau, accountant, all three of Baie Comeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Federal Steel Erection Co. Ltd. (Quebec)", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10695-57)

Ferme Lareault-Lacombe Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1957, incorporating: Maurice Lareault,

Maurice Lareault, André Lacombe, tous deux cultivateurs, de Lavaltrie, et J.-Avila Boivin, noatire, de Berthierville, pour les objets suivants:

Cultiver le tabac à cigarettes ou autres catégories de tabacs, patates et légumes; faire l'élévage d'animaux de race ou autres; exercer le commerce de machines agricoles ou d'engrais; exploiter une ou des fermes et terrains propres à la culture et l'agriculture, sous le nom de "Ferme Lareault-Lacombe Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Lavaltrie, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10740-57)

Frenchstyle Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1957, constituant en corporation: Hyman Solomon, avocat, de Ville Mont Royal, Louis Feigenbaum, avocat, Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de St-Laurent, et Morris Chaikelson, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de fleurs, plumes, voilettes, séquins, perles, épingles à chapeaux, écharpes, fournitures, articles vestimentaires et textiles de toutes sortes; exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et améliorations, sous le nom de "Frenchstyle Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10787-57)

Garage P. Venne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1957, constituant en corporation: Philippe Venne, vendeur d'automobiles, Rosaire Deschamps, industriel, tous deux de Repentigny, et Gérard -P.Laganière, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Garage P. Venne Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10289-57)

General Solids Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

André Lacombe, both farmers of Lavaltrie, and J. Avila Boivin, notary, of Berthierville, for the following purposes:

To grow cigarette tobacco or other types of tobacco, potatoes and vegetables; rearing of pure-bred animals or other types; carry on the business of farm implements or fertilizers; operate one or more farms and dinolop land suitable for cultivation or agricultural purposes, under the name of "Ferme Lareault-Lacombe Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be in the parish of Lavaltrie, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10740-57)

Frenchstyle Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1957, incorporating: Hyman Solomon, advocate, of the Town of Mount Royal, Louis Feigenbaum, advocate, Morris Shuter, office manager, both of St. Laurent, and Morris Chaikelson, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in flowers, feathers, veilings, sequins, beads, hatpins, scarves, furnishings, wearing apparel and textiles of all kinds, to carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Frenchstyle Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10787-57)

Garage P. Venne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1957, incorporating: Philippe Venne, automobile salesman, Rosaire Deschamps, industrialist, both of Repentigny, and Gérard P. Laganière, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of conveyance, operate as garage-keepers and hardwaremen, under the name of "Garage P. Venne Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10289-57)

General Solids Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1957, constituant en corporation: Michael Drazner, Bernard Gardner, avocats et Abraham Golden, huissier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "General Solids Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 266 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10612-57)

Giant Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: John Palov, administrateur, Michael Midlick, gérant de bureau, tous deux de Ville Mont Royal et Louis Vandelman, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et développements; exercer les affaires d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Giant Development Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10660-57)

Goodwear Pants & Sportswear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1957, constituant en corporation: Samuel Léon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, avocat, Stanley Taviss, étudiant, tous deux de Montréal et Manuel Shacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, articles vestimentaires et textiles, sous le nom de "Goodwear Pants & Sportswear Co. Ltd.", avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10342-57)

Granger & Landry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1957, incorporating: Michael Drazner, Bernard Gardner, advocates, and Abraham Golden, bailiff, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "General Solids Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 266, Notre Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10612-57)

Giant Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: John Palov, executive, Michael Midlick, office manager, both of the town of Mount Royal, and Louis Vandelman, salesman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company; to carry on business as general contractors, under the name of "Giant Development Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 8255, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10660-57)

Goodwear Pants & Sportswear Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, advocate, Stanley Taviss, student, both of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and textiles, under the name of "Goodwear Pants & Sportswear Co. Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10342-57)

Granger & Landry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth

du vingt-huit février 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et refrigération et installer des gicleuses et appareils de climatisation, sous le nom de "Granger & Landry Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10840-57)

Graph-O-Matic Printing Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1957, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Irwin Stanley Brodie, avocat, Alva Phyllis Boyd, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Aaron Hyman Mettarlin, notaire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Graph-O-Matic Printing Co. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10736-57)

Harry Dezwirek & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi de la Reine, Leo Rosentzveig, avocat, tous deux de Montréal et Manuel Shacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de métaux, machinerie, accessoires usagés de plomberie de marine, installations automotrices et de chemins de fer; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Harry Dezwirek & Sons Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 13890-56)

Hôpital des Convalescents de St-Vital de de Montréal Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

day of February, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors and to install sprinklers and air-conditioning equipment, under the name of "Granger & Landry Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10840-57)

Graph-O-Matic Printing Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1957, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Irwin Stanley Brodie, advocate, Alva Phyllis Boyd, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and Aaron Hyman Mettarlin, notary, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as printers and publishers, under the name of "Graph-O-Matic Printing Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10736-57)

Harry Dezwirek & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and Queen's Counsel, Leo Rosentzveig, advocate, both of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To deal in metals, machinery, used marine plumbing supplies, automotive and railroad equipment; to carry on business as general contractors, under the name of "Harry Dezwirek & Sons Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13890-56)

Hôpital des Convalescents de St-Vital de de Montréal Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze février 1957, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, Roland Savignac, notaire, tous deux de Montréal, et Jean Tellier, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Diriger un hôpital, sous le nom de "Hôpital des Convalescents de St-Vital de Montréal Nord Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11518, rue Gariépy, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10630-57)

Insulation Manufacturers & Processors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: Walter Frederick Marcuse, administrateur, Alec Phelps Grigg, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de la ville de Beaconsfield, Cedric Herbert Rothschild, administrateur, Charles Ambrose Lane Hibbard, avocat et conseil en loi de la Reine et Frances Marguerite Whitman, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de toutes sortes de matériaux, produits et articles isolants, matières et produits connexes, sous le nom de "Insulation Manufacturers & Processors Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10790-57)

International Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: Moe Greenstone, administrateur, Leslee Barbara Fleischman, secrétaire, tous deux de Montréal et Harvey Crestohl, étudiant, d'Outremont, pour les objets suivants:

Acquérir une certaine propriété ayant front sur la rue Dorchester, ouest en la cité de Montréal; démolir ladite bâtisse et construire à sa place un édifice de bureaux d'affaires, sous le nom de "International Building Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1470 rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

---

ince of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1957, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, Roland Savignac, notary, both of Montreal, and Jean Tellier, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To manage a hospital, under the name of "Hôpital des Convalescents de St-Vital de Montréal Nord Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 900 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of a value of $100 each.

The head office of the company will be at 11518 Gariépy street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10630-57)

Insulation Manufacturers & Processors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: Walter Frederick Marcuse, excutive, Alec Phelps Grigg, advocate and, Queen's Counsel, both of the town of Beaconsfield, Cedric Herbert Roths child, executive, Charles Ambrose Lane Hibbard, advocate and Queen's Counsel, and Frances Marguerite Whitman, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of insulation materials, products and articles and allied of materials and products, under the name of "Insulation Manufacturers & Processors Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10790-57)

International Building Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1957, incorporating: Moe Greenstone, executive, Leslee Barbara Fleischman, secretary, both of Montreal, and Harvey Crestohl, student, of Outremont, for the following purposes:

To acquire a certain property fronting on Dorchester Street West in the city of Montreal; to demolish the said building and to construct in its place a commercial office building, under the name of "International Building Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1470, Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

Ministère de l'Éducation
BIBLIOTHÈQUE
QUÉBEC

(P.G. 10256-57)

J. A. Boisseau & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: Fernand Boisseau, ajusteur et évaluateur, Luc Parent, gérant et Gérard Gauvreau, inspecteur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme appréciateurs, évaluateurs, ajusteurs, estimateurs et enquêteurs d'assurances ou autres, sous le nom de "J. A. Boisseau & Fils Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7130 rue des Érables, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10256-57)

J. A. Boisseau & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1957, incorporating: Fernand Boisseau, adjuster and valuator, Luc Parent, manager, and Gerard Gauvreau, inspector, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as appraisers, valuators, adjusters, estimators and investigators of insurance or others, under the name of "J. A. Boisseau & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7130, des Érables Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10709-57)

John Di Pietro et Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1957, constituant en corporation: John Di Pietro, tailleur, Jeannette Gaudette Di Pietro, ménagère, épouse séparée de biens dudit John Di Pietro et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes et Armanda Labelle Subrizi, ménagère, veuve d'Antonio Subrizi, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements, cotonnades, lainages, fils, tissus et accessoires d'aucune sorte, sous le nom de "John Di Pietro et Fils Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1899 est, avenue Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10709-57)

John Di Pietro et Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1957, incorporating: John Di Pietro, tailor, Jeannette Gaudette Di Pietro, housewife, wife separate as to property of the said John Di Pietro, and duly authorized by him, for the purpose of these presents, and Armanda Labelle Subrizi, housewife, widow of Antonio Subrizi, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, cottons, woollens, yearn, fabrics and accessories of any kind, under the name of "John Di Pietro et Fils Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1899, Mount Royal Avenue, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10681-57)

John Giosi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation: John Giosi, agent d'immeubles, Pierre Lauzon, comptable, et Olivio Giosi, ingénieur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et agents d'immeubles, sous le nom de "John Giosi Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10005 rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10681-57)

John Giosi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1957, incorporating: John Giosi, Real estate salesman, Pierre Lauzon, accountant, and Olivio Giosi, engeneer, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and real estate agents, under the name of "John Giosi Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 10005, St. Urbain street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10792-57)

Jos Dufresne & Fils, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: J.-Louis Lamontagne, marchand, Françoise Lamontagne, secrétaire, et Maurice Lamontagne, notaire, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de portes, fenêtres, quincaillerie, ciment, bois et autres matériaux de construction, de peintures, polis et enduits, vernis et produits chimiques, sous le nom de "Jos Dufresne & Fils, Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10768-57)

Julius Cappell Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1957, constituant en corporation: Julius Cappell, agent, Judith Fink, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal et Samuel Godinsky, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles vestimentaires, jouets, nouveautés et marchandises en cuir, sous le nom de "Julius Cappell Agencies Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10285-57)

Laberge & Bellemare Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1957, constituant en corporation: J.-Ambroise Bellemare, d'Outremont, Antonio Laberge, de St-Thimothée, tous deux hommes d'affaires, et Philippe Malouin, notaire, de Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce de ciment, stuc, asphalte, pierre et autres matériaux de construction, sous le nom de "Laberge & Bellemare Inc.", avec un capital total de $41,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10792-57)

Jos Dufresne & Fils, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1957, incorporating: J.-Louis Lamontagne, merchant, Françoise Lamontagne, secretary, and Maurice Lamontagne, notary, all three of Saint Félicien, for the following purposes:

To carry on the business of an deal in doors, windows, hardware, cement, lumber and other building materials, paints, polishes and coatings, varnishes and chemical products, under the name of "Jos Dufresne & Fils, Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10768-57)

Julius Cappell Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1957, incorporating: Julius Cappell, agent, Judith Fink, stenographer, spinster, both of Montreal, and Samuel Godinsky, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, toys, novelties and leather goods, under the name of "Julius Cappell Agencies Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 800 preferred shares of a par value of $10 each and into 200 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10285-57)

Laberge & Bellemare Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1957, incorporating: J.-Ambroise Bellemare, of Outremount, Antonio Laberge, of St. Timothée, both business men and Philippe Malouin, notary of Valleyfiled, for the following purposes:

To carry on as general contractors in construction; to carry on a business dealing in cement, stucco, asphalt, stone and other building materials, under the name of "Laberge & Bellemare Inc.", with a total capital stock of $41,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10702-57)

La Cie Roger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1957, constituant en corporation: Roland Bélanger, industriel, Gérard Renaud, contremaître, tous deux de Beauport, et Antoine Gobeil, avocat, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de métaux et matériaux de rebuts (scrap) et de machineries et accessoires de toutes sortes, sous le nom de "La Cie Roger Inc.", avec un capital divisé en 300 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera 1952, 18ième rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10702-57)

La Cie Roger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1957, incorporating: Roland Bélanger, industrialist, Gérard Renaud, foreman, both of Beauport, and Antoine Gobeil, advocate, of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in metals and scrap materials and in machinery and accessories of all kinds, under the name of "La Cie Roger Inc.", with a capital stock divided into 300 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at 1952 18th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10658-57)

La Compagnie Bo-Mo-Fa Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1957, constituant en corporation: André Bilodeau, avocat, Yolande Letarte, fille majeure, et Pierrette Rousseau Lafond, épouse contractuellement séparée de biens de Georges-A. Lafond, vendeur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, toutes deux sténographes, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "La Compagnie Bo-Mo-Fa Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 466, rue de la Couronne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FREENETTE.

(A.G. 10658-57)

La Compagnie Bo-Mo-Fa Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1957, incorporating: André Bilodeau, advocate, Yolande Letarte, fille majeure, and Pierrette Rousseau Lafond, wife contractually separate as to property of Georges A. Lafond, salesman, and duly authorized by him for the purposes therein, both stenographers, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in building materials, under the name of "La Compagnie Bo-Mo-Fa Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 466 Crown Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10385-57)

La Compagnie Gounod Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1957, constituant en corporation: William-Jacques Plourde, ingénieur en sécurité routière, Claude Lavoie, plombier, tous deux de Montréal, et Félix-A. Fontaine, ajusteur en assurances, de Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de "La Compagnie Gounod Limitée", avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1617, rue William David, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10385-57)

La Compagnie Gounod Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1957, incorporating: William-Jacques Plourde, Road Security, in Engineer, Claude Lavoie, plumber, both of Montreal, and Félix A. Fontaine, insurance appraiser, of Verdun, for the following purposes:

To operate a theatre agency, under the name of "La Compagnie Gounod Limitée", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 shares of $5 each.

The head office of the company will be at 1617 William David Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13493-56)

Lalonde et Michaud Incorporée
Lalonde and Michaud Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois février 1957, constituant en corporation: Victor Lalonde, bijoutier, Fernande Ménard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Victor Lalonde, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Wilfrid-J. Michaud, marchand de bois, et Laurette Church, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Wilfrid-J. Michaud, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Senneterre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Lalonde et Michaud Incorporée — Lalonde and Michaud Incorporated", avec un capital total de $49,000, divsé en 490 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 13493-56)

Lalonde et Michaud Incorporée
Lalonde and Michaud Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February 1957, incorporating: Victor Lalonde, jeweller, Fernande Ménard, housewife, wife contractually separate as to property of said Victor Lalonde, and duly authorized by him for the purposes therein, Wilfrid J. Michaud, lumber merchant, and Laurette Church housewife, wife contractually separate as to property of the said Wilfrid J. Michaud, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Senneterre, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Lalonde et Michaud Incorporée — Lalonde and Michaud Incorporated", with a total capital stock of $49,000, divided into 490 comon shares of $100 each.

The head office of the company will be at Senneterre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10297-57)

LaRue Nouveautés, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1957, constituant en corporation: Jacques LaRue, marchand, Françoise Lamontagne, secrétaire, et Maurice Lamontagne, notaire, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, tricots, tissus de toutes sortes, fourrures, articles en cuir et produits de beauté; faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de "LaRue Nouveautés, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, comté de Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10297-57)

LaRue Nouveautés, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February 1957, incorporating: Jacques LaRue, merchant, Françoise Lamontagne, secretary, and Maurice Lamontagne, notary, all three of Saint Félicien, for the following purposes:

To carry on the business of an deal in wearing apparel, knitted goods, fabrics of every nature and kind, furs, leather goods, and cosmetics; act as jewellers, under the name of "LaRue Nouveautés, Inc.", with a total capital capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, county of Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10890-57)

Lasalle Packers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1957, constituant en corporation: Louis Brookman, Sam Litwin, tous deux bouchers, Nathaniel Liebma, notaire, et Harry Pinker, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éleveurs de bestiaux et de moutons, pelletiers, tanneurs, empaqueteurs, bouchers, marchands de produits, propriétaires d'abattoirs et d'unités ed refrigération, sous le nom de "Lasalle Packers Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

(A.G. 10890-57)

Lasalle Packers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1957, incorporating: Louis Brookman, Sam Litwin, both butchers, Nathaniel Liebman, notary, and Harry Pinker, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cattle rearers and sheep farmers, fellmongers, tanners, packers, butchers, produce merchants and abattoir and refrigeration plant proprietors, under the name of "Lasalle Packers Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 4185 rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10538-57)

L'Association Canadienne des Médecins Amis des Vins

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Damuel Letendre, gynécologie, d'Outremont, Dr Louis-Philippe Belisle, radiologiste, et Dr René Roux, chirurgien, de l'Hôtel-Dieu, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'étude scientifique et la consommation rationnelle du vin et du jus de raisin, sous le nom de "L'Association Canadienne des Médecins Amis des Vins".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10833-57)

L'Association des Anciens Élèves du Collège Jean de Brébeuf

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Sauviat, publiciste, d'Outremont, Jacques-P. Dansereau, avocat, de Montréal, et Guy Pager, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Unir tous les anciens élèves du Collège Jean de Brébeuf; apporter au Collège susdit aide, appui et coopération de toute nature, sous le nom de "L'Association des Anciens Élèves du Collège Jean de Brébeuf".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10411-57)

L'Association des Conserveurs de Québec, Inc.
(Quebec Canners Association Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Limoges, Jacques Carrière, de Montréal, et Jean Joubert, de St-Vincent-de-Paul, tous trois industriels, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 4185, Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10538-57)

L'Association Canadienne des Médecins Amis des Vins

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Samuel Letendre, gynaecologist, of Outremont, Dr. Louis Philippe Belisle, radiologist, and Dr. René Roux, surgeon, of the Hôtel-Dieu, both of Montreal, for the following purposes:

To further the scientific study and sensible consumption of wine and grape juice, under the name of "L'Association Canadienne des Médecins Amis des Vins".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10833-57)

L'Association des Anciens Élèves du Collège Jean de Brébeuf

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Sauviat, publicist, of Outremount, Jacques P. Dansereau, advocate, of Montreal, and Guy Pager, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To unite all ex-students of the Jean de Brébeuf College; to bring to the said College, aid, support and cooperation of any nature, under the name of "L'Association des Anciens Élèves du Collège Jean de Brébeuf".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10411-57)

L'Association des Conserveurs de Québec, Inc.
(Quebec Canners Association Inc.)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Limoges, Jacques Carrière, of Montreal, and Jean Joubert, of St. Vincent-de-Paul, all three industrialists, for the following purposes:

Promouvoir l'essor de l'industrie de la conserve; encourager les recherches en agriculture et en technologie alimentaire; favoriser les relations de tous genres entre les conserveurs et les producteurs, sous le nom de "L'Association des Conserveurs de Québec, Inc. (Quebec Canners Association Inc.)".

Le montant auquel sont limités les biens immobilers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

To further the rise of the canning industry; encourage research work in the filed of agriculture and food technology; favour connections of every nature and kind between canners and producers, under the name of "L'Association des Conserveurs de Québec, Inc.— (Quebec Canners Association Inc.).

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10697-57)

Leisure Footwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1957, constituant en corporation: Bérenger Boivin, industriel, Simone Lepire Boivin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bérenger Boivin, tous deux de Loretteville, et Gérard Renaud, comptable agréé, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de chaussures, sous le nom de "Leisure Footwear Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 70, rue Martel, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10697-57)

Leisure Footwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1957, incorporating: Béranger Boivin, industrialist, Simone Lepire Boivin, housewife, wife separate as to property of the said Béranger Boivin, both of Loretteville, and Gérard Renaud, chartered accountant, of Quebec, for the following purposes:

To deal in footwear, under the name of "Leisure Footwear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 70 Martel Street, Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10667-57)

Les Drainages de Labelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois février 1957, constituant en corporation: Jean-Jacques Lesage, garagiste, Léopold Cloutier, cultivateur, et Conrad Prénoveau, avocat, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de drainage des terres, d'excavation et de nivellement; faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Les Drainages de Labelle Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10667-57)

Les Drainages de Labelle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1957, incorporating: Jean Jacques Lesage, garage-keeper, Léopold Cloutier, farmer, and Conrad Prénoveau, advocate, all of Mont Laurier, for the following purposes:

To carry out farm draining operations and those of excavating and levelling; carry on business as general contractors, under the name of "Les Drainages de Labelle Inc.", with a total capital of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mont Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10994-57)

Les Entreprises Fortin & Vallée Inc.
Fortin & Vallée Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1957, constituant en corporation: Jean Fortin, agent, Roger Vallée, publiciste, et Viola Demers, sténographe, épouse

(A.G. 10994-57)

Les Entreprises Fortin & Vallée Inc.
Fortin & Vallée Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1957, incorporating: Jean Fortin, agent, Roger Vallée, publicist, and Viola Demers, stenographer, wife separate as to property of the

séparée de biens dudit Roger Vallée, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "Les Entreprises Fortin & Vallée Inc.— Fortin & Vallée Enterprises Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10511-57)

Lido Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois février 1957, constituant en corporation: John Palov, administrateur, Michael Midlick, gérant de bureau, tous deux de Ville Mont Royal, et Louis Vandelman, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et développement; et celui d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Lido Development Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 14102-56)

Loisirs Notre-Dame de la Garde Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Lagacé, contremaître, Marcel Lewis, marchand, André-R. Dell'aniello, entrepreneur, Denis Fournier, vendeur, livreur, Lucien Ducharme, avocat, Léo Raymond, prêtre-curé, tous de Jacques-Cartier, et René Beaubien, vendeur, livreur, de Montréal-Sud, pour les objets suivants:

Grouper les résidents de la paroisse Notre-Dame de la Garde de la cité de Jacques-Cartier, pour coopérer à leur développement moral, physique et social et promouvoir le bien-être général de la population, sous le nom de "Loisirs Notre-Dame de la Garde Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 1220, rue Green, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10930-57)

Magog Autorama Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

said Roger Vallée, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and publicists, under the name of "Les Entreprises Fortin & Vallée Inc.— Fortin & Vallée Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10511-57)

Lido Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1957, incorporating: John Palov, executive, Michael Midlick, office manager, both of the town of Mount Royal, and Louis Vandelman, salesman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company; to carry on business as general contractors, under the name of "Lido Development Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 8255, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14102-56)

Loisirs Notre-Dame de la Garde Inc

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1957, to incorporate as a orporation without share capital: Maurice Lagacé, foreman, Marcel Lewis, merchant, André-R. Dell'aniello, contractor, Denis Fournier, salesman, delivery-man, Lucien Ducharme, advocate, Léo Raymond, parish priest, all of Jacques Cartier, and René Beaubien, salesman, delivery-man, of Montreal-South, for the followin purposes:

To group together the residents of the parish of Notre-Dame de la Garde of the city of Jacques Cartier, in order to cooperate in their moral, physical and social development and further the general welfare of the population, under the name of "Loisirs Notre-Dame de la Garde Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 1220 Green Street, Jacques Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10930-57)

Magog Autorama Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1957, constituant en corporation: Gilles Gousy, vendeur, Luc Bolduc, hôtelier, et Étienne Dussault, notaire, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Magog Autorama Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans canton de Magog, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 13956-56)

Management Public Relations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1957, constituant en corporation: Ben Schecter, Seymour Spector, tous deux avocats et Maragret McMartin, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Aviser et conseiller le travail et les organisations administratives concernant les promotions et les bonnes relations d'employés à employeurs, et à cette fin, utiliser tous les moyens de communication, écrits, oraux ou illustrés, sous le nom de "Management Public Relations Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1410 rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10708-57)

Marin Knitting Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Théodore H. Polisuk, étudiant en droit, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de marchandises tricotées, tous genres de textiles, lainages, cotonnades, toiles, soieries, rayons, doublures et garnitures, sous le nom de "Marin Knitting Corp.", avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4272 rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1957, incorporating: Gilles Gousy, salesman, Luc Bolduc, hotel-keeper, and Étienne Dussault, notary, all three of Magog, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on business as garage-keepers and hardware, dealers, under the name of "Magog Autorama Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the township of Magog, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13956-56)

Management Public Relations Inc.

Notice is herevy given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1957, incorporating: Ben Shecter, Seymour Spector, both advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To advise and counsel labour and management executives as regards promoting and maintaining good employee-employer relations, and for this purpose to utilize all the technics of communication, written, oral or pictorial, under the name of "Management Public Relations Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1410, Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10708-57)

Marin Knitting Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Theodore H. Polisuk, law student, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters, of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitted goods, all forms of textiles, woolens, cottons, linens, silks, rayons, linings and trimings, under the name of "Marin Knitting Corp.", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4272, St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10589-57)

Maska Machine Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1957, constituant en corporation: Lucien Nolin, industriel, de St-Hyacinthe, Marcel Armand, comptable agréé, et Annette Daignault, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de moteurs, machineries, engins et appareils quelconques; faire affaires comme mécaniciens et entrepreneurs en construction, sous le nom de "Maska Machine Shop Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10589-57)

Maska Machine Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February 1957, incorporating: Lucien Nolin, industrialist, of St. Hyacinthe, Marcel Armand, chartered accountant, and Annette Daignault, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in motors, machinery, engines and apparatus whatsoever; act as mechanics and building contractors, under the name of "Maska Machine Shop Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10670-57)

Matte-Masse Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1957, constituant en corporation: Henry Weir Davis, avocat et conseil en loi de la Reine, Ross Trenholme Clarkson, avocat et Frank Wright, gérant de bureau, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bière, porter, bière blonde et leurs sous-produits, eaux minérales et liqueurs douces, sous le nom de "Matte-Masse Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10670-57)

Matte-Masse Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1957, incorporating: Henry Weir Davis, advocate and Queen's Counsel, Ross Trenholme Clarkson, advocate, and Frank Wright, Office manager, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in ales, porters, lagers and the by-products thereof, mineral waters and soft drinks, under the name of "Matte-Masse Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10432-57)

Montreal Center Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation: Jacques Beauchamp, avocat, Hélène Beauchamp, secrétaire, et Roger Levac, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux et instruments de construction, machineries et véhicules servant au tranpsort ou à la transformation de la matière, sous le nom de "Montreal Center Supply Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9510, Delorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal,

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10432-57)

Montreal Center Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1957, incorporating: Jacques Beauchamp, advocate, Hélène Beauchamp, secretary, and Roger Levac, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials and equipment, machinery and vehicles for tranpsortation or the conversion of substances, under the name of "Montreal Center Supply Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9510 Delorimier, Montreal, judicial district of Monreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10866-57)

Moreco Electrik Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: Mathieu Soucy, Robert-Paul Boucher, J.-Lionel Thibeault, de Shawinigan-Falls, André Arcand, de Shawinigan-Sud, et André de Carufel, de Baie Shawinigan, tous instituteurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de "Moreco Electrik Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10866-57)

Moreco Electrik Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1957, incorporating: Mathieu Soucy, Robert-Paul Boucher, J. Lionel Thibeault, of Shawinigan-Falls, André Arcand, of Shawinigan-South, and André de Carufel, of Baie Shawinigan, all teachers, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to operate the industry of and to deal in electrical and electronic apparatus and accessories, under the name of "Moreco Electrik Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifthd ay of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10020-57)

Nakis Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1956, constituant en corporation: Paul Nakis, Philip Nakis, tous deux opérateurs, Nicholas Nakis, homme d'affaires, Henri Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, tous quatre d'Outremont et Evans Nakis, restaurateur, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements; exercer le commerce comme restaurateurs, sous le nom de "Nakis Holdings Ltd.", avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10020-57)

Nakis Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1956, incorporating: Paul Nakis, Philip Nakis, both operators, Nicholas Nakis, businessman, Henri Beaulieu, advocate and Queens' Counsel, all four of Outremont, and Evans Nakis, restaurant owner, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company; to carry on business as restaurant keepers, under the name of "Nakis Holdings Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 5,600 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1956.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10789-57)

Nap. Aubry Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: Georges-C. Lachance, Guy-E. Boisvert, avocats, et Jeanine Pollet, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Nap. Aubry Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10789-57)

Nap. Aubry Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March 1957, incorporating: Georges C. Lachance, Guy E. Boisvert, advocates, and Jeanine Pollet, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers, under the name of "Nap. Aubry Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10692-57)

N.D.G. Photo Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1957, constituant en corporation: Pearl Auerbach, secrétaire, fille majeure d'Outremont, Kenneth Gross, Michael Solomon, tous deux marchands et David Lack, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'appareils, produits, fournitures et accessoires de photographie, sous le nom de "N.D.G. Photo Supply Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10830-57)

New Hope Church of God in Christ

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mars 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Bishop Costan W. Franklin, ministre du culte, Elouise Franklin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bishop Costan W. Franklin et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Ehtel Vedder, veuve de William Vedder, Sallie Brown, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal et Charles Grant, mécanicien, de Mackayville, pour les objets suivants:

Pratiquer et exercer ensemble parmi ses membres la regilion chrétienne en vertu des préceptes de "Pentacostal Denomination" de l'Église chrétienne protestante, sous le nom de "New Hope Church of God in Christ".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $300,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10416-57)

Nordic Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1957, constituant en corporation: Roland Gagnon, industriel, de St-Félicien, J.-E. Turcotte, industriel, de Charlesbourg, et J.-Émilien Simard, avocat, de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Nordic Invest-

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10692-57)

N.D.G. Photo Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1957, incorporating: Pearl Auerbach, secretary, spinster, of Outremont, Kenneth Gross, Michael Solomon, both merchants, and David Lack, advocate, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in photographic equipment, products, supplies and accessories, under the name of "N.D.G. Photo Supply Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10830-57)

New Hope Church of God in Christ

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Bishop Costan W. Franklin, clergyman, Elouise Franklin, housewife, wife separate as to property of the said Bishop Costan W. Franklin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Ethel Vedder, widow, of William Vedder, Sallie Brown, secretary, spinster, all of Montreal, and Charles Grant, mechanic, of Mackayville, for the following purposes:

To practise and exercise together the Christian religion under the precepts of the Pentacostal Denomination of the Prostestant Christian Church, among its members, under the name of "New Hope Church of God in Christ".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10416-57)

Nordic Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1957, incorporating: Roland Gagnon, industrialist, of St. Félicien, J.-E. Turcotte, industrialist of Charlesbourg, and J.-Émilien Simard, advocate, of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors under the name of "Nordic Invest-

ment Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10735-57)

Nu-Way Auto Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accrodé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: Bernard Diamond, Abraham Shuster, tous deux de Montréal et Jason Ruby, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'automobiles, appareils de radio, de télévision et réfrigérateurs; transiger les affaires de garagistes, sous le nom de "Nu-Way Auto Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9232 rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10680-57)

Paul Vaillancourt & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation: Paul Vaillancourt, voyageur de commerce, Raoul Gagnon, avocat, et Michèle Gagnon, sténographe, célibataire, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, bouchers et ferronniers, sous le nom de "Paul Vaillancourt & Cie Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10578-57)

Peter's Lamp Mfg Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: Peter Schweitzer, manufacturier, Joseph H. Freedman, avocat et Leah Schweitzer, vendeuse, épouse séparée de biens dudit Peter Schweitzer, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de lampes de table et de plancher et tous autres produits semblables, sous le nom de "Peter's Lamp Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4225 avenue Colonial, Montréal, district judiciaire de Montréal.

ment Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10735-57)

Nu-Way Auto Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1957, incorporating: Bernard Diamond, Abraham Shuster, both of Montreal, and Jason Ruby, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, radios, televisions and refrigerators; to carry on business as garage keepers, under the name of "Nu-Way Auto Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9232, Lajeuness Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10680-57)

Paul Vaillancourt & Cie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March 1957, incorporating: Paul Vaillancourt, commercial traveller, Raoul Gagnon, advocate, and Michèle Gagnon, stenographer, unmarried, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as groces, butchers and hardwaremen, under the name of "Paul Vaillancourt & Cie Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10578-57)

Peter's Lamp Mfg Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1957, incorporating: Peter Schweitzer, manufacturer, Joseph H. Freedman, advocate, and Leah Schweitzer, saleslady, wife separate as to property of the said Peter Schweitzer, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in table and floor lamps and all other like products, under the name of "Peter's Lamp Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4225, Colonial Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 14052-56)

Piber Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1957, constituant en corporation: George Whelan, avocat, Toshiko Nakatsuka, secrétaire fille majeure et John Di Massino, surintendant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'agents d'immeubles, sous le nom de "Piber Corporation", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10778-57)

Pierre Saintonge Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1957, constituant en corporation: Pierre Saintonge, marchand, Jeannine Desbiens, sténographe, tous deux de Chicoutimi, et Guy Saintonge, étudiant, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de mercerie, vêtements, meubles, quincaillerie, vaisselle et jouets, sous le nom de "Pierre Saintonge Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10542-57)

Pont-Viau Curb Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1957, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, avocats, et Suzanne Laframboise, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, épiciers, pâtissiers et charcutiers; exploiter des hôtels, restaurants, salles à manger et curb services, sous le nom de "Pont-Viau Curb Service Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14052-56)

Piber Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1957, incorporating: George Whelan, advocate, Toshiko Nakatsuka, secretary of the full age of majority, and John Di Massino, superintendant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Piber Corporation", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10778-57)

Pierre Saintonge Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1957, incorporating: Pierre Saintonge, merchant, Jeannine Desbiens, stenographer, both of Chicoutimi, and Guy Saintonge, student, of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in drygoods, clothing, furniture, hardware, china, and toys under the name of "Pierre Saintonge Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10542-57)

Pont-Viau Curb Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1957, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, advocates, and Suzanne Laframboise, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as restaurant-keepers, grocers, pastry-makers and delicatessins; operate hotels, restaurants, dining-rooms and curb services, under the name of "Pont-Viau Curb Service Inc." with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10690-57)

Progress Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt février 1957, constituant en corporation: Jacques Poulin, commerçant, Adrien Lortie, employé civil, tous deux de Beauport, et Paul Gingras, comptable-vérificateur, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'instruments aratoires, appareils électriques, refrigérateurs, accessoires de plomberie et de chauffage et d'insecticides; exercer le commerce de produits agricoles, sous le nom de "Progress Equipment Inc.", avec un capital total de $70,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 208, rue de la Couronne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10690-57)

Progress Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1957, incorporating: Jacques Poulin, dealer, Adrien Lortie, civil employee, both of Beauport, and Paul Gingras, accountant-auditor, of Sillery, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in farm implements, electrical apparatus, refrigerators, plumbing, heating and insecticides accessories; to carry on a business dealing in farm products, under the name of "Progress Equipment Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 208 Crown Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tentieth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10586-57)

R. N. Griffin Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois février 1957, constituant en corporation: Pierre-Jacques Guay, d'Outremont, Keith Monsarrat Laidley, de Westmount et John Brooke Claxton, de Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, cabinets, châssis, portes, cuisines, fournitures de magasin et de bureaux, exercer les affaires de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "R. N. Griffin Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8750 rue Verville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10586-57)

R. N. Griffin Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1957, incorporating: Pierre-Jacques Guay, of Outremont, Keith Monsarrat Laidley, of Westmount, and John Brooke Claxton of Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, cabinets, sashes, doors, kitchen, store and office fixtures; to carry on business as builders and contractors, under the name of "R. N. Griffin Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 9,000 preferred shares of a par value of $10 each and into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 8750, Verville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10649-57)

Roberval Sales & Equipment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1957, constituant en corporation: Edwrad S. Berger, avocat, Ellen Haggenmueller, commis et Sureka Wasserman, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, ferronnerie, outillages et appareils électriques, de plomberie et de chauffage; exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Roberval Sales & Equipment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

(A.G. 10649-57)

Roberval Sales & Equipment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1957, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Ellen Haggenmueller, clerk, and Sureka Wasserman, secretary, both filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, hardware, electrical, plumbing and heating equipment and appliances; to carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Roberval Sales & Equipment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(P.G. 10837-57)

Salon Christian Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1957, constituant en corporation: Eugène Prud'Homme, gérant, Marcelle Coursol, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Eugène Prud'Homme, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, et Irénée Prud'Homme, restaurateur, de Toronto, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, de tricots, textiles, ainsi que leurs produits et sous-produits et de produits chimiques; faire affaires comme tailleurs, fourreurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de "Salon Christian Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10886-57)

Sarto Piché Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1957, constituant en corporation: Paul-H. Lévesque, abocat, de Ville Mont-Royal, Gertrude St-Onge, secrétaire, fille majeure, et Alcide Grenon, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, tissus, tricots, textiles, d'articles et marchandises faits en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de produits comestibles, chimiques et de beauté, sous le nom de "Sarto Piché Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10811-57)

Shefford Salvage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1957, constituant en corporation: A. M. Crack, garagiste, Arsène Dame, Laurent Dufresne, gérants, Fernand Morin, comptable, et Gaston Lussier, vendeur, tous de Granby, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10837-57)

Salon Christian Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March 1957, incorporating: Eugène Prud' Homme, manager, Marcelle Coursol, housewife, wife contractually separate as to property of the said Eugène Prud'Homme, and duly authorized by him for the purposes therein, of Montreal, and Irénée Prud'Homme, restaurateur, of Toronto, for the following purposes:

To carry on the business and deal in wearing apparel and accessories of every nature and kind, knitted goods, textiles, as well as the products and by-products thereof and chemical products; to carry on business as tailors, furriers, dyers and laundry-men, under the name of "Salon Christian Inc.", with a total capital stock of $40,000, divide into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this March seventh 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10886-57)

Sarto Piché Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1957, incorporating: Paul H. Lévesque, advocate, of the town of Mount-Royal, Gertrude St-Onge, secretary, spinster, and Alcide Grenon, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, fabrics, knit-wear, textiles, articles and merchandise made in whole or in part of leather, rubber, metal, mettaloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products, of edible products, chemical and beauty products, under the name of "Sarto Piché Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10811-57)

Shefford Salvage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March 1957, incorporating: A. M. Crack, garage-keeper, Arsène Dame, Laurent Dufresne, managers, Fernand Morin, accountant, and Gaston Lussier, salesman, all of Granby, for the ollowing purposes:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Shefford Salvage Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procûreur général, le treize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10852-57)

Siméon Lavoie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1957, constituant en corporation: Siméon Lavoie, commerçant, Colette Lavoie, institutrice, Jean-Louis Boucher, notaire, tous trois des Trois-Pistoles, et Françoise Lavoie, infirmière licenciée, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, de quincaillerie, pompes, meubles et articles de ménage, charbon, huiles et gazoline, appareils électriques, électroniques, de chauffage, réfrigération et congélation, sous le nom de "Siméon Lavoie Limitée", avec un capital total de $75,000, divisé en 1,500 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Jean Rioux, Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10843-57)

St. Clair Gas & Oil Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1957, constituant en corporation: Oscar Respitz, avocat de Ville Mont Royal, Melvin Leonard Rothman, avocat, Harriet Beutel, secrétaire, fille majeure, tous deux de Westmount, Robert-H. Harte, agent d'assurances, de la ville Côté St-Luc, et Bram Eisenstat, étudiant en droit, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines, minerais, gaz naturel, pétroles, huile et les négocier, sous le nom de "St. Clair Gas & Oil Co. Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au délà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818 P. FRENETTE.

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of transportation; operate as garage-keepers and hardware merchants, under the name of "Shefford Salvage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10852-57)

Siméon Lavoie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1957, incorporating: Siméon Lavoie, dealer, Colette Lavoie, teacher, Jean-Louis Boucher, notary, all three of Trois-Pistoles, and Françoise Lavoie, registered nurse, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and other means of transportation, hardware, pumps, furniture and household articles, coal, oils and gasoline, electrical, electronic, heating, refrigeration and freezing apparatus, under the name of "Siméon Lavoie Limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,500 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 10 Jean Rioux St. Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10843-57)

St. Clair Gas & Oil Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1957, incorporating: Oscar Respitz, advocate of the town of Mount Royal, Melvin Leonard Rothman, advocate, Harriet Beutel, secretary, spinster, both of Westmount, Robert-H. Harte, insurance agent, of the town of Côte St. Luc, and Bram Eisenstat, law student, of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines, minerals, natural gas, petroleum, oil and to deal with the same, under the name of "St. Clair Gas & Oil Co. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10673-57)

Superfilms, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1957, constituant en corporation: René Dostaler, avocat, d'Outremont, Jacques Rousseau, avocat, et Jacqueline Daoust, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de films et d'appareils de cinéma, sous le nom de "Superfilms, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10673-57)

Superfilms, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1957, incorporating: René Dostaler, advocate, of Outremount, Jacques Rousseau, advocate, and Jacqueline Daoust, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry dealing in films and cinema apparatus, under the name of "Superfilms, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13747-56)

The Institution Of Clean Family Life (Taharath Hamishpacha) of Montreal, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Alexander Neuman, Josef Klein, tous deux rabbins, de Montréal, Avram Feldman, Robert Monheit et Édouard Reichman, tous trois marchands, d'Outremont, pour les objets suivants:

Établir un centre devant favoriser la religion hébraïque à des fins religieuses, charitables et sociales, sous le nom de "The Institution Of Clean Family Life (Taharath Hamishpacha) of Montreal, Inc.".

Acquérir, posséder et acheter des immeubles de valeur net de pas plus de $50,000, et les hypothéquer et emprunter de l'argent sur lesdites propriétés en garantie.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 13747-56)

The Institution Of Clean Family Life (Taharath Hamishpacha) of Montreal, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Alexander Neumann, Josef Klein, both Rabbis, of Montreal, Avram Feldman, Robert Monheit and Édouard Reichmann, all three merchants, of Outremont, for the following purposes:

To establish a centre for the encouragement of Hebrew religious, charitable and social objects, under the name of "The Institution Of Clean Family Life (Taharath Hamishpacha) of Montreal, Inc.".

To own, possess and purchase immoveables of a clear net value of not more than $50,000, and to hypothecate same and borrow money with such property as security.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10377-57)

Veteran Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1957, constituant en corporation: Dominic Cobetto, Aurélien Poirier, gérants, Larry Smith, comptable, John Primeau, garagiste, Raymond Eudes et Norman Cecil Denys, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent en général, sous le nom de "Veteran Finance Inc.", avec un capital total de $225,000, divisé en 2,250 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1223, rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(A.G. 10377-57)

Veteran Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March 1957, incorporating: Dominic Cobetto, Aurélien Poirier, managers, Larry Smith, accountant, John Primeau, garage-keeper, Raymond Eudes and Norman Cecil Denys, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on business as money lenders, under the name of "Veteran Finance Inc.", with a total capital stock of $225,000, divided into 2,250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1223 Saint James Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10426-57)

Wen-Maur Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1957, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal, et Oscar Respitz, de Ville Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Wen-Maur Holdings Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818 P. FRENETTE.

(A.G. 10426-57)

Wen-Maur Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1957, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Wen-Maur Holdings Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44818-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 14211-56)

Albert Rousseau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt mars 1957, à la compagnie "Albert Rousseau Limitée", 1° réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 9,000 actions sans valeur au pair: 2° augmentant son capital ainsi réduit, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de $10; 3° fixant le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à non moins de $9,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10873-57)

Collège Stanislas Incorporé

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept mars 1957, à la corporation "Collège Stanislas Incorporé", étendant ses pouvoirs en portant le montant des biens immobiliers que ladite corporation peut légalement acquérir et détenir de $500,000 à $1,500,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10956-57)

H. L. Durand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mars 1957, à la compagnie "L. H. Durand Inc.", constituée

Supplementary Letters Patent

(A.G. 14211-56)

Albert Rousseau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twentieth, 1957, to the company "Albert Rousseau Limitée" 1. reducing its capital stock: the cancelled capital stock being divided into 9,000 shares of no par value; 2. increasing its capital stock thus reduced, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of $10; 3. fixing the amount with which the said company will continue its operations at not less than $9,000.

Dated at the office of the Attorney General, on March twentieth, 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10873-57)

Collège Stanislas Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of March 1957, to the corporation "Collège Stanislas Incorporé", extending its powers by increasing the amount of the immoveable property that the said corporation may legally acquire and hold from $500,000 to $1,500,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March 1957.

P. FRENETTE,

44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10956-57)

H. L. Durand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of March 1957, to the company "L. H. Durand Inc.", constituted as a corpora-

en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 janvier 1957, changeant son nom en celui de "H. L. Durand Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10984-57)

Industrial Fillers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept mars 1957, à la compagnie "Industrial Fillers Limited", augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 et en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair, et fixant le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à non moins de $70,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10429-57)

Liesse Lumber & Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mars 1957, à la compagnie "Liesse Lumber Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 septembre 1954, 1° changeant son nom en celui de "Liesse Lumber & Construction Co. Ltd."; 2° étendant ses pouvoirs; 3° changeant l'endroit de son siège social de 6000, Chemin-de-la-Côte-de-Liesse, à Saint-Laurent, près Montréal, au 6299, Boulevard Lévesque, à Saint-Vincent-de-Paul, en le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10519-57)

Lucerne Motel Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mars 1957, à la compagnie "Lucerne Motel Cie Ltée", augmentant son capital de $100,000 à $500,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions ordinaires de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 11611-56)

Maurice Chevalier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mars 1957, à la

tion under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 17 1957, changing its name to that of "H. L. Durand Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10984-57)

Industrial Fillers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twenty-seventh, 1957, to the company "Industrial Fillers Limited" increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 and into 5,000 common shares of no par value, and fixing the amount with which the company will continue its operations at not less than $70,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10429-57)

Liesse Lumber & Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of March 1957, to the company "Liesse Lumber Co. Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 3, 1954, 1. changing its name to that of "Liesse Lumber & Construction Co. Ltd."; 2. extending its powers; 3. changing the locality of its head office from 6000 Chemin-de-la-Côte-de-Liesse, at Saint Laurent, near Montreal, to 6299 Lévesque Boulevard, at Saint Vincent-de-Paul, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10519-57)

Lucerne Motel Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March nineteenth, 1957, to the company "Lucerne Motel Cie Ltée" increasing its capital stock from $100,000 to $500,000: the additional capital stock being divided into 4,000 common shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11611-56)

Maurice Chevalier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of March 1957, to the company

compagnie "Maurice Chevalier Inc.", augmentant son capital de $40,000, à $165,000: le capital actions additionnel étant divisé en 1,250 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 10897-57)

Prudential Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un mars 1957, à la compagnie "Prudential Investment Corp.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 30 acoût 1956: 1° changeant son nom en celui de "Prudential Investment Corporation"; 2° refondant ses 10,000 actions ordinaires de $10 en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune; 3° subdivisant et convertissant ses 18,000 actions privilégiées de $50 en 9,000 actions privilégiées classe "A" de $100; 4° augmentant son capital de $1,000,000 à $1,500,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées classe "B" de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

(P.G. 13130-55)

Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mars 1957, à la compagnie "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", 1° augmentant son capital de $5,000,000 à $6,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées, série "B", de $20 chacune; 2° convertissant les actions privilégiées rachetables, avec dividende cumulatif de 5%, en actions privilégiées série "A", 5%; 3° convertissant les actions privilégiées, avec dividende cumulatif de 4½%, rachetables et convertibles en actions privilégiées série "A", 4½%.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

"Maurice Chevalier Inc.", increasing its capita from the sum of $40,000 to $165,000: the additional share capital being divided into 1,250 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10897-57)

Prudential Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of March 1957, to the company "Prudential Investment Corp.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 30, 1956: 1. changing its name to that of "Prudential Investment Corporation"; 2. converting its 10,000 common shares of $10 into 1,000 common shares of $100 each; subdividing and converting its 18,000 preference shares of $50 into 9,000 class "A" preference shares of $100; 4. increasing its capital from $1,000,000 to $1,500,000: the additional share capital being divided into 5,000 class "B" preference shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13130-55)

Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March nineteenth, 1957, to the company "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", 1. increasing its capital stock from $5,000,000 to $6,000,000: the additional capital stock being divided into 50,000 preferred shares "B" series, of $20, each; 2. converting the redeemable preferred shares, with cumulative dividend of 5%, into preferred "A" series shares, 5%; 3. converting the preferred shares with cumulative dividend of 4½% redeemable and convertible, into preferred series "A" shares, 4½%.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

Avis divers

(P.G. 13119-54)

LES LOISIRS DES ÉPICIERS LASALLE INC.

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les administrateurs le 5 décembre 1956, et approuvés par les membres le 10 décembre 1956, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à neuf:

"3° Administrateurs. La corporation est administrée par un conseil composé de neuf membres . . . "

Certifié vraie copie. Le Secrétaire,
44839-o J.-A. RATELLE.

Miscellaneous Notices

(A.G. 13119-54)

LES LOISIRS DES ÉPICIERS LASALLE INC.

Excerpt of the general by-laws of the corporation above mentioned as adopted by the administrators on December 5, 1956 and approved by the members on December 10, 1956, concerning the increase in the number of the Directors from five to nine:

"3. Administrators. The corporation is administered by a council composed of nine members . . . "

Certified true copy. J.-A. RATELLE,
44839 Secretary.

Arrêté en Conseil

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 404

Québec, le 18 avril 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT le nouveau tarif des honoraires des notaires de la Province de Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de la Loi concernant la profession de notaire (1-2 Elizabeth II, chapitre 54), la Chambre des notaires peut établir et modifier, si elle le juge à propos, un tarif des honoraires professionnels;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de ladite loi, la Chambre des notaires a adopté un nouveau tarif des honoraires des notaires de la Province de Québec, tel qu'en fait foi la copie certifiée de la résolution annexée à la recommandation du présent ordre en conseil;

ATTENDU QUE ce nouveau projet de tarif a été, suivant la loi, soumis au lieutenant-gouverneur en conseil et qu'à la suite des représentations faites aux autorités de la Chambre des notaires des modifications y ont été apportées;

ATTENDU QUE le tarif en question et ses modifications entrent en vigueur après avoir été approuvés par le Lieutenant-gouverneur en conseil quinze jours après la dernière publication dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec*

ATTENDU QUE les membres de la profession notariale remplissent des fonctions très utiles et très importantes et que cette profession fait partie à bon droit des caractéristiques traditionnelles de la Province de Québec;

ATTENDU QU'il convient de tenir compte des grands développements économiques et des progrès très considérables dont bénéficie la province en général depuis la dernière revision du tarif des notaires, en 1945;

ATTENDU QUE dans les circonstances il est juste de faire droit à la demande de la Chambre des notaires concernant le nouveau tarif professionnel;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur Général:

QU'il soit décrété:

1° QUE les clauses contenues dans le document marqué "A" et annexé à la recommandation du présent ordre en conseil soient reconnues comme étant le tarif des honoraires des notaires de la Province de Québec;

2° QUE le document marque "B" et annexé à la recommandation du présent ordre en conseil soit réputé être la version anglaise de ce tarif;

3° QUE, suivant la loi, ce tarif et sa version anglaise soient, à l'instance de la Chambre des notaires, publiés dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec* et qu'il entre en vigueur quinze jours après la dernière publication dans ladite *Gazette officielle de Québec*.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

TARIF DES HONORAIRES DES NOTAIRES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

CHAPITRE I

Section I

Vente au comptant, échange, cession, obligation ou hypothèque, dation en paiement, transport, subrogation, délégation de paiement, contrat de gage et cautionnement, bail-vente, résiliation de vente, transaction, garantie, donation, donation fiduciaire.

La considération stipulée dans l'acte ou la valeur des biens étant de:

1° $500 ou moins, l'honoraire sera de: ..... $ 5.00
2° Au-dessus de $500 jusqu'à $1,000..... 10.00
3° Au-dessus de $1,000 jusqu'à $10,000..... 10.00
plus $3 par $1,000, ou fraction de $1,000, au-dessus de $1,000.
4° Au-dessus de $10,000:..... 37.00
plus $2 par $1,000, ou fraction de $1,000, au-dessus de $10,000.
5° Toute vente à terme entraînera un honoraire supplémentaire de 10%.

Lorsqu'il n'y a pas de considération exprimée ou lorsque la considération est nominale, l'honoraire sera établi d'après la valeur réelle.

Section II

Offre, option, promesse de vente ou convention au même effet, prolongation de délai, novation: 50% de l'honoraire de la section I.

En plus des honoraires sus-mentionnés, le notaire devra exiger un supplément d'honoraire de:

1° Pour chaque désignation séparée de parties de lots, en sus de la première, pour chaque désignation de servitude ..... $ 3.00
Si la désignation d'un immeuble est limitée au numéro du cadastre, cet honoraire est réduit à 25 cents pour chacun des cinquante premiers numéros, et à 10 cents pour chacun des numéros suivants.
2° Pour chaque transport de police d'assurance..... 2.00

Order in Council

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 404

Québec, April 18, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the new tariff of fees for notaries of the Province of Quebec.

WHEREAS that, by virtue of Section 23 of the Act concerning the notarial profession (1-2 Elizabeth II, chapter 54), the Board of Notaries may establish and amend, if deemed necessary, the tariff of professional fees;

WHEREAS that, under the authority of the said Act, the Board of Notaries has adopted a new tariff of fee for notaries in the Province of Quebec, as may be testified by the certified copy of resolution annexed to the recommendation of the present Order in Council;

WHEREAS this new project for a new tariff has been submitted to the Lieutenant-Governor in Council according to Law and that, following representations made to the authorities of the Board of Notaries, amendments have been made thereto;

WHEREAS the tariff in question and its amendments enter into force, after having been approved by the Lieutenant-Governor in Council, fifteen days after the last publication, in two consecutive numbers, of the *Quebec Official Gazette*.

WHEREAS members of the notarial profession fulfill very useful and very important functions and that this profession is rightfully part of the traditional characteristics of the Province of Quebec;

WHEREAS it is expedient to bear in mind the great economical developments and the very considerable progress generally beneficial to the Province of Quebec since the last revision of the tariff of the fees of the Notaries, in 1945;

WHEREAS, under the circumstances, it is right and just to accede to the request of the Board of Notaries concerning the new professional tariff;

IT IS THEREFORE ORDAINED that, upon the recommendation of the Honorable the Attorney General:

THAT it be enacted:

1. THAT the clauses contained in the document marked "A" and annexed to the recommendation of the present Order in Council be recognized as being the tariff of the fees of the notaries of the Province of Quebec;

2. THAT the cocument marked "B" and annexed to the recommendation of the present Order in Council be reputed to be be the English version of this tariff;

3. THAT, according to law, this tariff and its English version be, at the instance of the Board of Notaries, published in two consecutive numbers of the *Quebec Official Gazette* and that it enters into force fifteen days after the last publication in the said *Quebec Official Gazette*.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

TARIFF OF FEES OF NOTARIES OF THE PROVINCE OF QUEBEC

CHAPTER I

Section I

Deeds of Cash Sales, Exchange, Assignment, Loan or Hypothec, Giving in payment, Transfer, Subrogation, Delegation of Payment, Deeds of Guarantee and Security, Lease-Sale, Resiliation of Sale, Compromise, Donzation, Donation in Trust:

When the consideration stipulated is:

1. $500 or less, the fee shall be ..... $ 5.00
2. Over $500 up to $1,000 ..... 10.00
3. Over $1,000. up to $10,000 ..... 10.00
   plus $3 per $1,000. or fraction thereof over the first $1,000.
4. Over $10,000 ..... 37.00
   plus $2. per $1,000. or fraction thereof over $10,000.
5. Any Deed of Sale wherein the price is not paid cash shall carry an additional fee of 10%.
   If there be no consideration stipulated or if it be nominal, the fee shall be based on the real value.

Section II

Deeds of Offer, Option, Promise of Sale or Deed to the same effect, Extension of Time for payment, Novation:

50% of the fee stipulated in Section I.

In addition to the fees above mentioned, the Notary shall require the following additional fees:

1. For each part of a lot of land requiring special description apart from the first one; for each description of a servitude ..... $ 3.00
   If the description of an immoveable property is only its cadastral number, this fee is reduced to $0.25 for each of the first fifty numbers and to $0.10 for each following number.
2. For each transfer of an Insurance Policy 2.00

3° Pour chaque heure consacrée à la préparation des ajustements, si le notaire en est requis, ainsi qu'à la préparation de la déclaration statutaire dans le cas de la vente en bloc 5.00
4° Pour préparation de l'avis d'adresse 3.00
5° Pour chaque requisition de certificat de recherches, l'honoraire sera de 10 cents par lot, avec minimum de $2.
6° Pour chaque pièce annexée et certifiée comme telle 2.00

Chapitre II

Examen des titres

Lorsque le montant du prêt ou de la vente, etc., est de $3,000 ou moins, l'honoraire sera de $ 10.00
Au-dessus de $3,000 jusqu'à $5,000 ..... 15.00
Au-dessus de $5,000, un honoraire supplémentaire de $1 par $1,000. .....
Et pour rapport écrit, s'il est sommaire 5.00
S'il est détaillé et circonstancié, $10 pour chaque heure consacrée à sa préparation.
Si l'on requiert l'opinion sur un titre, sans qu'il y ait prêt, vente, etc., ou que la considération soit nominale, l'honoraire de l'examen sera basé sur la valeur réelle.

Honoraires supplémentaires

Lorsqu'il y a plus d'une chaîne de titres: un honoraire supplémentaire égal à la moitié de l'honoraire de la première.
Lorsque le dossier compte plus de 6 actes: un honoraire supplémentaire de $1 par acte, à compter du 7ème.
Lorsque le certificat de recherches comporte plus de 10 entrées: un honoraire supplémentaire de 50 cents pour chaque entrée subséquente.
Lorsque l'examen du titre présente des difficultés nécessitant l'obtention de renseignements divers, soit états matrimoniaux, identité des parties, certificats d'arpentage, de localisation, etc., ou encore l'étude des auteurs, de la jurisprudence, de questions controversées, etc.: un honoraire supplémentaire suivant le temps dévolu à l'obtention des renseignements, à l'étude des auteurs, de la jurisprudence, à la discussion, et suivant l'importance de l'affaire.

Chapitre III

Baux

a) Bail emphytéotique, vente à constitution de rente, même tarif qu'au chapitre I, section I, section I, basé sur le capital que représente la rente ou redevance emphytéotique capitalisée à 5 pour 100.
b) Bail de ferme: $10 à $25.
c) Bail de maison, de logement ou de résidence:
1. Loyer de $500. ou moins ..... $ 5.00
2. Loyer de plus de $500. et de moins de $1,000 ..... 10.00
3. Loyer de $1,000. et plus:
$10. plus $2. par mille dollars ou fraction de mille.
Le tout basé sur le loyer total prévu, période de renouvellement comprise.
d) Pour tous autres baux comprenant bureaux magasins, maisons de chambres, maisons de rapport, entrepôts et autres éfifices industriels ou commerciaux:
Tarif du ch. I, section I, basé sur le loyer total prévu, période de renouvellement comprise.
Bordereau de bail, tarif du chapitre I, section I, avec minimum de $10.
Résiliation: de $5 à $25 selon l'importance du bail résilié.
Pour tout avis au locataire 2.00
Congé à locataire 5.00
plus les frais de signification.

Chapitre IV

Quittance, mainlevée d'hypothèque et autres actes comportant radiation:
1° Jusqu'à $25,000, $1 du $1,000 avec minimum de $5.
2° Au-dessus de $25,000, un honoraire supplémentaire de 50 cents par $1,000, ou fraction de $1,000.
Et un honoraire supplémentaire de $2, pour chaque référence à un titre de créance, en sus de la première.
S'il s'agit d'une simple mainlevée, l'honoraire sera de 50% de celui prévu pour une quittance du montant libéré, avec minimum de $5.
Mainlevée d'usufruit ou de rente, requisition de radiation au régistrateur, l'honoraire sera de $5.00 à $25.00 selon l'importance, plus les honoraires ci-dessus prévus pour chaque référence, en sus de la première.
L'honoraire de l'examen d'un projet de quittance ou de mainlevée sera de $5.00 plus $1, pour chaque référence à un titre de créance, en sus de la première.

Chapitre V

Contrats de mariage

Selon l'importance des donations, entre les futurs époux, et des stipulations... $ 10.00 à $ 50.00
Si le contrat stipule l'institution contractuelle, un supplément de 5.00
Si le contrat comporte donation par un tiers, l'honoraire prévu pour les donations sera de plus exigible.

3. For each hour employed for the preparation of adjustments, if the Notary is so required, and for the preparation of the Statutory Declaration in the case of a Bulk Sale..... 5.00
4. For preparation of the Notice of Address..... 3.00
5. For demand of a Certificate of Search, the fee shall be of $0.10 per lot, with a minimum of $2.00.
6. For each annexed document certified as such..... 2.00

Chapter II

Examination of title

When the amount of the Loan or of the Sale, etc., is $3,000. or less, the fee shall be..... $ 10.00
Over $3,000. up to $5,000..... 15.00
Over $5,000. an additional fee of $1. per $1,000.
For the written report, if summary only..... 5.00
If an opinion is required on a title without the execution of a Deed of Loan, Sale, etc., or if consideration is nominal, the fee for the examination shall be based on the real value.

Additional fees

If there be more than one chain of titles: an additional fee equal to one half of the fee allowed for the first chain.
When the dossier comprises more than 6 documents: an additional fee of $1. per document reckoned from the seventh.
When the Certificate of Search comprises more than ten entries: an additional fee of $0.50 for each subsequent entry.
If the examination of title presents difficulties necessitating various information as: matrimonial status, indentity of the parties, certificate of location, etc., or the study of authors, of jurisprudence, of disputed questions, etc. an additional fee shall be exigible according to the time involved and the importance of the matter.

Chapter III

Leases

a) Emphyteutic Lease, Sale for constituted rent: same fee as in Chapter I, section I, calculated on the capital represented by the rent or annuity capitalized at five per cent.
b) Farm Leases: $10.00 to $25.00.
c) Lease of a house, dwelling or residence:
1. Rental of $500. or less..... $ 5.00
2. Rental over $500. up to $1,000..... 10.00
3. Rental of $1,000. and over:
$10. plus $2. per $1,000. or fraction thereof.
The whole based on the total rental stipulated, renewal period included.
d) For all other leases covering offices, stores, rooming houses, apartment houses, warehouses and other industrial and commercial buildings:
Same fee in Chapter I, section I, calculated on the total rental stipulated, renewal period included.
Memorial of Lease: same fee as in Chapter I, section I, with a minimum of $10.
Cancellation of Lease: from $5. to $25. according to importance of the Lease.
For each notice to a lessee..... 2.00
Notice to leave to a lessee..... 5.00
plus notification fees.

Chapter IV

Acquittances, Mainlevess and other Deeds involving radiation:
1. Up to $25,000. $1. per $1,000. with a minimum of $5.00.
2. Over $25,000. an additional fee of 50 cents per $1,000. or fraction of $1,000.
And an additional fee of $2. for each reference to a title of indebtedness besides the first.
For a simple mainlevee, the fee shall be 50% of the fee for acquittance of the amount involved, with a minimum fee of $5.00.
Mainlevee of a usufruct or of a rent, request for radiation to the Registrar, the fee shall be from $5. to $25. according to its importance, plus the fee hereinabove granted for each reference besides the first.
For examination of the draft of an acquittance or mainlevee, the fee shall be $5. plus $1. for each reference to a title of indebtedness besides the first.

Chapter V

Marriage covenants

The fees, according to the importance of the donations and of the stipulations, will be..... $ 10.00 to $ 50.00
If the marriage contract stipulate conventional appointment of an heir, there will be an additional fee of..... 5.00
If the deed comprises gifts by a third person the fees as provided for donations will be required.

Chapitre VI

Testament, codicille, révocation de testament

a) Suivant l'importance et le temps employé à la préparation, minimum	$ 10.00
b) Testaments entre mari et femme, "au dernier vivant les biens", pour les deux signés en même temps	15.00
c) Vérification de testament, requête et preuve	30.00
Lettres d'administration ou de vérification sur requête	25.00
Sur préparation des avis	10.00
Sur chaque copie additionnelle pour signification	2.00
Nomination d'un exécuteur testamentaire	20.00

Chapitre VII

Procuration, mandat, autorisation maritale

Procuration spéciale	$ 5.00 à $ 15.00
Procuration générale	10.00 à 50.00
Révocation d'une procuration	5.00
Autorisation maritale par acte distinct	5.00

Chapitre VIII

Brevet de cléricature	$ 5.00

Chapitre IX

Marchés et devis

Les honoraires seront les mêmes que ceux établis au chapitre 1, section 1, basés sur la considération stipulée dans l'acte. En plus, les honoraires suivants:

Pour préambule et exposé, selon leur importance	$ 10.00 à $ 50.00
Pour référence à chaque pièce annexée	2.00
Pour attestation de chaque pièce annexée	2.00
L'honoraire régulier sera chargé pour la première copie des devis et la moitié de cet honoraire pour les copies supplémentaires.	

Chapitre X

Notification, sommation, mise en demeure, offres réelles	$ 10.00 à $100.00
Si un projet d'acte accompagne la mise en demeure, l'honoraire de ce projet sera de la moitié de celui prévu au présent tarif pour un acte de sa nature.	
Procès-verbal de signification, par acte séparé	5.00
Pour chaque heure consacrée à la signification	5.00

Chapitre XI

Protets maritimes

Note de protêt	$ 5.00 à $ 25.00
Extention du protêt	10.00 à 50.00
Hypothèque maritime	20.00 à 100.00

Chapitre XII

Protêts de lettres de changes, chèques et billets a ordre

(Tarif textuel d'après la loi fédérale, S.R.C., 1952, chapitre 15)

Pour présenter et noter, faute d'acceptation, une lettre de change, et pour en garder minute	$ 1.00
Pour copie de ces documents, si elle est requise par le porteur	0.50
Pour noter et protester, faute de paiement toute lettre de change, billet à ordre, traite ou mandat et pour en garder minute	1.00
Pour faire et transmettre au porteur d'une lettre de change ou d'un billet, un double de tout protêt faute d'acceptation ou de paiement, avec certificat de signification et copie de notification signifiée au tireur et aux endosseurs	0.50
Pour chaque notification, y compris la signification et pour en garder copie, à un endosseur ou tireur, en sus des frais de port payés	0.50

Chapitre XIII

Faillite, liquidation

Déclaration du syndic ou liquidateur au régistrateur	$ 5.00
Avec en plus les honoraires supplémentaires suivants:	
Pour chaque désignation d'immeubles bâtis	3.00

CHAPTER VI

WILLS, CODICILS, REVOCATION OF WILLS

a) According to their importance and the time spent to prepare such deeds: minimum	$ 10.00
b) Wills between husband and wife in favour of the last survivor, for both if signed concurrently	15.00
c) Probate of Will, Petition and proof	30.00
Letters of Administration or of Probate upon Petition	25.00
For drafting of Notices	10.00
On each additional copy of signification	2.00
Nomination of testamentary executor	20.00

CHAPTER VII

POWER OF ATTORNEY, MANDATE, MARITAL AUTHORIZATION

Special power of attorney	$ 5.00 to $ 15.00
General power of attorney	10.00 to 50.00
Revocation of power of attorney	5.00
Marital authorization by a special deed	5.00

CHAPTER VIII

Indenture of Clerkship	$ 5.00

CHAPTER IX

CONSTRUCTION CONTRACTS AND SPECIFICATIONS

The fees are the same as those established in chapter 1, section 1, according to the amount stipulated in the deed, and the following additional fees:	
For the preamble and statement, according to their importance	$ 10.00 to $ 50.00
For reference to annexed document	2.00
For authentication of annexed document	2.00
The ordinary fee shall be required for the first copy of the specifications and half that fee for additional copies.	

CHAPTER X

NOTIFICATIONS, SUMMONS, PUTTING IN DEFAULT, LEGAL TENDERS

The fees shall be, according to the importance of the deed	$ 10.00 to $100.00
If a draft deed be attached, the fees of the said draft will be half of the fees mentioned in the present tariff for such a deed.	
Report of signification by separate deed	5.00
For each hour required for the signification	5.00

CHAPTER XI

MARITIME PROTESTS

Note of Protest	$ 5.00 to $ 25.00
Extension of Protest	10.00 to 50.00
Maritime mortgage	20.00 to 100.00

CHAPTER XII

PROTESTS OF BILLS OF EXCHANGE, CHEQUES AND PROMISSORY NOTES

(Tariff according to R.S.C. 1952, Chapter 15):

For presenting and noting for non-acceptance any bill of exchange, and keeping the same on record	$ 1.00
Copy of the same when required by the holder	0.50
For noting and protesting for non-payment any bill of exchange or promissory note, draft or order, and putting the same on record	1.00
For making and furnishing the holder of any bill or note with duplicate copy of any protest for non-acceptance or non-payment, with certificate of service and copy of notice served upon the drawer and endorsers	0.50
For every notice, including the service and recording copy of the same, to an endorser or drawer, in addition to the postage actually paid	0.50

CHAPTER XIII

BANKRUPTCY, LIQUIDATION

Declaration of the Trustee or Liquidator to the Registrar	$ 5.00
And the following additional fees:	
For each description of built properties	3.00

Pour chaque désignation de lots vagues, jusqu'à 10	1.00
Pour chaque désignation de lots vagues au-dessus de 10 jusqu'à 100	0.50
Pour chaque désignation de lots vagues au-dessus de 100 lots	0.25
En plus de l'honoraire prévu au chapitre I pour l'acte de vente, il y aura lieu à un honoraire de	1.00
pour chaque référence dans cet acte de vente, à la cession, à la nomination du syndic ou liquidateur, à l'autorisation des inspecteurs, au jugement autorisant la vente, aux annonces de vente dans la *Gazette officielle* et journaux ou à la porte de l'église, à l'affichage des avis de vente, à l'avis au régistrateur, au cahier des charges, au procès-verbal des enchères.	
Pour attestation de chaque pièce annexée	1.00
Déclaration au Contrôleur du Revenu pour droit de mutation	5.00

Chapitre XIV

Actes de société et de dissolution de société

L'honoraire sera établi selon l'importance de la société, les stipulations spéciales et l'apport des associés:

a) Apport initial de $20,000 ou moins	$ 20.00 à	$ 75.00
b) Apport initial dépassant $20,000, mais moindre que $50,000	75.00 à	250.00
c) Apport initial de $50,000, mais moindre que $100,000	250.00 à	500.00
d) Apport initial de $100,000 et plus: honoraire de une demie de 1% du capital social.		
Déclaration de société ou raison sociale		5.00
Déclaration de dissolution		5.00

Chapitre XV

Incorporation de compagnies

1. Incorporation de compagnies à fonds social:		
Requête, préparation du mémoire de convention, du livre d'actions, des procès-verbaux d'assemblées et des règlements requis pour la mise en opération:		
Capital de $20,000 ou moins		$150.00
Capital au-dessus de $20,000 jusqu'à $100,000		200.00
Capital au-dessus de $100,000 jusqu'à $500,000		250.00
Capital au-dessus de $500,000		500.00
et $1 par $1,000 additionnels.		
2. Incorporation de compagnies sans but lucratif:		
Requête et préparation des règlements	25.00 à	100.00
3. Obtention de lettres patentes supplémentaires autorisant:		
a) Changement de nom seulement		100.00
b) Exercice de pouvoirs supplémentaires		150.00
c) Augmentation ou diminution de capital, les honoraires d'incorporation basés sur le montant de l'augmentation ou de la diminution.		
d) Nouvelle répartition de capital, les honoraires d'incorporation basés sur le capital autorisé.		
e) Lorsque la demande a pour objet deux ou plus des fins ci-dessus, les honoraires, dans aucun cas, ne devront excéder ceux d'une incorporation, au montant du capital autorisé, lors de la demande.		
4. Annulation de lettres patentes:		
Requête pour obtenir du procureur général ou du solliciteur général, l'autorisation de procéder		25.00
Pour toute procédure subséquente, les honoraires sont ceux prévus au paragraphe 140 du chapitre XXX.		
5. Constitution d'association en corporation civile:		
Requête au conseil municipal		20.00
Dépôt de la déclaration et du certificat d'approbation du conseil au Protonotaire et au secrétaire provincial		10.00
Préparation des règlements	25.00 à	50.00
Déclaration au protonotaire		5.00
Déclaration de dissolution		5.00
6. Requête pour obtention de permis requis par les corporations et gens de mainmorte		25.00
plus les honoraires visés par le paragraphe 1 de la section 2, du chapitre premier, au cas où la requête comporte désignation immobilière.		

Chapitre XVI

Contre-lettres, bordereaux, avis d'hypothèques légales ou judiciaires, avis de privilèges, renouvellement d'enregistrement, actes de ratification, de rectification ou de correction, d'adhésion, d'acquiescement, de cession de priorité d'hypothèque, acte de notoriété, acte d'établissement de servitude, acte récognitif de servitude ou abandon de servitude, ou autres de même nature.

Les honoraires seront, suivant leur importance de	$ 5.00 à $ 50.00

For each description of vacant lots up to 10	1.00
For each description of vacant lots if more than 10 lots to 100	0.50
For each description of vacant lots if more than 100	0.25
In addition to the fees mentioned in chapter I for a Deed of Sale, there shall be a fee of	1.00
for each reference in the Deed of Sale: to the nomination of the Trustee or Liquidator, to the authorization of the inspectors, to the judgment authorizing the sale, advertisements of sale in the *Official Gazette* and newspapers or at the church door, to the posting of notices of sale, to the notice to the registrar, to the "cahier des charges", to the procès-verbal of the sale.	
For authentication of annexed document	1.00
Declaration to the Controller of Revenue for mutation tax	5.00

Chapter XIV

Partnership, dissolution of partnership

The fees will be according to the importance, special stipulations and share of partners:

a) Initial capital of $20,000 or less	$ 20.00 to	$ 75.00
b) Initial capital over $20,000 up to $50,000	75.00 to	250.00
c) Initial capital over $50,000 up to $100,000	250.00 to	500.00
d) Initial capital of $100,000 and over: a fee of ½ of 1% of the capital.		
Declaration of society or social reason		5.00
Declaration of dissolution		5.00

Chapter XV

Incorporated of companies

1. Incorporation of joint stock companies:		
Petition, preparation of the memorandum of agreement, of the stock book, of the minutes of meetings, of the By-Laws required to commence operations:		
Capital-stock being $20,000 or less		$150.00
Over $20,000 up to $100,000		200.00
Over $100,000 up to $500,000		250.00
Over $500,000		500.00
plus $1.00 for each additional $1,000.		
2. Incorporation of companies without profit purposes:		
Petition and preparation of By-Laws	25.00 to	100.00
3. Supplementary Patent Letters authorizing:		
a) Change in name only		100.00
b) Granting of supplementary powers		150.00
c) Raising or lowering of capital, incorporation fees according to the amount of the raise or reduction.		
d) New split of capital, incorporation fees according to the authorized capital.		
e) When the petition is for two or more of the above powers, in no case shall the fees be more than those for incorporation for the authorized capital at the time of the petition.		
4. Cancellation of Patent Letters:		
Petition to the Attorney General or Sollicitor General for authorization to proceed		25.00
For any subsequent procedure, the fees shall be those provided for in par. 14 of ch. XXX.		
5. Constitution of Association in civil corporation:		
For petition to Municipal authorities		20.00
Deposit of the declaration and of the certificate of approval of the Council to the Prothonotary and to the Provincial Secretary		10.00
Preparation of by-laws	25.00 to	50.00
Notice to the Prothonotary		5.00
Notice of dissolution		5.00
6. Petition for permit under the Mortmain Act		25.00
plus the fees stipulated in par. 1, sec. 2, ch. 1, when the petition contains description of immoveables.		

Chapter XVI

Counter-letters, memorials, notices of legal or judicial mortgages, notices of privilege, renewal of registration, deeds of ratification, of confirmation, of rectification, of compliance, priority of hypothecary claims, acte de notoriete, deeds of establishment of servitude, deeds of acknowledgment of servitude or renunciation to servitude, or other deeds of similar nature:

The fees will be, according to their importance	$ 5.00 to	$ 50.00

Chapitre XVII

Dépôts et consignations

L'honoraire de l'acte de dépôt de pièces sera de	$ 5.00 à $ 25.00
et pour chaque attestation de pièces déposées un honoraire supplémentaire de	2.00
Dépôt volontaire ou nécessaire, suivant l'importance du dépôt	5.00 à 25.00
Dépôt judiciaire et consignation, même tarif qu'au chapitre I, section 1, en prenant en considération le montant du dépôt ou la valeur des effets consignés.	

Chapitre XVIII

Compromis, actes d'arbitrage, rapports d'experts et d'arbitrage, actes d'accord et transactions, acte d'indemnité:

Les honoraires seront les mêmes que ceux établis au chapitre I, section 1, suivant la considération stipulée dans l'acte, avec en plus les honoraires suivants:	
Exposé ou préambule, selon l'importance et le nombre des allégations	$ 5.00 à $50.00

Chapitre XIX

Actes de fiducie (trust deed) pour l'émission d'obligations

Lorsque la considération stipulée est de $100,000, ou moins, l'honoraire pour la préparation sera de	$100.00
et celui pour l'exécution sera de	100.00
Au dessus de $100,000, un honoraire supplémentaire de 50 cents pour chaque $1,000 pour la préparation, et 50 cents pour chaque $1,000 pour l'exécution.	

Copies d'actes de fiducie

a) Pour copies requises, pour fins de l'enregistrement: tarif régulier.
b) Autres copies demandées en même temps: la moitié du tarif régulier.
c) Pour toute copie demandée subséquemment: tarif régulier.

Quittance d'un acte de fiducie

50 cents du $1,000 avec maximum de $1,500.

Procès-verbal de destruction d'obligations

L'honoraire sera de	$10.00 à $50.00
Rédaction de chacun des affidavits	5.00
Pour chaque heure de vocation	5.00

Chapitre XX

Tutelles, curatelles, autorisations, etc.

Pour toute tutelle et curatelle, subrogée-tutelle distincte, nomination d'un conseil judiciaire, autorisation par conseil de famille, pour mariage du mineur ou autres fins, comprenant la déclaration ou requête, la tenue et le procès-verbal du conseil de famille, et la requête pour homologation, l'honoraire sera, selon l'importance, de	$25.00 à $35.00
Si la procédure a plus d'une fin, un honoraire supplémentaire de	5.00
Pour la préparation de l'avis de convocation du conseil de famille	2.00
et pour chaque avis	1.00
Pour chaque heure de vocation consacrée à la signification de l'avis	5.00

Chapitre XXI

Requêtes (ex-Parte)

a) Requête pour adoption	$10.00
b) Requête pour rectification d'état civil, autorisation judiciaire à défaut d'autorisation maritale, nomination de curateur à succession vacante, à l'absent, à substitution, conseil judiciaire, radiation, reconnaissance judiciaire du droit de propriété, exhumation, pour envoi en possession provisoire ou définitive, et toutes requêtes de cette nature:	25.00 à 50.00

CHAPTER XVII

DEPOSITS

The fees for deeds of deposit of documents will be	$ 5.00 to	$ 25.00
For each authentication of documents deposited, an additional fee of		2.00
Necessary or voluntary deposit, according to the importance of the deposit	5.00 to	25.00

Judicial deposit, same tariff as mentioned in chapter 1, section I, based on the amount deposited or on the value of the articles deposited.

CHAPTER XVIII

COMPROMISE, DEEDS OF ARBITRATION, AWARDS OF EXPERTS AND ARBITRATORS, DEEDS OF AGREEMENT AND DEEDS OF INDEMNIFICATION

The fees shall be the same a stipulated in chapter I, section 1, according to the amount mentioned in the deed, and the following additional fees:

Statement or preamble, according to the importance and the number of stipulations	$ 5.00 to	$ 50.00

CHAPTER XIX

TRUST DEEDS RELATIVE TO THE ISSUE OF BONDS

When the amount stipulated is $100,000. or less:

For the preparation	$100.00
For the execution	100.00

Over $100,000. an additional fee of $0.50 for each $1,000. for the preparation and $0.50 for each $1,000. for the execution.

COPIES OF TRUST DEEDS

a) For copies required for registration purposes : regular tariff for copies.
b) Other copies required with the first : half of the regular tariff.
c) Each copy required subsequently : regular tariff for copies.

ACQUITTANCE OR MAINLEVEE OF A TRUST DEED

50 cents per $1,000. with a maximum of $1,500.

PROCES-VERBAL OF DESTRUCTION OF BONDS

The fees will be	$ 10.00 to	$ 50.00
To draw up the affidavits		5.00
For each hour of attendance		5.00

CHAPTER XX

TUTORSHIPS, CURATORSHIPS, AUTHORIZATIONS, ETC.

For each tutorship and curatorship, separate subrogate-tutorship and appointment of a judicial adviser, the authorization by the family council for minor's marriage or other purposes, including the declaration or petition, the holding and the procès-verbal of the family council and the petition for homologation, the fees will be according to the importance	$ 25.00 to	$ 35.00
If the proceedings have more than one object, there will be an additional fee of		5.00
To draw up notices of convocation of the family council		2.00
For each notice		1.00
For each hour of attendance for the signification of notice		5.00

CHAPTER XXI

PETITION (EX PARTE)

a) Petition for adoption		$ 10.00
b) Petitions for rectification of civil status, judicial authorization in default of marital authorization; appointment of curator to vacant successions, to absentees, to substitutions; judicial adviser; radiation; judicial confirmation of title: exhumation; petition to take provisional possession or absolute possession, and all such petitions	25.00 to	50.00

Chapitre XXII

Actes de composition, atermoiements, et autres actes d'arrangements entre créanciers et débiteurs, nomination de sequestre:

L'honoraire sera le même que celui établi au chapitre 1, basé sur le montant total des réclamations, plus.	
Pour l'exposé ou préambule, selon l'importance	$5.00 à $25.00
Si le notaire reçoit instruction de convoquer une assemblée de créanciers, pour chaque avis adressé à un créancier, l'honoraire sera de	2.00
S'il y a plus de dix créanciers, pour chaque avis supplémentaire, l'honoraire sera de	1.00
Si le notaire reçoit instruction d'assister à une assemblée de créanciers, pour chaque heure de vocation, l'honoraire sera de	5.00

Chapitre XXIII

Licitation et vente par autorité de justice

Licitation volontaire re vente de biens de mineurs ou autres incapables, de biens substitués, etc., les honoraires seront les suivants:

Déclaration pour nomination d'experts	$ 5.00
Requête pour nomination d'experts	20.00
Jurat des experts	2.00
Rapport des experts	3.00
Déclaration pour convocation du conseil de famille	10.00
Procès-verbal du conseil de famille	10.00
Requête pour homologation:	20.00
Préparation des avis en anglais et en français	10.00
Préparation du cahier des charges	10.00
Procès-verbal des enchères	5.00

Rapport à la Cour (coût de la copie et vocation).

En plus des honoraires du contrat de vente basée sur le chapitre 1, le notaire a droit à une commission de 2 pour 100 sur le prix d'adjudication de chaque immeuble jusqu'à concurrence de $15,000, et 1 pour 100 pour chaque $1,000, ou fraction de $1,000 additionnels.

Pour la vente d'actions de banque, de compagnie, et de dégenturse ou valeurs, l'honoraire sera le même que celui établi pour la vente d'immeuble.

Requête et certificat d'évaluation pour vente d'immeubles d'une valeur moindre que $1,000 appartenant à des incapables, ect.	20.00

Chapitre XXIV

Successions

Les honoraires de règlements de successions sont les suivants:

Pour obtenir et classifier les pièces, documents et renseignements nécessaires à la préparation des déclarations et inventaires:

Lorsque l'actif de la succession est de plus de $1,000 jusqu'à $200,000, l'honoraire sera de ½ de 1 pour 100 de l'actif brut;

Au-dessus de $200,000, l'honoraire sera de ¼ de 1 pour 100 curc haque $1,000 additionnels.

Inventaire de coffrêts de sûreté

Pour la rédaction du procès-verbal, comprenant 10 item ou moins	$10.00
Pour chaque item décrit au procès-verbal, au-dessus des 10 premiers	0.50

Déclarations aux percepteurs des droits sur les successions

L'honoraire sera le même que celui établi au chapitre I, section 1: basé sur l'actif brut.

L'honoraire du rapport au Ministère du revenu fédéral sera ¼ de celui du rapport au Percepteur du revenu provincial avec en plus, dans les deux cas, pour chaque heure employée à la préparation de ces rapports	$5.00
Pour l'affidavit accompagnant la déclaration au Percepteur du revenu provincial	2.00

Déclarations de transmission d'immeubles, de créances, séparation de patrimoine

Lorsqu'il n'y a qu'un immeuble ou qu'une créance	$10.00 $ $25.00
et pour chaque immeuble ou créance supplémentaire	5.00

S'il y a plus de 10 immeubles ou créances, l'honoraire pour la désignation des immeubles supplémentaires sera le même que celui fixé au chapitre 1.

Transmissions de dépôts de banque, d'actions, de débentures

Pour la rédaction de la déclaration de transmission de dépôts de banque, débentures, etc., d'une valeur de $1,000, ou moins	$5.00
Au-dessus de $1,000	10.00

Chapter XXII

DEEDS OF COMPOSITION AND OTHER DEEDS OF SETTLEMENT BETWEEN CREDITORS AND DEBTORS, NOMINATION OF TRUSTEE

The fees shall be the same as those stipulated in chapter I, section 1, based on the total amount of claims, plus:

For the statement and preamble, according to the importance	$ 5.00 to $ 25.00
If the Notary receives instruction to call a meeting of creditors, for the notice to each creditor, the fee will be	2.00
If there are more than ten creditors, for each additional notice, the fee will be	1.00
If the Notary receives instructions to assist at the meeting of creditors, for each hour of attendance, the fee will be	5.00

Chapter XXIII

LICITATIONS AND SALES UNDER JUDICIAL AUTHORITY

Voluntary licitation re: Sale of immoveable property belonging to minors or persons incapable of acting for themselves, substitutions, etc., the fees will be as follows:

Declaration for appointment of experts	$ 5.00
Petition for appointment of experts	20.00
Jurat of experts	2.00
Report of experts	3.00
Declaration for calling of a family council	10.00
Official report of family council	10.00
Petition for homologation	20.00
Preparing English and French notices	10.00
Preparing list of charges	10.00
Official report of the bidding	5.00

Report to the Court (cost of copy and attendance).

In addition to the fees for the contract of sale based on chapter 1, the Notary is entitled to a commission of 2 per 100 on the adjudication price of each immoveable up to $15,000. and 1 per 100 for each additional $1,000. or fraction of $1,000.

For the sale of bank shares or shares in companies, debentures or securities, the fee shall be the same as that fixed for the ale of immoveables.

Petition and certificate of valuation for the sale of immoveables of a value less than $1,000. belonging to persons incapable of acting for themselves, etc	20.00

Chapter XXIV

Estates

For the settlement of Estates :

To obtain and classify documents and information necessary to prepare declarations and inventory: when the assets of the estate exceed $1,000. up to $200,000., the fees shall be ½ of 1% on the gross amount of the assets.

Over $200,000., the fees shall be ¼ of 1% for each additional $1,000.

Inventory of safety deposit boxes

To draw up the statement including 10 items or less	$ 10.00
and for each item described in the statement over the first 10	0.50

Declarations for succession duty purposes

The fees for the Province of Quebec Declaration under the Quebec Succession Duties Act shall be the same as stipulated in chapter I, Section 1, based on the gross amount of the assets.

The fees for the Declaration for the Federal Succession Duty Office shall be ¼ of those for the Declaration for the Provincial Succession Duty Office.

In addition, in both cases, for each hour spent in preparing reports	$ 5.00
For the affidavit attached to the declaration for the Provincial Succession Duty Office	2.00

Declarations of transmission of immoveables, of transmission of ordinary debts, etc., partition of the property of estates

If there be only one immoveable, the fees shall be	$ 10.00 to $ 25.00
and for each additional immoveable, a fee of	5.00

If there be more than 10 immoveables or debts, the fees, for the description of each additional immoveable shall be the same as stipulated in chapter 1.

Transmission of bank deposits, of bonds, stocks, etc.

To draw up the declaration of transmission of bank deposits, stocks, etc., up to $1,000	$ 5.00
Over $1,000	10.00

Chapitre XXV

Actes de partage, de liquidation, de reddition de comptes

Pour la rédaction du préambule ou de l'exposé, suivant leur importance	$ 15.00 à $150.00
Pour chaque heure de vacation employée à la préparation	5.00

Chapitre XXVI

Acceptation ou renonciation a succession, communauté, legs, donations, usufruit, droit d'habitation, délivrance de legs, rétablissement de communauté et déclaration d'extinction d'usufruit

Pour les actes de cette nature, suivant leur importance, l'honoraire sera de	$ 5.00 à $ 25.00
Lorsqu'il y a des immeubles ou des titres de créances ou les deux, pour chaque désignation d'immeuble ou de titre de créance mentionné dans ces actes, un honoraire supplémentaire de	1.00

Nomination et renonciation a la charge d'exécuteur testamentaire

L'honoraire sera, suivant les circonstances, de	$ 5.00 à $ 10.00
Et pour chaque référence à nominations antérieures ou changements	3.00

Chapitre XXVII

Inventaire, rapport de praticiens, bénéfice d'inventaire

Préambule, selon l'importance	$ 10.00 à $ 40.00
Pour chaque heure de vacation à la préparation et à l'exécution	5.00
Pour la préparation de l'avis de convocation	2.00
Et pour chaque avis	1.00
Signification de l'avis de convocation, par heure	5.00

Bénéfice d'inventaire

Requête pour y être admis	20.00
Préparation des avis pour publication dans les journaux	10.00
Cautionnement	5.00
Autorisation par les créanciers à vendre immeubles	10.00
Requête pour vendre immeubles	20.00
Renonciation pour prendre qualité d'héritier pure et simple	5.00

Chapitre XXVIII

Commissions

Pour la négociation d'un emprunt d'argent, à moins de convention contraire, l'honoraire sera celui conforme à l'usage du lieu où il est négocié, avec cependant un minimum de 1 pour 100 de la somme prêtée.

Pour négociation du renouvellement d'un emprunt dont le terme est expiré, la moitié de la commission de l'emprunt originaire.

Pour négociation d'une dation en paiement, l'honoraire sera de 1 pour 100 des charges et hypothèques quittancées ou assumées.

Pour négociation d'une vente, d'un échange ou d'un achat d'immeubles, de créances, d'actions de compagnies non cotées à la bourse ou d'autres valeurs, 3 pour 100 du prix de leur vente ou de la valeur de la propriété, des actions ou valeurs échangées.

Chapitre XXIX

Impôt sur le revenu

Pour préparer le rapport d'impôt sur le revenu	$ 3.00 à $ 25.00
Pour chaque heure employée à la préparation	5.00

Chapitre XXX

Honoraires spéciaux

Outre les honoraires ci-dessus, les suivants sont exigibles:

1° Pour la préparation d'une résolution ou d'un règlement de compagnie ou de corporation, selon l'importance ..... $ 5.00 à $ 25.00

2° *a*) Dans tous les actes et autres documents non prévus au présent tarif, le notaire doit exiger des honoraires proportionnés au temps employé, à l'importance de l'affaire et au service rendu.

b) Pour tout acte préparé sur la requisition et auquel il n'est pas donné suite, la moitié de l'honoraire prévu pour tel acte, avec minimum de $5.

CHAPTER XXV

DEEDS OF PARTITION, LIQUIDATION, RENDERING OF ACCOUNTS

To draw up the preamble or the statement, according to their importance	$ 15.00 to $150.00
For each hour spent in the preparation	5.00

CHAPTER XXVI

ACCEPTANCE OR RENOUNCIATION OF ESTATES, COMMUNITY, LEGACIES, GIFTS, USUFRUCT, RIGHT OF HABITATION, DELIVERY OF LEGACIES, RE-ESTABLISHMENT OF COMMUNITY AND DECLARATION OF TERMINATION OF USUFRUCT

For deeds of this nature, according to their importance the fees shall be	$ 5.00 to $ 25.00
When there are immoveables or debts, or both, for each description of immoveable or debts mentioned in such deeds, an additional fee of	1.00

APPOINTMENT AND RENOUNCIATION TO THE OFFICE OF TESTAMENTARY EXECUTOR

The fees shall be, according to circumstances	$ 5.00 to $ 10.00
And for each reference to previous appointments or changes	3.00

CHAPTER XXVII

INVENTORY, REPORT OF PRACTITIONER, BENEFIT OF INVENTORY

Preamble, according to the importance	$ 10.00 to $ 40.00
For each hour spent in the preparation and execution	5.00
To prepare notice of convocation	2.00
and for each copy	1.00
Signification of notice of convocation, per hour	5.00

BENEFIT OF INVENTORY

Petition to be entitled to accept under benefit of inventory	20.00
To prepare notice for publication in the newspapers	10.00
Bond	5.00
Authorization by the creditors to sell immoveables	10.00
Petition to sell immoveables	20.00
Renunciation in order to accept as unconditional heir	5.00

CHAPTER XXVIII

COMMISSIONS

To negociate a loan, unless otherwise agreed upon, the fees shall be accodding to the usage of the place where it is negociated with a minimum of 1% of the amount of the loan.

To negociate the renewal of a loan, when the term has expired, one half of the commission on the original loan.

To negociate a Giving in payment, the fees shall be 1% of the charges and hypothecs for which acquittance is given.

To negociate a sale, exchange, or purchase of immoveables, debts, company shares not quoted on the stock exchange or other assets, 3% of the selling price or of the value of the property, shares or assets sold or exchanged.

CHAPTER XXIX

INCOME TAX

To complete Income Tax Returns, according to their importance	$ 3.00 to $ 25.00
For each hour spent in preparation	5.00

CHAPTER XXX

SPECIAL FEES

In addition to the fees hereiabove mentioned, the following are exigible:

1. To prepare a resolution or a by-law of a company or of a corporation to be annexed to a deed, according to the importance ..... $ 5.00 to $ 25.00
2. *a*) In all deeds and other documents prepared by the Notary, when not otherwise provided for by the present tariff, the Notary must exact a fee according to the time employed, to the importance of the transaction and to the service rendered.
   b) For any deed prepared on request and which is not signed, half of the fee provided for such deed, with a minimum of $5.00.

3° Si l'acte comporte plus d'une convention, l'honoraire devra être exigé sur chaque convention suivant le tarif établi pour chacune d'elles. Les clauses accessoires usuelles ne doivent pas cependant être considérées comme des conventions supplémentaires.

4° Pour la préparation des conventions ou documents sommaires, non autrement prévu, selon l'importance ..... $ 5.00 à $ 25.00

5° Lorsqu'il y a plus de deux comparants à un acte ou que l'un des comparants y est représenté par un mandataire, il y aura un honoraire supplémentaire par comparant supplémentaire, de 2.00

6° *a*) Si le notaire voyage pour les affaires de son client en dehors de l'endroit de son domicile ou de son étude, l'honoraire sera de 10.00
pour chaque heure d'absence n'excédant pas 10 heures par jour, à moins qu'il n'ait été expressément tenu de prêter ses services pendant un plus grand nombre d'heures.

b) Pour toute vacation au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice ou ailleurs, relative à l'enregistrement de tout acte ou document, ou à toute demande ou obtention d'un certificat, document ou copie quelconque 2.00
Le même honoraire s'applique si la chose est faite par correspondance.

c) Pour toute vacation en dehors de son étude, autre que celles prévues aux paragraphes *a*) et *b*) ci-dessus, l'honoraire sera de 5.00

7° Pour donner communication de titres dont le notaire est dépositaire, si les titres sont examinés à son bureau 1.00
et pour le reçu, si les titres sont emportés hors de son étude, un honoraire supplémentaire de 1.00

8° Pour attestation de signature, assermention ou certificat d'identité 1.00

9° Pour tout avis de convocation ou autres:
pour l'original 2.00
pour chaque copie 1.00

10° Pour copie d'actes et de pièces annexées 0.25
par 100 mots ou fraction de 100 mots.
Pour chaque certificat d'authenticité apposé à une copie d'acte, y compris la collation avec l'original 1.00
Pour chaque certificat d'authenticité apposé à des pièces annexées 0.50
Toute copie d'acte ne devant pas être moindre que 3.00
et toute copie de pièce annexés ne devant pas être moindre que 2.00
y compris les crtificats.

11° Pour extraits authentiques d'actes et de pièces annexées 0.50
par 100 mots ou fraction de 100 mots, plus $1 pour le certificat d'authenticité.

N. B.— Dans toute copie d'actes, de pièce annexées ou d'extraits d'actes, les mots du certificat d'authenticité ne doivent pas être comptés quel que soit le nombre de mots qu'il comporte, vu l'honoraire déjà fixé à $1 pour ce certificat. Tout nombre doit être compté comme un seul mot.

12° Pour recherches d'actes dans son greffe ou dans ceux dont il est dépositaire, pour les premières cinq années de recherches 0.25
par année,
et pour chaque année additionnelle 0.15
Aucune charge ne pourra être exigée lorsque la date de l'acte est donnée.

13° Pour exercise de la profession pendant la nuit, à la réquisition spéciale des parties, soit de neuf heures du soir à sept heures du matin, les honoraires seront doubles de ceux stipulés ci-dessus.
Les notaires tenant habituellement un bureau du soir n'auront droit à ces doubles honoraires qu'après dix heures du soir.

14° Nonobstant les honoraires et émoluments ci-dessus fixés, le notaire a en outre, droit à des honoraires spéciaux à raison de ses soins, démarches, étude de questions légales, examen de pièces et documents, séances, conférences, avis et consultations, correspondances, entrevues, recherches, et de tout travail spécial effectué, le tout selon l'importance de l'affaire qui lui aura été confiée, des conseils donnés et des services rendus.

15° En sus des honoraires et commissions portés au présent tarif, le notaire a droit au paiement des frais de voyage et des déboursés par lui encourus pour ses clients.

N.B. A moins de conventions contraires, il ne pourra pas être exigé plus que les honoraires présentement établis.

Pour copie conforme du Tarif des Honoraires des Notaires tel qu'adopté à la session annuelle de la Chambre des Notaires qui a été tenue à Montréal les 14 et 15 juin 1955.

Le Secrétaire,

(Sceau)

44816-17-2-o

ARTHUR COURTOIS.

3. If the deed stipulates more than one agreement, the fees shall be required for each agreement according to the tariff established for each of them.
The usual incidental clauses shall not be considered as additional agreements

4. To prepare agreements or documents, not otherwise provided, according to the importance ..... $ 5.00 to $ 25.00

5. If there be more than two appearers in a deed or if one of the appearers be represented by an attorney, for each additional appearer the fee shall be ... 2.00

6. *a*) If the Notary travel outside of his domicile or of his office, the fees shall be 10.00
for each hour of absence not exceeding ten hours a day, unless he has been expressly required to give his services for a greater number of hours.

b) For each attendance at the Registry Office, at the Court House or elsewhere in connection with the registration of any deed or document, or to ask for or obtain any certificate, document or copy whatsoever 2.00
He has a right to the same fee if the matter is attended to by correspondance.

c) For any absence from his office other than provided for in paragraph "*a*" and "*b*" hereinabove mentioned, the fees shall be 5.00

7. To give communication of documents of which the Notary is depositary, if they be examined at his office 1.00
and for the receipt, if they be taken out of his office, an additional fee of 1.00

8. To attest signatures, receive oaths, identification certificates, etc 1.00

9. For notices of convocation or others:
for the original 2.00
for each copy 1.00

10. For copy of deeds and documents annexed 0.25
for every 100 words or fraction thereof.
For each certificate of authenticity on a copy of a deed, including the comparing with the original 1.00
For each certificate of authenticity on an annexed document 0.50
No copy of deeds or documents to be less than 3.00
and no copy of documents annexed to be less than 2.00
including certificates in both cases.

11. For authentic extracts of a deed or of documents annexed, the fee shall be 0.50
for every 100 words or fraction thereof, plus $1.00 for certificate of authenticity.
N. B. — In each copy of deeds, of documents annexed or authentic extracts, the words of the certificate of authenticity must not be calculated whatever number of words the certificate contains, taking into consideration the above fee of $1.00 for said certificate.
Each number must be calculated as a word.

12. For searches for deeds in his office or for those of which he is depositary, for the first five years, per year 0.25
and for each additional year 0.15
No such charge must be exacted when the date of the deed is given.

13. For the practice of his profession during the night, upon the special request of the parties, from nine o'clock in the evening to seven o'clock in the morning, the fees shall be double those hereinabove provided.
Notaries who habitually have a night office are entitled to double fees only after ten o'clock in the evening.

14. Notwithstanding the fees and emoluments hereinabove fixed, the Notary has, in addition to the above, the right to special fees according to his care, attendance, study of legal questions, examination of papers, deeds and documents, meetings, conferences, advice and consultations, correspondance, interviews, searches and special work done by him, the whole according to the importance of the matter entrusted to him, the advice given and the services rendered.

15. In addition to the fees and commissions in the present tariff, the Notary has the right to his travelling expenses and disbursements made by him for his clients.
N. B. — Unless otherwise agreed, fees exceeding those above mentioned cannot be exacted.

True copy of the Tariff of fees for Notaries of the Province of Quebec as adopted at the annual meeting of the Board of Notaries which was held at Montreal on June 14 and 15, 1955.

(Seal)

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer.

44816-17-2-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 421

Québec, le 18 avril 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

CONCERNANT la création, en réserve de pêche, d'une partie de la rivière St-Jean, dans le comté de Gaspé.

ATTENDU QU'une partie de la rivière St-Jean est administrée par le département de la chasse depuis quelques années et que la pêche est déjà organisée aux points de vue touristique et sportif;

ATTENDU QU'il est opportun d'en faire une réserve de pêche et de chasse et d'y mettre en force des règlements appropriés;

ATTENDU, de plus qu'il est également opportun de réserver partie de cette rivière comme sanctuaire pour la propagation naturelle du saumon de l'atlantique;

VU le paragraphe 6, de l'article 65, du chapitre 153, et l'article 31, du chapitre 154, des statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre de la chasse et ministre des pêcheries:

QUE la rivière St-Jean, dans le comté de Gaspé, de sa source, comprenant les branches est et ouest ainsi que la branche dénommée "Indian Fork" jusqu'à trois (3) chaînes en aval de la fosse à saumon connue sous le nom de "Porcupine Pool", dans le canton de Baillargeon, comté de Gaspé-Sud, ainsi qu'une zone de terrain mesurant trois (3) chaînes de chaque côté de ladite rivière, soit créée en réserve de chasse et de pêche sous le nom de "Réserve de la rivière St-Jean";

QUE la pêche soit assujettie, pour en assurer la permanence, aux conditions suivantes, nonobstant celles déjà fixées par la loi ou les règlements:

a) Personne n'a le droit de pêcher ni de chasser, dans ladite réserve, sans un permis spécial émis par le Ministre ou l'un de ses officiers autorisés;

b) Personne n'a le droit de prendre, par jour de pêche, plus de quarante (40) truites ou quinze (15) livres plus une truite, et trois saumons;

c) Personne n'a le droit d'apporter, hors de ladite réserve, plus que la prise légale d'une journée pour la truite, et trois (3) saumons par jour de pêche;

e) Tout contrevenant aux dispositions des présents règlements est passible de l'amende et de l'emprisonnement, tel que prévu à l'article 38, du chapitre 154, des statuts refondus de Québec, 1941.

QUE, cependant, cette partie de ladite rivière St-Jean et ses tributaires, située en amont de l'endroit connu sous le nom de "Indian Forks Pool", soit constituée en sanctuaire ou eaux réservées à la reproduction naturelle du saumon, où il sera interdit de pêcher en tout temps de l'année sous peine des sanctions prévuées à l'article 31, du chapitre 154, des statuts refondus de Québec, 1941.

L. DÉSILETS,
44819-a Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 421

Quebec, April 18, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the creation into a fishing reserve of a part of the St. John River, in the county of Gaspé.

WHEREAS a part of the St. John River has been administrated by the Game Department for the past few years and that fishing has been already organized from a touristic and sportive point of viwe;

WHEREAS it is deemed timely to make of the above a fish and game reserve and to put into force appropriate by-laws covering same;

WHEREAS, it is moreover deemed equally opportune to serve part of this river as a sanctuary for the natural propagation of salmon from the atlantic;

IN VIEW of paragraph 6, of section 65, of chapter 153, and of section 31, of chapter 154, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Games and Fisheries;

THAT the St. John River, in the county of Gaspé, from its source, comprising its east and West branches as well as the branch called "Indian Fork" as far as three (3) chains downstream of the salmon ditch known under the name of "Porcupine Pool", in the township of Baillargeon, county of Gaspé-South, as well as a zone of land measuring three (3) chains on each side of the said river, be created into a game and fish reserve under the name of "St. John River Reserve";

THAT fishing be subject, so as to insure its permanence, to the following conditions, notwithstanding those already fixed by law or by-laws;

a) No one has the right to fish nor to hunt in the said reserve, without a special permit issued by the Minister or by one of his authorized officers;

b) No one has the right to take, on any fishing day, more than forty (40) trout or (15) pounds plus one trout, and three salmon;

c) No one has the right to carry outside of the said reserve, more than the legal day's catch, for trout, and three (3) salmon for a day's catch of fish;

e) Any infringement to the provisions of these present by-laws is liable to a fine and imprisonment, as provided by section 38, of chapter 154, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

THAT, however, this part of the said St. John River and its tributaries, situated up-stream from the place known under the anme of "Indian Forks Pool", be incorporated into a sanctuary or reserved waters for the natural reproduction of salmon, where it shall be interdicted to fish at any time of the year under penalty of sanctions as provided in section 31, of chapter 154, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

L. DÉSILETS,
44819 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 420

Québec, le 18 avril 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la chasse à l'orignal.

ATTENDU QUE l'estimé de la population d'orignaux dans la province justifie une saison de chasse en 1957.

VU l'article 4 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE la chasse à l'orignal soit permise, en 1957, du dix-huit (18) au vingt-huit (28) octobre inclusivement, dans toute l'étendue de la province, sauf dans les parcs et les réserves de chasse et de pêche, dans les sections sud de Montréal et sud-est de Québec, connues sous les noms de zones A et B, ainsi que dans le comté d'Argenteuil, tel que stipulé dans l'arrêté en conseil numéro 1095, du 4 octobre 1950.

L. DÉSILETS,
44819-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 420

Quebec, April 18, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Hunting of Moose.

WHEREAS THE estimated population of moose in the Province justifies a hunting season for 1957.

IN VIEW of section 4 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Fish and Game:

THAT the hunting of moose be allowed, in 1957, from the eighteenth (18) to the twenty-eighth (28) of October inclusively, in the throughout the whole extent of the Province, save in the parks and the Fish and Game Reserves, in the southern section of Montreal and in the southeast of Quebec, known under the name of zones A and B, as well as in the county of Argenteuil, as stipulated in the Order in Council number 1095, of October 4, 1950.

L. DÉSILETS,
44819 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(P.G. 11821-55)

DUPLAN OF CANADA LTD.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de Duplan of Canada Ltd., tenue à Montréal, le 20e jour de mars 1957.

"Sur proposition dûment secondée, il a été résolu à l'unanimité:

Que le suivant règlement amendant le règlement III des règlements généraux, soit décrété:

Règlement XVI

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de six à cinq de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Deux directeurs constitueront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Le règlement III, tel qu'amendé par le règlement XV, passé le 20 décembre 1956, et toutes résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendées, modifiées et revisées de manière à donner effet à ce règlement."

Je, le soussigné, Vice-président et tréosirier de Duplan of Canada Ltd., certifie, par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que le précédent est un extrait véritable et authentique des minutes de ladite assemblée des directeurs; je certifie, de plus, que ledit règlement N° XVI a été approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, dûment convoquée pour considérer ledit règlement, par le vote de plus des deux-tiers en valeur des actions représentées à ladite assemblée.

Montréal, 29 mars 1957.

(Sceau) Le Vice-président et Trésorier,
44821 G. D. MORRELL.

Miscellaneous Notices

(A.G. 11812-55)

DUPLAN OF CANADA LTD.

Extract from the minutes if a meeting of the board of directors of Duplan of Canada Ltd., held at Montreal on the 20th day of March, 1957.

"Upon motion, duly seconded, its was unanimously resolved:

That the following By-law, amending By-law III of the General By-laws, be enacted:

By-law XVI

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased form to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. By-law III, as amended by By-law XV, passed on 20th December, 1956, and all prior resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, the undersigned, Vice-President and Treasurer of Duplan of Canada Ltd., hereby certify under the seal of the company that the foregoing is a true and correct extract from the minutes of the said Meeting of Direcotrs; I further certiy-that the same by-law No. XVI was approved to a Special General Meeting of the Shareholdeas of the company, duly called for consideration rf the said by-law, by the vote of more than thfw thirds in value of the Shares represented at toe said Meeting.

Montreal, 29th March, 1957.

(Seal) G. D. MORRELL,
44821-o Vice-President and Treasurer.

(P.G. 10807-56)

ST. ANDREW'S PRESBYTERIAN HOMES INC.

Règlement N° XIII

Pour augmenter le nombre de directeurs.

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XIII de St. Andrews Presbyterian Homes Inc. Que le nombre des directeurs de la corporation soit augmenté de neuf (9) à quinze (15) et que le paragraphe (*a*) du règlement N° III de la corporation soit amendé en substituant les mot et chiffre "quinze (15) aux mot et chiffre "neuf (9)" dans la seconde ligne de sa première phrase."

Certifié vraie copie.

Montréal, ce premier jour d'avril 1957.

Le Secrétaire,

44822 G. H. M. CAMPBELL.

(A.G. 10807-56)

ST. ANDREW'S PRESBYTERIAN HOMES INC.

By-law No. XIII

To increase the number of directors.

"Be it and it is hereby enacted as by-law No. XIII of St. Andrew's Presbyterian Homes Inc. That the number of directors of the Corporation be increased from nine (9) to fifteen (15) and that paragraph (*a*) of By-law No. III of the Corporation be amended by substituting the word and figure "fifteen (15)" for the word and figure "nine (9)" in the second line of the first sentence thereof."

Certified a true copy.

Montreal, this first day of April, 1957.

G. H. M. CAMPBELL,

44822-o Secretary.

(P.G. 17949-52)

SUNSET INVESTMENT CORA.

Règlement N° 34

qui augmente le nombre des directeurs de trois à quatre:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de quatre (4) directeurs, trois d'entre eux formeront quorum."

Certifié vraie copie du règlement N° 34 passé à une assemblée du bureau de direction tenue le 7e jour de février 1957, et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,

44823 MAX SHAPIRO.

(A.G. 17949-52)

SUNSET INVESTMENT CORP.

By-law No. 34

increasing the number of Directors from three to four:

"The affairs of the company are to be managed by a Board of four (4) Directors, three of whom shall form a quorum."

Certified true copy of By-law No. 34 passed at a Meeting of the Board of Directors held on the 7th day of February, 1957, and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

MAX SHAPIRO,

44823-o Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le huit février 1957, le changement de nom de l'"Association Catholique des Institutrices Rurales de Vaudreuil-Soulanges" en celui de "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Vaudreuil (S.I.C.V.)", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la loi ci-haut mentionnée, S.R.Q. 1941, chapitre 162. La formation dudit syndicat professionnel, sous le nom originaire de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 13 Inc" a été autorisée le 16 mars 1944, et le siège social d'icelui, fixé alors à Dorion, comté de Vaudreuil. Subséquemment, i.e. par une autorisation en date du 20 janvier 1955, ledit nom originaire a été changé en celui de "Association Catholique des Institutrices Rurales de Vaudreuil-Soulanges".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le onze février 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

44824-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that on the eighth day of February, 1957, the Honourable the Provincial Secretary authorized the changing of the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales de Vaudreuil-Soulanges" to that of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Vaudreuil (S.I.C.V.)", pursuant to the provisions of sections 7 oand the following of the above mentioned Act, R.S.Q. 1941, chapter 162. The formation of said Professional Syndicate, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 13 Inc.", has been authorized on March 16, 1944, and its head office located, at that time, at Dorion, County of Vaudreuil. Subsequently, i.e. by an authorization dated January 20, 1955, the said original name was changed to that of "Association Catholique des Institutrices Rurales de Vaudreuil-Soulanges".

Given at the office of the Provincial Secretary, the eleventh day of February, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

44824 Under Secretary of the Province.

(P.G. 12785-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai, le 26 avril 1957, approuvé le règlement N° 1 de l'"Association des Hôpitaux du Québec Inc. — Quebec Hospital Association Inc.", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, en la cité de Québec, ce 30e jour d'avril 1957.

Le Secrétaire de la province,

44858 YVES PRÉVOST.

(A.G. 12785-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, I have approved on April 26th, 1957, By-law No. 1 of "Association des Hôpitaux du Québec Inc. — Quebec Hospital Association Inc.", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at my office, at Quebec City, this 30th day of April, 1957.

YVES PRÉVOST,

44858-o Provincial Secretary.

AVIS DE CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE

Avis est, par les présentes, donné que messieurs Marc Trudel, 546, 4ième rue, Shawinigan Falls, P.Q.; J.-Eugène Bissonnette, 388 ouest, rue St-Vallier, Québec; Armand Rioux, 1175 ave des Érables, Québec; Arthur Fafard, 13 rue Guénette, Lévis, P.Q.; Maurice Boyer, 2 rue St-Jean-Baptiste, Valleyfield, P.Q.; Yvan Laberge, 837 rue Cherrier, Montréal, P.Q.; Edgar Michaud, 12 rue Bérard, Drummondville, P.Q.; Lucien Larue, 964, rue Casot, Québec; L. de Beaumont Couillard, 127A, rue Du Prince, Sorel, P.Q. Roland Décarie, 1040 ave Churchill, Montréal — P.Q.; Ernest Verge, 1379, ave Maguire, Sillery, P.Q.; Antoine Larue, 1246, rue Preston, Sillery, P.Q., tous membres du Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, ont l'intention de présenter au Lieutenant-Gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q., 1941), sous le nom de "La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Québec, district judiciaire de Québec, avec un capital actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurances maritime, aérienne et relative aux autres catégories suivantes: cautionnement, dommages aux biens, responsabilité, personne, excepté l'assurance et réassurance sur la vie.

Donné à Québec, P.Q., le 26ième jour du mois d'avril 1957.

NOTICE OF FORMATION OF AN INSURANCE COMPAMY

Notice is hereby given that Messrs: Marc Trudel, 546, 4th Street, Shawinigan Falls, P.Q.; J.-Eugène Bissonnette, 388 west, St-Vallier St., Quebec; Armand Rioux, 1175 Maple Avenue, Quebec; Arthur Fafard, 13 Guenette Street, Levis, P.Q.; Maurice Boyer, 2 St. Jean-Baptiste Street, Valleyfield, P.Q. Yvan Laberge, 837 Cherrier Street, Montreal, P.Q.; Edgar Michaud, 12 Bérard Street, Drummondville, P.Q.; Lucien Larue, 964 Casot Street, Quebec; L. de Beaumont Couillard, 127A Du Prince, St. Sorel, P.Q.; Roland Décarie, 1040 Chruchill Ave, Montreal, P.Q.; Ernest Verge, 1379 Maguire Ave, Sillery, P.Q.; Antoine Larue, 1246, Preston St. Sillery, P.Q., all members of the College of Physicians and Surgeons, of the Province of Quebec intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition in order to constitute them into an insurance company in accordance with the provisions of section two and following of the Quebec Insurance Act under the name of "La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company", with head office in the city of Quebec, judicial district of Quebec, and a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact into the following classes of insurance and reinsurance: marine, aviation and also all other classes pertaining to suretyship, property, liability, persons, except life assurance and reassurance.

Given at Quebec, P.Q., this 26th day of Apfil 1957.

Signature des requérants — Signature of the Petitioners,

MARC TRUDEL,
ARMAND RIOUX,
MAURICE BOYER,
EDGAR MICHAUD,
L. DE BEAUMONT COUILLARD,
ERNEST VERGE,

J.-EUGÈNE BISSONNETTE,
ARTHUR FAFARD,
YVAN LABERGE,
LUCIEN LARUE,
ROLAND DÉCARIE,
ANTOINE LARUE.

44853-18-4-o 44853-18-4-o

(P.G. 13532-53)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai, le 27 avril 1957, approuvé les amendements du règlement VI, article 3, règlement VII, article 7 (c) et le règlement spécial "C" de "Hillsdale Golf and Country Club Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 28 février 1957, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, en la cité de Québec, ce 29e jour d'avril 1957.

Le Secrétaire de la province,
YVES PRÉVOST.

44859

(A.G. 13532-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, I have approved on April 27th, 1957, the amendments to By-law VI, article 3, By-law VII, article 7 (c) and Special By-law "C" of "Hillsdale Golf and Country Club Inc.", as adopted at the meeting held on February 28th, 1957, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at my office, at Quebec City, this 29th day of April, 1957.

YVSE PRÉVOST,
Provincial Secretory.

44859-o

(P.G. 10242-57)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai, le 30 avril 1957, approuvé les règlements I à VII inclusivement de "Lakeshore Welfare Services", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 26 mars 1957, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec,

Donné à mon bureau, en la cité de Québec, ce 1er jour de mai 1957.

Le Secrétaire de la province,
YVES PRÉVOST.

44860

(A.G. 10242-57)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, I have approved on April 30th, 1957, By-laws I to VII inclusive of "Lakeshore Welfare Services", as adpoted at the meeting held on March 26th, 1957, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at my office, at Quebec City, this 1st day of May, 1957.

YVES PRÉVOST,
Provincial Secretary.

44860-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le vingt-neuf avril 1957, j'ai décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "La Société d'Administration d'Assurances Collectives du Commerce de Québec", dont la formation avait été autorisée le 16 novembre 1953, avec siège social à Québec, district judiciaire de Québec, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné à mon bureau, à Québec, le trente avril 1957.

Le Secrétaire de la province,
44861-o YVES PRÉVOST.

(P.G. 10807-57)

TRANS-ACT. INC.

Règlement Numéro XVII

Concernant la modification du nombre des directeurs.

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Trans-Act. Inc." est changé de 5 qu'il était auparavant à celui de 6 et le Règlement Numéro III de la compagnie est modifié en conséquence."

Copie Certifiée du règlement Numéro XVII dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 27 février 1957, et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le même jour.

Le Secrétaire,
44862-o HENRI BÉLANGER.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Chibougamau Mines Ltd. (No personal Liability) a décrété le règlement 64 dûment sanctionné par les actionnaires le 30e jour d'avril 1957, pourvoir à ce que l'actif de la compagnie soit distribué au pro rata entre les actionnaires de la compagnie et que les directeurs prennent toutss les procédures nécessaires à l'abandon deae charte.

Daté à Montréal, P.Q., ce 30e jour d'avril 1957.

Le Secrétaire,
44863 RAYMOND CARON.

(P.G. 10293-54)

ALMEGA (QUEBEC) LTD.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "C"

"1° Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté en nombre de trois (3) à sept (7).

2° Que le présent règlement soit valide et il sera en vigueur sur l'approbation des actionnaires à une assemblée générale spéciale conformément à la Loi et déposé au bureau du Procureur général de la province de Québec et que la publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*."

Je, T. Palmer Howard, secrétaire de Almega (Quebec) Ltd. (No Personal Liability), certifie, par les présentes, que le précédent est un extrait véritable et authentique des minutes d'une assemblée des directeurs de Almega (Quebec) Ltd. (No Personal Liability) du règlement spécial

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that on the twenty-ninth day of April 1957, I enacted the termination of the corporate existence of the Provessional Syndicate "La Société d'Administration d'Assurances Collectives du Commerce de Québec", the formation of which had been authorized November 16, 1953, with head office in Quebec, judicial district of Quebec, and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Provessional Syndicates'Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added thereto by Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at my office, in Quebec, the thirtieth day of April 1957.

YVES PRÉVOST,
44861 Provincial Secretary.

(A.G. 10807-57)

TRANS-ACT. INC.

By-law Number XVII

Concerning the amendment of the number of Directors.

"The number of the Directors of the company "Trans-Act. Inc." is changed from 5 that it was heretofore to that of 6 and By-law Number III of the Company is therefore amended."

Certified copy of By-law number XVII duly adopted at a meeting of the Directors held on February 27, 1957, and approved at a special general meeting of the shareholders of the company the same day.

HENRI BÉLANGER,
44862 Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that Chibougamau Mines Ltd. (No personal liability) has enacted By-law 64 duly sanctioned by the shareholders on the 30th day of April, 1957, to provide that the assets of the Company be distributed reteably among the shareholders of the company and that the directors take all necessary proceedings for the surrender of its charter.

Dated at Montreal, P. Q., this 30th day of April, 1957.

RAYMOND CARON,
44863-o Secretary.

(A.G. 10293-54)

ALMEGA (QUEBEC) LTD.
(No Personal Liability)

Special by-law "C"

"1. That the number of Directors of this Company be increased from three (3) in number to seven (7) in number.

2. That the present by-law shall be valid and shall take effect upon approval of a Special General Meeting of the shareholders according to law, deposit with the Attorney General of the Province of Quebec and publication in the *Quebec Official Gazette*."

I, T. Palmer Howard, secretary of Almega (Quebec) Ltd. (No Personal Liability), hereby certify that the foregoing is a true extract from the minutes of a meeting of directors of Almega (Quebec) Ltd. (No Personal Liability) of special by-law "C", regularly called and held on the

"C", régulièrement convoquée et tenue le 8e jour d'avril 1957, aux fins de décréter ledit règlement et qu'il a été dûment confirmé, ratifié, sanctionné et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 8e jour d'avril 1957.

Signé à Montréal, ce 9e jour d'avril 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
44871 T. PALMER HOWARD.

8th day of April, 1957, for the purpose of enacting the said by-law, and that same was duly confirmed, ratified, sanctioned and approved at a special general meeting of shareholders held on the 8th day of April, 1957.

Signed at Montreal, this 9th day of April, 1957.

(Seal) T. PALMER HOWARD,
44871-o Secretary.

Chartes — Abandon de

Avis Légal

La compagnie Lazare, Sanft and Dermer Inc. donne, par les présentes, avis qu'elle demandera au Procureur général de la province de Québec l'acceptation de l'abandon de sa charte.

Montréal, 26 avril 1957.

Lazare, Sanft and Dermer Inc.
Par le Secrétaire,
44825 SOLOMON DERMER.

Province de Québec, — District de Terrebonne

Avis public est par les présentes donne avis que la compagnie dite "Imprimerie St-Eustache Ltée — St Eustache Printing Limited" ayant ses bureau et place d'affaires à St Eustache, dans le comté de Deux-Montagnes, P.Q., demandera la permission d'abandonner sa charte au Gouvernement de cette Province;

Et que le présent avis est ainsi donné conformément à la Loi des Compagnies en cette Province de Québec, article 26 de ladite loi.

Signé à St-Eustache, P.Q., ce trois avril 1957.

Le Procureur,
44826-o EUGÈNE LÉVEILLÉ.

Province de Québec, — District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que la compagnie dite "Nilon Textile Service Ltd." ayant ses bureaux et sa principale place d'affaires à Laval Ouest, dans le comté de Laval, P.Q., demandera la permission d'abandonner sa charte selon les termes de l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec.

Signé à Laval Ouest, P.Q., ce 30 mars 1957.

Le Procureur,
44827-o EUGÈNE LÉVEILLÉ.

Montreal Coke & Manufacturing Company

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Montreal Coke & Manufacturing Company donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, P.Q., ce 24e jour d'avril 1957.

Le Secrétaire,
44828 H. A. B. STUFFMANN.

Mount Royal Golf Club Inc.

Selon les dispositions de la loi des compagnies de Québec, Mount Royal Golf Club Inc. donne

Charters — Surrender of

Legal Notice

Lazare, Sanft and Dermer Inc. hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, April 26th, 1957.

Lazare, Sanft and Dermer.
Per: SOLOMON DERMER,
44825-o Secretary.

Province of Quebec, — District of Terrebonne

Public notcie is hereby given that the company "Imprimerie St Eustache Ltée — St-Eustache Printing Limited", having its head office at St Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., will apply to the Government of the Province of Quebec to obtain the cancellation of its charter.

The present notcie is so given in conformity with the article 26 of the company's laws in this Province of Quebec.

Signed at St Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., this third day of April, 1957.

EUGÈNE LÉVEILLÉ,
44826-o Procuror.

Province of Quebec — District of Montreal

Public notice is hereby given that the company "Nilon Textile Service Ltd." having its head office at Laval West, in the county of Laval, Province of Quebec, will apply to the Government of the Province of Quebec, to obtain the cancellation of its charter.

Signed at Laval West, county of Laval, P.Q., this 30th., day of March, 1957.

EUGÈNE LÉVEILLÉ,
44827-o Procuror.

Montreal Coke & Manufacturing Company

Under the provisions of the Quebec Companies' Act Montreal Coke & Manufacturing Company hereby gives notice that this company will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Dated at Montreal, P.Q., this 24th day of April, 1957.

H. A. B. STUFFMANN,
44828-o Secretary.

Mount Royal Golf Club Inc.

In accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, Mount Royal Golf

par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur-général la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il déterminera.

Montréal, ce 23 avril 1957.

Les Procureurs de le Club,
HUGESSEN, MACKLAIER,
44829-o CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

PLOURDE & FRÈRES INC.

Avis est par les présentes donné que "Plourde & Frères Inc.", compagnie constituée sous l'autorité de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant sa principale place d'affaires à St-Pacôme, comté de Kamouraska, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à St-Pacôme, ce 25ième jour d'avril 1957.

Le Procureur,
44840-o JEAN BLAIS.

POWER LUMBER COMPANY LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Power Lumber Company Limited", compagnie constituée sous l'autorité de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant sa principale place d'affaires à St-Pacôme, comté de Kamouraska, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à St-Pacôme, ce 25ième jour d'avril 1957.

Le Procureur,
44841-o JEAN BLAIS.

Club Inc. hereby gives notice that it will apply to the Attorney General, for leave to surrender its charter from and after such date as he may determine.

Montreal, April 23rd, 1957.

HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
44829-o Sollicitors for the Club.

PLOURDE & FRÈRES INC.

Notice is hereby given that "Plourde & Frères Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office at St. Pacôme, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated in St. Pacôme, this 25th day of April 1957.

JEAN BLAIS,
44840-o Attorney.

POWER LUMBER COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Power Lumber Company Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office at St. Pacôme, county of Kamouraska, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated in St. Pacôme, this 25th day of April 1957.

JEAN BLAIS,
44841-o Attorney.

Compagnie dissoute

(P.G. 13751-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Marché des Coupons Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juillet 1942.

Avis est de plus donné qu'à compater du quinze avril 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44818-o P. FRENETTE.

Company Dissolved

(A.G. 13751-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Marché des Coupons Ltée", incorporated by letters patent dated July 10, 1942.

Notice is also given that from and after April fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April 1957.

P. FRENETTE,
44818 Acting Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction Publique

N° 83-56.

Québec, le 25 avril 1957.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Whitton, dans le comté de Frontenac, en celui de "La municipalité scolaire de Nantes, dans le comté de Frontenac".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44843-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 83-56.

Quebec, April 25, 1957

Application is made to change the name of the school municipality of Whitton, in the county of Frontenac, into that of "The School municipality of Nantes, in the county of Frontenac".

O. J. DÉSAULNIERS,
44843-18-2 Superintendent of Education.

N° 374-57.

Québec, le 26 avril 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Bonsecours, dans le comté de l'Islet, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de l'Islet, dans le même comté.

Un territoire comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de l'Islet, tous les lots et parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparant les lots 256 et 257 avec l'axe d'un ruisseau limitant lesdits lots au sud-ouest; de là passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ladite ligne de division des lots 256 et 257 dans une direction nord-ouest et son prolongement à travers le lot 254, jusqu'à une ligne perpendiculaire aux lignes de lots s'établissant d'un point sur l'axe de la route nationale entre les lots 246 et 248, située à une distance de 12 arpents, mesurée le long dudit axe au nord-ouest du milieu de la voie ferrée du chemin de fer Canadien National; ladite ligne perpendiculaire aux lignes latérales, traversant dans une direction nord-est une partie du lot 254, les lots 251, 250, 248, la route nationale et les lots 246, 245, 243, 241; la ligne séparant les lots 241 et 242 des lots 235 et 593 jusqu'au côté nord-ouest du droit de voie du chemin de fer Canadien National; ledit côté nord-ouest du chemin de fer dans une direction sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec l'axe d'un ruiseau limitant au sud le lot 243; une ligne brisée suivant l'axe dudit ruisseau limitant au sud-est la partie du lot 243 et les lots 245, 246, 249, 248, 250, 251, 254 et 256 dans une direction générale sud-ouest jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44842-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1481-52.

Québec, le 24 avril 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre, dans le comté du Lac St-Jean, les lots N° 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du rang III est du cadastre officiel du canton Labarre, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Bruno, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44844-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 354-57.

Québec, le 27 avril 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Stanislas, dans le comté de Champlain, à celui de la municipalité scolaire de St-Stanislas, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44845-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 430-55.

Québec, le 30 avril 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Wright, dans le comté de Gatineau, pour les contribuables catholiques seulement, à celui de la municipalité scolaire du village de Gracefield, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44869-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 374-57.

Quebec, April 26, 1957.

Application is made to detach from the School municipality of the village of Bonsecours, in the county of l'Islet, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the School municipality of l'Islet, in the same county.

A territory comprising, with reference to the official cadastre of the parish of l'Islet, all lots and parts thereof and subdivisions both present and future situated within the following boundaries, to wit:

Commencing at the point of intersection of the line dividing lots 256 and 257 from the centre point of the brook bounding said lots southwesterly; thence passing by the following lines and demarcations successively; the said dividing line of lots 256 and 257 in a northwesterly direction and its prolongation across lot 254, as far as a line perpendicular to the lines established from the centre of the Nation Highway between lots 246 and 248, situated at a distance of 12 arpents, measured along the said centre point to the northwest of the centre of the railroadtrack of the Canadian National Railway; the said line perpendicular to the lateral lines crossing, in a northeasterly direction, a part of lot 254, lots 251, 250, 248, the National Highway and lots 246, 245, 243, 241; the line dividing lots 241, 242 from lots 235 and 593 as far as the northwesterly side of the right-of-way of the Canadian National Railway; the said northwesterly side of the railroad in a southwesterly direction as far as its meeting place with the centre point of the brook bounding southerly lot 243; a broken line along the centre point of said brook bounding southeasterly that part of lot 243 and lots 245, 246, 249, 248, 250, 251, 254 and 256 in a general southwesterly direction as far as the point of commencement.

O. J. DÉSAULNIERS,
44842-18-2 Superintendent of Education.

No. 1481-52.

Quebec, April 24, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of St. Pierre, in the county of Lake St. John, lots Nos. 9, 10, 11, 12, 13 and 14 of range III east of the official cadastre of the township of Labarre, to annex them to the school municipality of St. Bruno, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
44844-18-2 Superintendent of Education.

No. 354-57.

Quebec, April 27, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St. Stanislas in the county of Champlain to that of the school municipality of St. Stanislas, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
44845-18-2 Superintendent of Education.

No. 430-55.

Quebec, April 30, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Wright in the county of Gatineau, for the Catholic ratepayers only, to that of the school municipality of the village of Gracefield, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
44869-18-2 Superintendent of Education.

N° 236-57.

Québec, le 30 avril 1957.

Demande est faite d'annexer les lots 1 à 12 du rang I du canton Robertson, de la municipalité scolaire de Robertson & Pope, dans le comté de Labelle, à celle de Kiamika, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44868-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 236-57.

Quebec, April 30, 1957.

Application is made to annex lots 1 to 12 of range I of the township of Robertson, of the school municipality of Robertson & Pope, in the county of Labelle, to that of Kiamika, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
44868-18-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne-de-Neuville maintenant partie du village de Pont-Rouge division d'enrégistrement de Portneuf.

Avis est par la présent donné qu'une partie du lot 57-5 est annulée et remplacée par le lot 456, en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 3 avril 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
44820-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne-de Neuville maintenant partie du village de Pont-Rouge division d'enrégistrement de Portneuf.

Aivs est par la présent donné qu'en partie des lots 57, 58 et 59 est annulée et remplacée par le lot 456 en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 5 avril 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
44820-o AVILA BÉDARD,

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Jeanne-de-Neuville now part of the village of Pont-Rouge registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that part of lot 57-5 is cancelled and replaced by lot 456 in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April the 3rd 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
44820-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Jeanne-de-Neuville now part of the village of Pont-Rouge registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that part of lots 57, 58 and 59 is cancelled and replaced by lot 456 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 5th 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
44820-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 996 du 2 octobre 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 418 du 18 avril 1957, section "G", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1957 au 1er mai 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionnés:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 996 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that Le Comité paritaire du commerce de Détail de Chicoutimi, formed under decree number 996 of October 2, 1952, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 418 of April 18, 1957, Part "G", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter described:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1957 to May 1, 1958; the levy shall be laid asfollows:

a) Professional employers governed by the said decree, number 996 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 996 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme de $0.50 par mois.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 996 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er mai 1957 et le 1er mai 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE CHICOUTIMI
Siège social: Chicoutimi

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1957 et le 1er mai 1958.

—

Recettes:	
Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 2,685.00
Salariés	2,685.00
Artisans	480.00
	$ 5,850.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire-gérant	$ 3,120.00
Frais de déplacement et d'inspection	1,960.00
Loyer du bureau	420.00
Frais légaux	510.00
Papeterie	340.00
Impression, timbres, téléphone et télégrammes	410.00
Entretien du bureau	350.00

b) Artisans governed by the said decree, number 996 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount of $0.50 per month.

c) Employees governed by the said decree, number 996 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the ncessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi for the period between May 1, 1957 and May 1 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE CHICOUTIMI
Head Office: Chicoutimi

—

Estimate of receipts and disbursements for the period between May 1, 1957, and May 1, 1958.

—

Receipts:	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	$ 2,685.00
Employees	2,685.00
Artisans	480.00
	$ 5,850.00
Disbursements:	
Secretary-manager's salary	$ 3,120.00
Inspection and travelling expenses	1,960.00
Office rent	420.00
Legal fees	510.00
Stationery	340.00
Printing, postage, telephone and telegrams	410.00
Office upkeep	350.00

Aide professionnelle.....	2,890.00
	$10,000.00

L'excédent des déboursés au montant de $4,150.00 sera comblé par le fonds de réserve du Comité.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1957. 44870-o

Professional assistance.....	2,890.00
	$10,000.00

The deficit of $4,150.00 will be covered by the reserve fund of the Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1957. 44870-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la Construction de Rimouski, établi en exécution du décret N° 802 du 8 juillet 1953, a été autorisé par l'arrêté en Conseil N° 418 du 18 avril 1957, Section "F", à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret de la façon suivante:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 avril 1957 au 30 avril 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 802 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 802 et amendements diovent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de preception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Construction Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 802 of July 8, 1953, has been authorized by Order in Council No. 418 of April 18, 1957, part "F", to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, as follows:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 30, 1957 to April 30, 1958; it is laid as follows:

a) Professional employers governed by the said-decree, No. 802 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Employees governed by the said decree, No. 802 and amendments, shall pay to the Parity Committee and amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. Professional employers shall complete and sign their report, and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the report shall be sent together with assessments of professional employers and the sums payable to the Parity Committee by their employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid under the present by law is payable every month by the professional employer and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer refuse to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the

trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de la Construction de Rimouski, pour la période comprise entre le 30 avril 1957 et le 30 avril 1958.

COMITÉ CONJOINT DE LA CONSTRUCTION DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 avril 1957 et le 30 avril 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 6,825.00
Salariés	6,825.00
Honoraires d'examens	300.00
	$13,950.00
Déboursés:	
Salaires:	
Inspecteur	$6,500.00
Sténo dactylo	1,800.00
Administration	550.00
Jetons de présence	1,000.00
Téléphone et télégramme	75.00
Frais de déplacement	2,000.00
Loyer	750.00
Papeterie, timbres et dépense de bureau	500.00
Frais légaux	200.00
Vérification	200.00
Ameublement de bureau	200.00
Assurance chômage	175.00
	$13,950.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Trava
Québec, le 4 mai 1957. 44870-o

CONSTRUCTION JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 30, 1957, and April 30, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 6,825.00
Employees	6,825.00
Examination fees	300.00
	$13,950.00
Disbursements:	
Salaries:	
Inspector	$ 6,500.00
Stenographer	1,800.00
Administration	550.00
Meeting expenses	1,000.00
Telephone and telegrams	75.00
Travelling expenses	2,000.00
Rent	750.00
Stationery, postage and office expenses	500.00
Legal fees	200.00
Audition	200.00
Office furniture	200.00
Unemployment insurance	175.00
	$13,950.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1957. 44870-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1954, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Les paragraphes "*a*", "*c*", "*d*", "*e*" et "*g*" de l'article III seront remplacés par les suivants:

"III. *Durée du travail: a*) La semaine régulière et normale de travail dans les établissements assujettis au présent décret est de cinquante-deux heures et demie (52½), réparties comme suit:

1. Les lundis, mardis, mercredis, jeudis et samedis: de 8 heues a.m. à 6 heures p.m.

2. Le vendredi: de 8 heures a.m. à 10 heures p.m.

c) En dehors des heures mentionnées ci-haut, et durant les jours de fêtes chômées, un salarié ne peut travailler à la vente des produits alimentaires au comptoir ou par téléphone, et un employeur ou un employeur professionnel ne

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the district of Quebec, rendered obligatory by decree No. 1658 of May 17th, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Subsections "*a*", "*c*", "*d*", "*e*" and "*g*" of section III will be replaced by the following:

"III. *Duration of labour: a*) The regular and standard work week in the establishments governed by the present decree is one of fifty-two hours and a half, distributed as follows:

1. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

2. Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

c) Outside the hours above mentioned and during holidays, an employee shall not work at the sale of food products at the counter or by telephone, and an employer or a professional employer shall not put an employee to work on

peut faire travailler un salarié à la vente des produits alimentaires au comptoir ou par téléphone.

d) Jours de fêtes chômés: Tout employé régulier doit être rémunéré au taux régulier ou au taux de salaire qui lui est actuellement payé, si ce dernier taux est supérieur à celui du décret, pour les jours de fêtes chômés suivants: le Premier de l'An le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie le jour de l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël et tous les autres jours autres que les jours chômés non mentionnés ci-haut, où l'employeur tient son établissement fermé en autant que l'employé aura travaillé la veille et le lendemain du jour chômé.

Lorsque le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération ou Fête du Canada et le lendemain du Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant immédiatement est chômé et payé; si les autres jours de fêtes chômés énumérés à l'alinéa précédent tombent un dimanche ils ne sont pas payés.

e) Tout travail exécuté par un salarié en plus de 52½ heures par semaine ou en dehors des heures de travail déterminées au paragraphe "*a*" ci-haut est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré conformément au paragraphe "*c*" de l'article V.

g) Tout salarié a droit au moins à une heure et quinze minutes pour prendre son repas de midi à l'heure fixée par l'employeur et à un temps égal pour le repas du soir, les jours où le travail se prolonge jusqu'à 9 heures p.m., le tout pendant les heures prévues aux paragraphes "*a*" et "*b*" du présent article."

2° Le paragraphe "*g*" suivant sera ajouté à l'article IV:

"*g*) En plus des employés féminins classés comme caissière ou téléphoniste, tout employeur a droit d'avoir au moins 3 employés féminins rémunérés au taux des salariés féminins et classifiés dans les 4 classes ou comme employé surnuméraire, quelque soit le nombre de salariés à son emploi; mais les autres salariés devront être rémunérés au taux des employés masculins."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"*a*) Aux fins du décret, le salaire minimum pour la semaine régulière de travail de l'établissement est le suivant:

	Taux horaire Zones I	II
Messager avec bicyclette	$0.45	$0.45
Messager sans bicyclette	0.38	0.38
Employé surnuméraire travaillant 30 hres, ou moins par semaine:		
i. masculin de 21 ans et plus	1.00	0.80
ii. masculin de moins de 21 ans.	0.60	0.50
iii. Féminin	0.60	0.50
Caissière et téléphoniste	0.45	0.45

Subordonnément aux autres stipulations du décret relatif au salaire de certains employés, les commis et tous les autres salariés inclus dans les pourcentages doivent être payés comme suit:

	Taux hebdomadaire Zones I Homme	Femme	II Homme
1. Salarié travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande:			
Classe "A"	$54.00	$37.00	$37.00
Classe "B"	46.00	34.00	31.00

the sale of food products at the counter or by telephone.

d) Observed holidays: Every regular employee shall receive the regular rate of pay or the rate actually paid to him, if the latter is higher than the one fixed by the decree for the following observed holidays: New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day and all days other than the observed holidays which are not mentioned above, during which the establishment of the employer is closed provided the employee has worked the day before and the day after the day off.

When St. John the Baptist Day, Confederation or Canada Day and the day after New Year's Day fall on Sunday, the following Monday is observed as a holiday with pay: when the other holidays enumerated in the foregoing paragraph fall on Sunday, they are not paid.

e) Any work done by an employee in excess of 52½ hours in one week or in excess of the working hours determined in subsection "*a*" hereof shall be considered as overtime work and paid for in pursuance of subsection "*c*" of section V.

g) Every employee shall be entitled to at least one hour and fifteen minutes for the noon meal, the time of such period to be fixed by the employer, and to a similar period for the evening meal when work ceases at 9.00 p.m.; the above working hours shall not exceed those established in subsections "*a*" and "*b*" hereof."

2. The following subsection "*g*" will be added to section IV:

"*g*) Besides the female employees classified as cashier or telephone operator, every employer may hire at least three female employees paid the rate of female employees and classified in the four classes or as occasional employee, irrespective of the number of employees in his employ; the other employees, however, shall be remunerated at the rate of male employees."

3. Subsection "*a*" of section V will be replaced by the following:

"*a*) For the purposes of the present decree, the minimum wages for the regular workweek of the establishment is as follows:

	Hourly rates Zones I	II
Messenger (with bicycle)	$0.45	$0.45
Messenger (without bicycle)	0.38	0.38
Temporary employee working thirty (30) hours or less per week:		
i. male, 21 years of age or more	1.00	0.80
ii. male, under 21	0.60	0.50
iii. female	0.60	0.50
Cashier and telephone operator	0.45	0.45

Subject to the other provisions of the decree respecting the wages of certain employees, clerks and all other employees included in the percentages must be paid as follows:

	Weekly rates Zones I Male	Female	II Male
1. Employees working at the sale of meat and meat products:			
Class "A"	$54.00	$37.00	$37.00
Class "B"	46.00	34.00	31.00

Classe "C".....	38.00	28.00	26.00
Classe "D".....	24.00	22.00	21.00
2. Salarié travaillant à la vente des autres produits alimentaires:			
Classe "A".....	$51.00	$34.00	$37.00
Classe "B".....	43.00	31.00	31.00
Classe "C".....	34.00	25.00	26.00
Classe "D".....	24.00	22.00	21.00"

4° Les paragraphes "*d*" et "*e*" de l'article V seront radiés.

5° Les paragraphes "*h*", "*j*" et "*k*" de l'article V seront remplacés par les suivants:

"*h*) Tout travail exécuté le dimanche ou entre 11.30 p.m. et 7.30 a.m. les autres jours de la semaine doit être rémunéré au taux de salaire double calculé sur le taux du décret pour la semaine normale de travail ou sur celui du salaire payé si ce dernier taux est supérieur, nonobstant la limite de cinquante-deux heures et demie (52½) de travail par semaine.

j) Dans les limites de la zone I, le livreur ou conducteur de voiture de livraison qui est célibataire, doit recevoir au moins $32.00 par semaine pour 52½ heures de travail et celui qui est marié, au moins $37.00 pour 52½ heures de travail.

k) 1. Un salarié remplissant les fonctions de gérant dans un établissement commercial où l'on vend de la viande et des produits de la viande, doit être payé au moins $65.00 par semaine, et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires, au moins $60.00 par semaine dans la zone I, et au moins $46.00 par semaine dans la zone II pour 52½ heures de travail.

2. Un salarié remplissant les fonctions de chef de section ou commis en charge d'une section, dans un établissement commercial où l'on vend de la viande ou des produits de la viande, doit être payé au moins $60.00 par semaine, et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires, au moins $55.00 par semaine dans la zone I, et au moins $43.00 par semaine dans la zone II pour 52½ heures de travail.

3. Les salariés mentionnés ci-haut n'ont droit à aucun salaire pour le travail fait en plus de 52½ heures durant la semaine et pour le travail fait durant les heures où il est pourvu à un salaire majorité."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1957. 44870-o

Class "C".....	38.00	28.00	26.00
Class "D".....	24.00	22.00	21.00
2. Employees working at the sale of other food products:			
Class "A".....	$51.00	$34.00	$37.00
Class "B".....	43.00	31.00	31.00
Class "C".....	34.00	25.00	26.00
Class "D".....	24.00	22.00	21.00"

4. Subsections "*d*" and "*e*" of section V will be deleted.

5. Subsections "*h*", "*j*", and "*k*" of section V will be replaced by the following:

"*h*) Work performed on Sunday or between 11.30 p.m. and 7.30 a.m. the other days of the week shall be paid at the rate of double time based upon the rate of the decree for the standard week of work or that of the actual wages if the latter be higher, notwithstanding the weekly limit of fifty-two hour and a half (52½) of work.

j) Within the limits of zone I, the bachelor delivery man or delivery vehicle driver shall receive a minimum of $32.00 per week for 52½ hours of work and, the married man, a minimum of $37.00 per week for 52½ hours of work.

k) 1. An employee working in the capacity of manager in a commercial establishment where meat and meat products are sold, shall receive at least $65.00 per week and, in a commercial establishment where other food products are sold, at least $60.00 per week in zone I, and at least $46.00 per week in zone II for 52½ hours of work.

2. An employee working in the capacity of "department manager" or "head clerk" in a commercial establishment where meat or meat products are sold, shall receive at least $60.00 per week and, in a commercial establishment where other food products are sold, at least $55.00 per week in zone I, and at least $43.00 per week in zone II for 52½ hours of work.

3. The employees above mentioned shall not be paid for work in excess of 52½ hours per week or for work done during hours for which a higher wage rate is provided."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, May 4, 1957. 44870-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la Convention collective de Travail (4 Geo. VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que la Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillant du dis-

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that "La Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du district de Québec," and

trict de Québec, et l'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Section de Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du district de Québec,

Et, D'AUTRE PART:
L'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec, Inc.,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie, du commerce, et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

ARTICLE I

JURIDICTION INDUSTRIELLE

1.01.— La juridiction industrielle du décret comprendra tout travail du métier de la fourrure exécuté dans les limites de juridiction territoriale établie ci-après, que ce travail soit fait par une entreprise spécialisée, ou qu'il soit secondaire ou connexe à tous autres commerces ou occupations.

ARTICLE II

JURIDICTION TERRITORIALE

2.01.— La juridiction territoriale du décret comprendra les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes de Québec-Ouest, Ste-Foy, Beauport, Lauzon et Loretteville et les municipalités de Giffard, Ste-Anne de Beaupré, l'Ancienne Lorette et la Petite Rivière.

ARTICLE III

DÉFINITIONS

3.00.— Les mots qui vont suivre ont la définition suivante pour fins d'interprépation du décret:

3.01.— "Employeur" signifie et comprend tout individu, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail par des salariés.

3.02.— "Employeur professionnel" désigne un employeur qui, habituellement, a à son emploi des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet du décret:

3.03.— "Salarié" signifie et comprend tout apprenti, manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui exécute individuellement, en équipe ou en société, du travail régit par le décret.

3.04.— "Tailleur et coupeur" signifie et comprend tout salarié qui fait l'ouvrage ordinairement reconnu comme celui d'un tailleur et coupeur dans un atelier de fourrure.

3.05.— "Opérateur et opératrice" signifie et comprend tout salarié qui opère une machine utilisée dans toute boutique ou atelier où se fait le travail de la fourrure.

3.06.— "Finisseuse" *a*) Signifie et comprend tout salarié qui dans toute boutique, magasin ou atelier où se fait le travail de la fourrure, exécute le travail ordinairement reconnu comme celui de finisseuse en fourrure.

b) Pour les fins du décret une opératrice pourra travailler comme finisseuse ou vice-versa.

3.07.— "Bloqueur" signifie et comprend tout salarié qui fait tous les travaux de bloquage ordinairement exécutée dans un atelier ou une boutique de fourrure.

"L'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec" have presented to him a petition to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
La Section de Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du district de Québec,

And, ON THE OTHER PART:
"L'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec Inc."
be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry, and the trades concerned according to the following conditions:

SECTION I

INDUSTRIAL JURISDICTION

1.01.— The industrial jurisdiction of the decree will comprise all fur trade work performed within the limits of the territorial jurisdiction established hereunder, whether such work be carried out by a specialized concern or whether it be an accessory to or connected with any other trades or occupations.

SECTION II

TERRITORIAL JURISDICTION

2.01.— The territorial jurisdiction of the decree will comprise the cities of Quebec, Levis and Sillery, the towns of Quebec-West, Ste. Foy, Beauport, Lauzon and Loretteville and the municipalities of Giffard, Ste. Anne de Beaupré, L'Ancienne Lorette and La Petite Rivière.

SECTION III

DEFINITIONS

3.00.— For the purposes of the decree; the following words shall have the meaning hereafter give to them:

3.01.— "Employer" means and includes any individual, partnershop, firm or corporation causing work to be performed by employees.

3.02.— "Professional employer" means an employer who, habitually, has in his service employees for the execution of work covered by the decree.

3.03.— "Employer" means and included any apprentice, labourer or common worker, skilled worker or journeyman, artisan, clerk or employee executing individually, in shifts or in partnership work covered by the decree.

3.04.— "Cutter" means and includes any employee who does the work ordinarily known as that of cutter in a fur shop or establishment.

3.05.— "Operator" means and includes any male or female employee who operates a machine used in any shop where fur is worked.

3.06.— "Finisher" *a*) means and includes any female employee who, in a shop or store where fur is worked, does the work ordinarily known as that if fur finisher.

b) For the purposes of the decree, a female operator may work as finisher, or vice-versa.

3.07.— "Blocker" means and includes any employee who does all blocking operations ordinarily executed in a fur shop or establishment.

3.08.— "Apprenti" signifie et comprend tout salarié qui apprend le métier de travailleur en fourrure et qui est classé comme tel.

3.09.— "Compagnon" signifie et comprend tout salarié qui fait le travail reconnu comme celui du contremaître d'atelier, du dessinateur de patrons, du classeur de peaux, du bloqueur, du tailleur et coupeur ou de l'opérateur.

ARTICLE IV

Durée du travail

4.01.— La semaine régulière de travail est de quarante-deux (42) heures du 1er juin 1957 au 31 août 1957 et du 1er janvier 1958 au 31 mai 1958, et de quarante (40) heures du 1er juin 1958 au 31 août 1958 et au 1er janvier 1959 au 31 mai 1959, et de quarante-quatre (44) du 1er septembre 1957 au 31 décembre 1957 et du 1er septembre 1958 au 31 décembre 1958.

4.02.— La semaine régulière de travail de quarante-deux (42) heures est repartie en cinq (5) jours de 8½ hres.

4.03.— La semaine régulière de travail de quarante (40) heures est repartie en cinq (5) jours de 8 heures:

4.04.— La semaine régulière de travail de quarante-quatre (44) heures, est repartie en cinq (5) jours de 8½ hres, et 4 hres, le samedi:

4.05.— La semaine régulière de travail décrétée à 4.01, 4.02, 4.03 et 4.04 doit être repartie comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 8 hres, du matin et 6 heures du soir, le samedi entre 8 heures du matin et midi.

4.06.— Tout travail exécuté en plus de la semaine régulière ou la journée régulière ou en dehors de l'horaire fixé aux paragraphes précédents, est considéré comme travail supplémentaire et donne droit à un supplément égal à la moitié du taux fixé au décret pour la classification du ou des salariés concernés.

ARTICLE V

Dispositions générales — durée du travail

5.01.— Nonobstant l'article IV, la semaine régulière de travail du dessinateur, commis d'atelier et du salarié du département des peaux, est de quarante-quatre (44) heures, à l'année longue; de plus s'il est requis de travailler en dehors des heures régulières, mais durant les heures d'affaires de l'employeur, il est tenu de se rendre au travail, mais aucun salaire ne lui est dû pour le temps supplémentaire.

5.02.— Nonobstant l'article IV, tout salarié qui n'a pas fait, durant les heures mentionnées à l'article précédent, sa semaine régulière n'a droit à du temps supplémentaire pour travail exécuté le samedi entre midi et 6.00 heures, p.m. qu'après avoir complété la semaine régulière. Ceci s'applique dans le cas seulement ou cela est arrivé sans autorisation ou instruction de l'employeur.

5.03.— Nonobstant l'article IV, le contremaitre de l'atelier, la contremaitresse, le dessinateur de patrons ou la dessinatrice gagnant un taux de salaire plus élevé que le taux du présent décret n'ont droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel.

5.04.— L'apprenti n'a le droit de faire du temps supplémentaire que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis, telle qu'établie par le décret, est observée.

3.08.— "Apprentice" means and includes any employee who learns the fur worker's trade and who is classified as such.

3.09.— "Journeyman" means and includes any employee who does the work known as that of shop foreman, pattern maker, hide sorter, blocker, cutter or operator.

SECTION IV

Duration of work

4.01.— The standard work week shall consist of forty-two (42) hours from June 1, 1957, to August 31, 1957, and from January 1, 1958 to May 31, 1958, and of forty (40) hours from June 1, 1958, to August 31, 1958, and from January 1, 1959 to May 31, 1959, and of forty-four (44) hours from September 1, 1957 to December 31, 1957, and from September 1, 1958 to December 31, 1958.

4.02.— The forty-two-hour standard work week shall be divided into five (5) days of 8½ hours.

4.03.— The forty-hour standard work week shall be divided into five (5) days of 8 hours.

4.04.— The forty-four-hour standard work week shall be divided into five (5) days of 8½ hours and 4 hours on Saturday.

4.05.— The standard work week determined in 4.01, 402, 4.03 and 4.04 shall be distributed as follows: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.; on Saturday, between 8.00 a.m. and 12.00 (noon).

4.06.— All time worked in excess of the standard work week or work day, or beyond the hours established in the foregoing subsections, shall be considered as overtime and entitles to the payment of time and one half based on the rate established in the decree for the calssification of the employee or employees concerned.

SECTION V

General provisions — duration of work

5.01.— Notwithstainding the provisions of section IV, the standard work week of the pattern maker, shop clerk and hide department employee shall consist of forty-four (44) hours the year round; however, when he is required outside the regular hours but during the business hours of the employer, he must report to work and no wage is owed to him for such overtime.

5.02.— Notwithstanding the provisions of section IV, any employee who has not, during the hours mentioned in the foregoing section, worked his standard work week is entitled to overtime for time worked on Saturday between 12.00 (noon) and 6.00 p.m. only after the completion of the standard week. This clause applies only when the absence has not been authorized by the employer.

5.03.— Notwithstanding the provisions of section IV, the shop foreman, the forewoman or the pattern maker (male or female) who earns a wage rate higher than that of the decree is not entitled to overtime pay.

5.04.— Apprentices are entitled to overtime only when the proportion of journeymen to apprentices, as established in the decree, is observed.

ARTICLE VI

Salaires

Les taux de salaire à l'heure ou à la semaine sont les suivants pour ceux qui exécutent le travail ci-après désigné:

	à partir du 1er juin, 1957	*à partir du 1er juin, 1958*
6.01.— *a*) Contremaître d'atelier...	$1.65	$1.75
b) Contremaitresse d'atelier.....	1.00	1.10
6.02.— Coupeur et tailleur:		
1ère classe....	1.55	1.65
2ème classe...	1.35	1.45
3ème classe...	1.15	1.25
6.03.— Dessinateur de patrons (homme et femme):		
1ère année....	1.20	1.30
2ème année...	1.40	1.50
3ème année...	1.70	1.80
6.04.— Classeur de peaux.....	1.05	1.15
6.05.— Bloqueur.....	1.15	1.25
6.06.— Opératrice & Finisseuse et opérateur:		
1ère classe....	0.90	1.00
2ème classe...	0.80	0.90
6.07.— Apprenti homme:		
1ère année....	0.45	0.50
2ème année...	0.50	0.55
3ème année...	0.60	0.65
4ème année...	0.70	0.75
5ème année...	0.80	0.85
6ème année...	0.90	0.95
6.08.— Apprenti femme:		
1ère année....	0.45	0.50
2ème année...	0.50	0.55
3ème année...	0.60	0.65
6.09.— Messager et commis d'atelier....	0.45	0.50

ARTICLE VII

Dispositions générales — salaires

7.01.— Les taux de salaire supérieurs à ceux du décret ne peuvent être diminués. Toutefois, après entente décidée à la majorité des voix au Comité paritaire, l'employeur peut diminuer le salaire de certains salariés qui sont payés à des taux supérieurs ou au taux du décret, mais ce salaire minimum pour la semaine régulière de travail d'un salarié masculin tailleur ou bloqueur doit être réduit selon le pourcentage de l'incapacité, mais il ne doit jamais être inférieur à $25.00. Pour le salarié féminin le minimum ne doit jamais être inférieur à $21.00.

7.02.— La rémunération du salarié lui est payée à chaque semaine en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

ARTICLE VIII

Fêtes chômées et payées

8.01.— Il n'y a pas de travail le dimanche, le jour de la Saint-Jean Baptiste, le jour de la

SECTION VI

Wages

Wage rates, by the hour or the week, shall be as follows for the work hereafter mentioned:

	From June 1, 1957	*From June 1, 1958*
6.01.— *a*) Shop foreman	$1.65	$1.75
b) Shop forewoman	1.00	1.10
6.02.— Cutter:		
1st class.....	1.55	1.65
2nd class.....	1.35	1.45
3rd class.....	1.15	1.25
6.03.— Pattern maker (male and female):		
1st year.....	1.20	1.30
2nd year.....	1.40	1.50
3rd year.....	1.70	1.80
6.04.— Hide sorter....	1.05	1.15
6.05.— Blocker.....	1.15	1.25
6.06.— Operator, male and female, female finisher:		
1st class	0.90	1.00
2nd class.....	0.80	0.90
6.07.— Male apprentice:		
1st year.....	0.45	0.50
2nd year.....	0.50	0.55
3rd year.....	0.60	0.65
4th year.....	0.70	0.75
5th year.....	0.80	0.85
6th year.....	0.90	0.95
6.08.— Female apprentice:		
1st year.....	0.45	0.50
2nd year.....	0.50	0.55
3rd year.....	0.60	0.65
6.09.— Shop messenger and clerk.....	0.45	0.50

SECTION VII

General provisions — wages

7.01.— Wage rates higher than those of the decree may not be reduced. However, upon agreement approved by a majority vote of the Parity Committee, an employer may reduce the wage rate of employees who receive higher wages or even the wages of the decree, but such minimum wage for the standard work week of a man cutter shall be reduced according to the percentage of incapacity; it shall never be lower than $25.00 in the case of a male employee, and $21.00 in the case of a female employee.

7.02.— The employee's wages shall be paid every week with money that is current in the province.

SECTION VIII

Holidays with pay

8.01.— There shall be no work on Sunday, St. John the Baptist Day, Confederation or Canada

Confédération ou du Canada, le jour de la fête du Travail, le jour de Noël, le Premier de L'An et le lendemain du Premier de l'An.

8.02.— Tout salarié est payé pour les jours chômés suivants si ces jours ne tombent pas un dimanche: le jour ou le jour de la célébration de la Saint-Jean Baptiste, le jour ou le jour de la célébration de la Confédération ou du Canada, le jour de la fête du Travail, le jour de Noël, le Premier de l'An et le lendemain du Premier de l'An et les fêtes de l'Église qui seront observées par les magasins.

8.03.— Toutefois, pour avoir droit à ce congé payé le salarié doit avoir été présent la veille et le lendemain dudit jour chômé et avoir travaillé tous les jours de la semaine, du lundi au samedi, durant laquelle il y a un tel congé chômé payé, ou bien, avoir été absent avec la permission de l'employeur ou pour cause de maladie, et dans ce dernier cas, il doit fournir, si requis, un certificat de médecin.

8.04.— Le salarié suspendu pendant la semaine de calendrier d'un jour chômé doit être payé pour ledit jour chômé.

8.05.— Nonobstant les paragraphes 8.01 et 8.02, les établissements assujettis au décret peuvent continuer leurs activités des plus urgentes, mais les salariés qui travaillent ces journées là reçoivent, en plus du salaire qui doit leur être payé pour les journées chômées, un salaire double pour les heures qu'ils ont travaillées, selon le sa lafiirexé pour leur classification.

ARTICLE IX

Congé annuel

9.01.— *Droit au congé:* Tout salarié a droit:

a) Après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept (7) jours comportant au moins six (6) jours ouvrables:

b) Après trois ans de service continu pour le même employeur, en plus du congé prévu au paragraphe "*a*" ci-haut, à un congé annuel continu et payé d'une durée de sept (7) jours, comportant au moins six (6) jours ouvrables.

9.02.— *Période de service donnant droit au congé:*

Pour chaque congé annuel payé, la période de service continue pour un employeur donnant droit à tel congé s'établit le 15 juin de l'année:

9.03.— *Période de prise de congé:*

Chaque congé doit être donné durant la période du 15 juin au 15 août de l'année courante, au temps déterminé par l'employeur durant cette période.

9.04.— *Rémunération:* Le salarié a droit pour son congé, à une rémunération équivalente à:

a) S'il est engagé et payé à la semaine ou à l'heure, au salaire auquel il aurait droit s'il travaillait pendant les jours de travail de sa période de congé:

b) Si la semaine de vacance n'a pas été accordée dans le délai mentionné au paragraphe 9.03, le salarié a droit à une semaine ou deux de salaire, selon le cas, calculée suivant le salaire de sa classification ou de son salaire actuel s'il est supérieur en plus du salaire pour la semaine ou les semaines régulières de travail:

c) Le salarié qui n'a pas un an de service continu pour son employeur a droit à autant de demi-jours qu'il y a de mois de calendrier dans la période de service continu pour son employeur:

Day, Labour Day, Christmas Day, New Year's Day and the day after New Year's Day.

8.02.— Employees shall be paid for the following holidays when they do not fall on a Sunday: St. John the Baptist Day or the day set for its celebration, Confederation or Canada Day or the day set for its celebration, Labour Day, Christmas Day, New Year's Day and the day after New Year's Day and the religious holidays which shall be observed by the stores.

8.03.— However, to be entitled to such holiday with pay, the employee must have been at work the day before and the day after the holiday, as well as the whole week, from Monday to Saturday, in which the holiday falls; any absence in that week must have been authorized by the employer or due to illness in which case a doctor's certificate shall be produced, if required.

8.04.— Employees dismissed during the calendar week in which a holiday occurs shall be paid for the said holiday.

8.05.— Notwithstanding subsections 8.01 and 8.02, establishments governed by the decree may have urgent work done on such days but employees shall receive, in excess of the holiday pay, double time for all hours worked based on the rate of their classification.

SECTION IX

Annual vacation

9.01.— *Right to vacation:* Every employee is entitled:

a) after one year of continuous service for his employer, to a continuous yearly vacation with pay of at least seven (7) days comprising at least six (6) working days;

b) after three years of continuous service for the same employer, besides the vacation provided under subsection "*a*" above, to a yearly continuous vacation with pay of at least seven (7) days comprising at least six (6) working days.

9.02.— *Period of service giving the right to the vacation:*

For each yearly vacation with pay, the preiod of continuous service for an employer which entitles to such vacation is established on June 15.

9.03.— *Vacation period:*

The vacation shall be given during the period from June 15 to August 15 of the current year, at a date determined by the employer.

9.04.— *Vacation pay:* The vacation pay of the employee is determined as follows:

a) if hired and paid on a weekly or hourly basis, the equivalent of the wages that would be paid to him has be worked the vacation period;

b) Should the vacation week not be given within the period mentioned in subsection 9.03, he is entitled to one week's or two weeks' pay, as the case may be, computed on the rate of his classification or on the wages actually paid, whichever be the higher, over and above the wages for the standard week or weeks of work;

c) An employee who has less than one year of service for his employer is entitled to as many half-days as the number of calendar months of continuous service for his employer;

d) L'employeur doit payer au salarié avant son départ, sa rémunération pour son congé:

e) Si un salarié qui a acquis le droit à ses vacances de la manière déterminée ci-haut, quitte son emploi ou s'il est congédié pour quelque raison que ce soit, avant d'avoir bénéficié de ses vacances, l'employeur est tenu, au moment du départ, de lui payer en argent, l'équivalent du congé auquel il a droit.

f) Si un salarié, au 15 juin de chaque année, a eu moins de trente (30) jours d'absence approuvés par son employeur, dans le cours de l'année, il a droit aux vacances payées, prévues ci-haut; si ces absences dépassent trente (30) jours, le salarié a droit à des vacances payées au prorata seulement du nombre de semaines de travail:

En aucun cas, cependant, l'employeur ne peut être tenu de payer des vacances à son salarié, si ce dernier a été rémunéré au taux prévu du présent décret, pendant les jours d'absence approuvés ou si les absences non approuvées par l'employeur équivalent aux jours de vacances auxquels le salarié a droit.

Les pertes de temps occasionnées par le manque de travail à l'atelier ou une suspension temporaire par l'employeur ne doivent pas être incluses dans le calcul des jours d'absence mentionnés ci-haut.

g) Tout salarié qui est congédié ou qui quitte son employeur pour quelque raison que ce soit, avant le 15 juin de chaque année a droit à une indemnité de vacance équivalente à 2% du salaire total qu'il a gagné à compter du 15 juin précédent jusqu'à la date de son départ, s'il a moins de trois (3) ans de service continu, et à 4% du salaire computé comme dit précédemment s'il a plus de trois (3) ans de service continu pour son employeur.

d) The employer shall give the vacation pay to his employees before their vacation;

e) Should an employee who has acquired the right to a vacation, as above mentioned, leave his employer or be dismissed for any reason whatever before he has taken his vacation, the employer shall, before the employee leaves, pay him the vacation pay to which he is entitled;

f) When, on June 15 of ecah year, an employee has less than thirty (30) days of absence approved by his employer, in the course of the year, he is entitled to vacation pay, as stipulated above; should the days of absence exceed thirty (30), the employee is then entitled to vacation with pay computed on the number of weeks of work;

However, the employer is not required to give vacation with pay to his employee when such employee has been paid at the rate of the decree for days of absence approved by the employer, or when the number of days of absence not approved by the employer equal in number the days of vacation to which the employee is entitled;

Any loss of time due to lack of work in the shop or to a temporary suspension by the employer shall not be considered when computing the days of absence above mentioned.

g) Any employee who is dismissed or who leaves his employer, for any reason whatever, before June 15 of each year is entitled to a vacation pay equivalent to 2% of the total wages earned by him from June 15 of the preceding year to the date of his leaving, if he has less than three (3) years of continuous service, and to 4% of this wages computed as above, if he has more than three (3) years of continuous service for his employer.

ARTICLE X

APPRENTISSAGE, CLASSIFICATION DES TACHES ET QUESTIONS CONNEXES

10.01.— La durée de l'apprentissage est de six (6) années pour les employés du sexe masculin et de trois (3) années pour les employés du sexe féminin.

10.02.— Durant tout le stage de son apprentissage, l'apprenti peut faire n'importe quel travail, pourvu que le patron veuille bien lui laisser exécuter ledit travail. L'employeur doit fournir à l'apprenti du travail de nature à lui permettre de compléter avec succès son temps d'apprentissage.

10.03.— Le Comité Paritaire doit contrôler l'apprentissage par le système de livret dans lequel chaque employeur inscrit la date de l'entrée à son service et de la sortie de l'apprenti intéressé.

10.04.— Le bureau des Examinateurs du Comité paritaire peut raccourcir la durée de l'apprentissage dans le cas d'un apprenti qui a suivi avec succès des cours de tailleur ou coupeur dans une école reconnue et approuvée par le Comité Paritaire.

10.05.— Après avoir gradué de son apprentissage, tout salarié a droit au salaire déterminé suivant son nouveau certificat de classification émis par le bureau des Examinateurs du Comité Paritaire.

10.06.— *Distribution des apprentis:*

a) La proportion suivante doit être observée chez un même employeur entre les compagnons et les apprentis:

SECTION X

APPRENTICESHIP, CLASSIFICATION OF CRAFTS AND RELATED CLAUSES

10.01.— The duration of apprenticeship shall be six (6) years for male employees and three (3) years for female employees.

10.02.— During the entire period of his apprenticeship, the apprentice may do whatever work he chooses as long as the employer approves. The employer shall give him such work as will help him complete his apprenticeship.

10.03.— The Parity Committee shall control apprenticeship by means of the booklet system. The employer shall inscribe in such booklet the date of beginning and of ending of the apprentice's service.

10.04.— The Board of Examiners of the Parity Committee may shorten the duration of apprenticeship in the case of an apprentice who has attented courses on tailoring or cutting at a school approved by the Parity Committee.

10.05.— After completing his apprenticeship, an employee is entitled to the wage rate determined for the classification of his new certificate as inssued by the Board of Examiners of the Parity Committee.

10.06.— *Distribution of apprentices:*

a) The following proportion shall be observed by the employer as regards the number of journeymen and apprentices:

Compagnons		*Apprentis*	*Journeymen*		*Apprentices*
1	pas plus de	2	1	not more than	2
2	pas plus de	2	2	not more than	2
3	pas plus de	3	3	not more than	3
4	pas plus de	4	4	not moret han	4
5	pas plus de	4	5	not moret han	4
6	pas plus de	5	6	not more than	5
7	pas plus de	5	7	not more than	5
8	pas plus de	6	8	not more than	6
9	pas plus de	6	9	not more than	6

et ainsi de suite de sorte que un ou deux compagnons additionnels ne donnent droit qu'à un apprenti additionnel.

b) Les patrons, surintendants et les contremaîtres doivent être considérés comme compagnon, quant au prorata du nombre d'apprentis par rapport à celui des compagnons.

10.07.— *Distribution des compagnons: tailleurs et coupeurs:*

a) Dans un atelier de fourrure qui utilise un (1) compagnon tailleur et coupeur, ce compagnon, tailleur et coupeur, doit être de première classe.

b) Dans un atelier qui emploie deux (2) compagnons, tailleurs et coupeurs et plus, la distribution des compagnons tailleurs et coupeurs doit être faite suivant le pourcentage ci-après indiqué:

	Classes		
	1ère	*2ème*	*3ème*
2, au moins	1		1
3, au moins	1	1	1
4, au moins	1	2	1
5, au moins	2	2	1
6, au moins	2	2	2
7, au moins	2	3	2
8, au moins	3	3	2
9, au moins	3	3	3
10, au moins	3	4	3
11, au moins	4	4	3
12, au moins	4	4	4
13, au moins	4	5	4
14, au moins	5	5	4
15, au moins	5	5	5

c) Dans un atelier de fourrure qui emploi plus de quinze (15) compagnons tailleurs et coupeurs, la proportion établie à la dernière ligne du paragraphe "*b*" du présent article quinze (15) compagnons tailleurs et coupeurs est gardée quant à la distribution des compagnons tailleurs et coupeurs dans cedit atelier;

d) Pour fins de calcul de la distribution des compagnons tailleurs et coupeurs, dans les ateliers, l'employeur remplissant partiellement les fonctions, soit de contremaitre ou de tailleur et coupeur, peut être assimilé à un compagnon tailleur et coupeur de première classe.

and so forth, in such a manner that one or two additional journeymen entitle him to only one additional apprentice.

b) The employers, superintendents and foremen shall be considered as journeymen insofar as the proportion of the number of apprentices with regard to that of journeymen is concerned.

10.07.— *Distribution of journeymen: tailors and cutters:*

a) In a fur establishment availing itself of the services of one (1) journeyman tailor and cutter, this journeyman tailor and cutter, shall belong to the first class.

b) In a fur establishment employing two (2) journeymen tailors and cutters or more, the distribution of journeymen tailors and cutters shall be based upon the following percentage:

	Class		
	1st	*2nd*	*3rd*
2, at least	1	.	1
3, at least	1	1	1
4, at least	1	2	1
5, at least	2	2	1
6, at least	2	2	2
7, at least	2	3	2
8, at least	3	3	2
9, at least	3	3	3
10, at least	3	4	3
11, at least	4	4	3
12, at least	4	4	4
13, at least	4	5	4
14, at least	5	5	4
15, at least	5	5	5

c) In a fur establishment employing more than fifteen (15) journeymen tailors and cutters, the proportion established at the last line of subsection "*b*" of the present section fifteen (15) journeymen tailors and cutters shall be observed as to the distribution of the journeyman tailors and cutters in the said establishment.

d) For the purpose of computing the distribution of journeymen tailors and cutters in an establishment, an employer working partially in the capacity of foreman or tailor and cutter may be considered as first class journeyman tailor and cutter.

ARTICLE XI

Dispositions générales

11.01.— Aucun salarié assujetti ne peut travailler pour un autre employeur en dehors des heures régulières de travail s'il est requis pour ce faire par l'employeur pour qui il travaille durant les heures régulières.

11.02.— *Travail à domicile:* Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'Industrie de la fourrure d'exécuter tout travail ou quelque partie de travail de métier de la fourrure, à domicile, pour le compte de toute personne, que cette personne doit un employeur professionnel, un employeur ou un client,

SECTION XI

General provisions

11.01.— An employee governed by the present decree shall work for another employer, out side the regular hours of work only when required to do so by the employer for whom he works during regular hours.

11.02.— *Home work:* No employee actually working for an employer of the fur industry shall have the right to perform any work of part thereof of the fur trade, at home, for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act; nor

au sens de la Loi de la convention collective. Il est aussi interdit à un employeur professionnel de faire exécuter à domicile du travail de la fourrure par un salarié.

11.03.— *Contrat et sous contrat: a*) Il est interdit à un employeur de signer un contrat individuel avec ses employés ou d'exiger ou d'accepter des dépôts en argent ou toute autre valeur de ses employés:

b) Il est aussi interdit à tout employeur de passer avec ses employés un contrat dans le but de leur assurer un emploi durant un certain temps.

11.04.— *Travail à la pièce:* Pour les fins du présent décret, tout travail à la pièce dans un atelier est interdit; cependant, le système de bonis à la production des employés est autorisé.

ARTICLE XII

Durée du décret

12.01.— Le présent décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 1er juin 1959. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donné à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juin de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

12.02.— Le présent décret, à compter de sa mise en vigueur remplace le décret numéro 3746 du 17 octobre 1940 et amendements, sans toutefois nuire aux intérêts en cours.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1957. 44870-o

shall a professional employer have fur trade work executed at home by an employee."

11.03.— *Contracts and sub-contracts:*

a) No employer may enter into an individual contract with his employees, or request or accept cash deposits or any other valuables from his employees.

b) Neither shall any employer enter into a contract with his employees for the purpose of quaranteeing employment for a certain period.

11.04.— *Piece work:* For the purposes of the present decree, all piece work in a shop is prohibited; however, the bonus system based upon the employees' output is authorized.

SECTION XII

Duration of the decree

12.01.— The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall so remain until June 1, 1959. It then renews itself automatically until June 1, 1959 from year to year thereafter unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, wthin the period extending from the sixtieth (60th) day to the thirtieth (30th) day before June 1, of any subsequent year.

Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

12.02.— The present decree, on and from its coming into force, shall replace the decree number 3746 of October 17, 1940 and amendments, without prejudice to matters pending.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official azette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1957. 44870-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

Candidat pour l'admission à l'examen
Candidate for the admission to the examination

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Fleury	J.-Vincent	24	60 rue Taché, Alma, P. Q.

Chicoutimi, 24 avril 1957.— Chicoutimi, April 24, 1957.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
MICHEL CAIN,
Secretary of the Bar of Saguenay.

44867-o

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Vigeant	Alfred	17	Nicolet	Séminaire de Nicolet.
Beaumier	Marcel	21	Shawinigan-sud	Séminaire Sainte-Marie, Shawinigan-Falls.

Trois-Rivières, ce 26 avril 1957 — Trois-Rivières, April 26th 1957.

Le Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,
CLAUDE BISSON,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

44867-o

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "The Albion Insurance Company of Canada", enregistrée sous le numéro 590, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 426 qui l'autorise, à compter du 1er janvier 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chûte d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; accident; automobile; responsabilité civile; responsabilité de l'employeur; Et en outre de ces genres: navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à chambre 1220 — Édifice Sun Life — Montréal — P.Q.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 26 avril 1957.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Surintendant des assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "The Credit Life Insurance Company", enregistrée sous le numéro 591, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 428 qui l'autorise, à compter du 1er avril 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie, accident et maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 120 rue South Limestone, Springfield, Ohio, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur J.-A. Parker, Parker & Holman Ltd., 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal 1, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 26 avril, 1957.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance
Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Albion Insurance Company of Canada", registered under number 590, has obtained the license and certificate of registry number 426, authorizing it, as from the 1st of January 1957, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstrom; accident; automobile; employers' liability; public liability; And in addition to these classes: inland and ocean marine.

The head office of the company is situate at room 1220 — Sun Fife Building Montreal — P.Q.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 26th of April, 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Credit Life Insurance Company", registered under number 591, has obtained the license and certificate of registry number 428, authorizing it, as from the 1st of April 1957, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life; accident and sickness.

The head office of the company is situate at 120 South Limestone Street, Springfield, Ohio, United States of America.

The company has appointed Mr. J.-A. Parker, Parker & Holman Ltd., 215 St. James Street, west, Montreal 1, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 26th of April, 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "The Standard Insurance Company Limited", dont le siège social est situé à Dunedin, Nouvelle-Zélande, a réassuré ses affaires dans la province de Québec auprès de "The Legal and General Assurance Society Limited", dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 19 octobre 1956, et qui a pris effet le 31 décembre 1956;

Attendu que "The Standard Insurance Company Limited" s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "The Standard Insurance Company Limited" sont annulés à compter du 31 décembre 1956.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 avril 1957.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE AND REGISTRATION

Whereas "The Standard Insurance Company Limited" whose head office is situate in Dunedin, New Zealand, has reinsured all his business in the province of Quebec with "The Legal and General Assurance Society Limited" whose head office is situate in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 19th of October 1956, and which has taken effect on the 31st of December 1956;

Whereas "The Standard Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the licence and certificate of registration of "The Standard Insurance Company Limited" is cancelled as from the 31st of December 1956.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on the 27th of April 1957.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que l'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Union Life, Mutual Insurance Company", constituée en corporation par la loi 5 Elisabeth II, chapitre 165 et enregistrée sous le numéro 592, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 440 qui l'autorise à compter du 1er avril 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 142, rue Hériot, Drummondville, comté de Drummond, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 avril 1957.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Surintendant des Assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that The Union Life, Mutual Insurance Company — "L'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance", incorporated by the act 5 Elisabeth II, chapter 165 and registered under number 592, has obtained the license and certificate of registration number 440 authorizing it, as from the 1st of April 1957, to undertake in the province contracts of life insurance.

The head office of the company is situate at 142, Hériot Street, Drummondville, county of Drummond, province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of April 1957.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que L'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — "The Union Life, Mutual Insurance Company" a été constituée en corporation par la loi 5 Elisabeth II, chapitre 165, avec pouvoir d'acquérir l'actif et d'assumer le passif de l'Union St-Joseph de Drummondville, société de secours mutuels régie par la section VIII de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299);

Attendu que la loi constituant en corporation L'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — "The Union Life, Mutual Insurance Company" est entrée en vigueur le 1er avril 1957;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de L'Union St-Joseph de Drummondville, société de secours mutuels, ont été annulés à compter du 1er avril 1957.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 avril 1957.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas The Union Life, Mutual Insurance Company — "L'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance" has been incorporated by the act 5 Elisabeth II, chapter 165, with power to acquire the assets and to assume the liabilities of L'Union St-Joseph de Drummondville, a mutual benefit association governed by section VIII of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes 1941, chapter 299);

Whereas the act incorporating The Union Life, Mutual Insurance Company — "L'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance" has come into force on the 1st of April, 1957.

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registry of L'Union St-Joseph de Drummondville, a mutual benefit association, has been cancelled as from the 1st of April 1957.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of April 1957.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44846-18-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit:

Québec, le 4 avril 1957.

M. Rufus E. Cromwell, membre du Barreau de la province et pratiquant dans la cité de Montréal: conseil en loi de la Reine.

Il a plu à Son Honneur, le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 10 avril 1957.

MM. Renaud Chapdelaine, protonotaire, Georges-Étienne Roy, médecin, Jean-Baptiste Métivier, Zéphirin Roy, contremaître, et Henri-Paul Ricard, gérant, tous de Nicolet: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse de Nicolet.

44818-o

Appointments

His Honour, the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, has been pleased to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the following person:

Quebec, April 4, 1957.

Mr. Rufus E. Cromwell, member of the Provincial Bar and practicing in the City of Montreal: Queen's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to appoint as follows:

Quebec, April 10, 1957.

Messrs Renaud Chapdelaine, Prothonotary, Georges-Étienne Roy, physician, Jean-Baptiste Métivier, Zéphirin Roy, Foremen, and Henri-Paul Ricard, manager, all of Nicolet: Commissionners for the civil erection of parishes of the Diocese of Nicolet.

44818

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS

Un projet de plan conjoint présenté par les producteurs suivants:

Félicien Dénommée	St-Cuthbert
Fortunat Fafard	St-Barthélémy
Omer Fafard	St-Cuthbert
René Grégoire	St-Cuthbert
Justin Laurent	St-Barthélémy
Hyacinthe Mousseau	Berthier
Jean Gervais	Berthier
Georges-Étienne Désy	St-Barthélémy
Louis-Charles Allard	St-Barthélémy
Jean Roy	St-Barthélémy

comprenant le produit suivant:

"Lait livré par les producteurs à Walter M. Lowney's Co. Ltd., usine de St. Cuthbert, comté de Berthier", dans le territoire suivant:

"Territoire dans le Québec où les producteurs-fournisseurs à Walter M. Lowney's Co. Ltd., exploitent leur ferme",

a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, 25 avril 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

44857-o

AVIS

Liste des producteurs:

Guy Hamel	R.R. 1 Cap Rouge
Henri Labonté	R.R. 1 Ste-Sophie
Joseph Furois	R.R. 1 St-Vallier Station
Léon Allard	St. Nicolas Station
F.-X. Lajoie	622 Bélair Ancienne-Lorette
Jean-Marc Bégin	St. Louis de Pintendre
Jean-Marie Mercure	Cap Santé
Émeric Laroche	R.R. 2, Princeville

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE

A petition for a joint marketing plan presented by the following producers:

Félicien Dénommée	Producer St-Cuthbert
Fortunat Fafard	St-Barthelemy
Omer Fafard	St-Cuthbert
René Grégoire	St-Cuthbert
Justin Laurent	St-Barthelemy
Hyacinthe Mousseau	Berthier
Jean Gervais	Berthier
Georges-Étienne Désy	St-Barthelemy
Louis-Charles Allard	St-Barthelemy
Jean Roy	St-Barthelemy

for the following agricultural products:

"Milk delivered to Walter M. Lowney's Co. Limited, at St. Cuthbert, (county of Berthier) plant", within the following territory:

"That territory within Quebec where the farms of the producer-suppliers are situated",

has been duly received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, April 25, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

44857-o

NOTICE

List of following producers:

Guy Hamel	R.R. 1 Cap Rouge
Henri Labonté	R.R. 1, Ste-Sophie
Joseph Furois	R.R. 1, St-Vallier Station
Léon Allard	St-Nicholas Station
F.-X. Lajoie	622 Bélair Ancienne-Lorette
Jean-Marc Bégin	St-Louis de Pintendre
Jean-Marie Mercure	Cap Santé
Émeric Laroche	R.R. 2, Princeville

Ludovic Baril	R.R. 4, Princeville
Ludger Lamontagne	Ladurantaye
Florian Beaudet	R.R. 3, Princeville
Odilon Moffet	Charlesbourg-Ouest
Léon St-Pierre	R.R. 2, Princeville
Roland Boutin	Plessisville
Eddy Bourque	Sième rang, Plessisville
Lauréat Couture	304, L'Ormière
Eugène Painchaud	Plessisville
Ulric Lirette	294, L'Ormière
Arthur Couture	306, L'Ormière

comprenant les produits suivants:

"Laits aux usines de pasteurisation et aux fabricants de crème glacée faisant affaire sur le Marché de Québec", ce marché étant celui qui apparaît dans la description du territoire fourni dans le présent avis.

Description du territoire: La région de Québec comprend les municipalité, cités, villes, villages et paroisses suivants, à savoir: Lévis, Lauzon, Québec, Sillery, Ste-Foy, St-Romuald, St-David, St-Télesphore, Beaumond, Charny, Giffard, Québec-Ouest, Beauport, Villeneuve, Château-d'Eau, Courville, Charlesbourg, Loretteville, Ancienne-Lorette, Montmorency, Petite-Rivière, Ste-Monique des Saules, St-Émile, St-Jean de Boischatel, St-Gérard Magella, Notre-Dame des Laurentides, St-Félix de Cap-Rouge, Orsainville, Laval, Valcartier, Val St-Michel, Lac St-Charles et Ste-Thérèse de Lisieux,

a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, ce 25ième jour d'avril 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

44857-o

Ludovic Baril	R.R. 4, Princeville
Ludger Lamontagne	Ladurantaye
Florian Beaudet	R.R. 3, Princeville
Odilon Moffet	Charlesbourg-Ouest
Léon St-Pierre	R.R. 2, Princeville
Roland Boutin	Plessiville
Eddy Bourque	Sième rang, Plessisville
Lauréat Couture	304, L'Ormière
Eugène Painchaud	Plessisville
Ulric Lirette	294, L'Ormière
Arthur Couture	306, L'Ormière

for the following agricultural products:

"Milks delivered to pasteurization and ice-cream plants in the Quebec Market", this market being the one which appears in the description of territory furnished in the present notice.

Description of territory: The following municipalities, cities, towns, villages and parishes: Levis, Lauzon, Quebec, Sillery, Ste-Foy, St-Romuald, St-David, St-Télesphore, Beaumont, Charny, Giffard, Quebec-Ouest, Beauport, Villeneuve, Château-d'Eau, Courville, Charlesbourg, Loretteville, Ancienne-Lorette, Montmorency, Petite-Rivière, Ste-Monique des Saules, St-Émile, St-Jean de Boischatel, St-Gérard Magella, Notre-Dame des Laurentides, St-Félix de Cap Rouge, Orsainville, Laval, Valcartier, Val St-Michel, Lac St-Charles et Ste-Thérèse de Lisieux,

has been duly received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, April 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman,
LÉONARD ROY,
Secretary.

44857-o

AVIS

Un projet de plan conjoint présenté par les producteurs suivants:

Léon Lapalme	St-Basile le Grand
Germain Brodeur	Belœil
Alcibiade Pelletier	St-Basile le Grand
Robert Bousquet	St-Denis
Georges Lemoyne	St-Basile le Grand
Germain Gagnon	St-Basile le Grand
Angelbert Mongeau	St-Basile le Grand
Charlemagne Grisé	St-Brüno
Laurent Burelle	Belœil
Léo Brodeur	Belœil

comprenant les produits agricoles suivants:

"Laits livrés à la Laiterie Mont St-Bruno, comté de Chambly" dans le territoire suivant:

"Territoire du Québec où les producteurs-fournisseurs exploitent leur ferme",

a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, 25 avril 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

44857-o

NOTICE

A petition for a joint marketing plan presented by the following producers:

Léon Lapalme	St-Basile le Grand
Germain Brodeur	Belœil
Alcibiade Pelletier	St-Basile le Grand
Robert Bousquet	St-Denis
Georges Lemoyne	St-Basile le Grand
Germain Gagnon	St-Basile le Grand
Angelbert Mongeau	St-Basile le Grand
Charlemagne Grisé	St-Bruno
Laurent Burelle	Belœil
Léo Brodeur	Belœil

for the following agricultural products:

"Milk delivered to La Laiterie St. Bruno, county of Chambly" within the following territory:

"That territory within Quebec where the farms of the producers-suppliers are situated"

has been duly received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, April 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

44857-o

AVIS

Un projet de plan conjoint présenté par La Société Coopérative Agricole de Chicoutimi, Chicoutimi, P.Q., comprenant le produit agricole suivant:

"Lait livré par les producteurs-fournisseurs de lait dans le district de Chicoutimi à la Laiterie Chicoutimi, à la Laiterie Canadienne et à la Laiterie "Chic", dans le territoire suivant:

NOTICE

A petition for a joint marketing plan presented by La Société Coopérative Agricole de Chicoutimi, Chicoutimi, P.Q., for the following agricultural products:

"Milk delivered in the district of Chicoutimi to La Laiterie Chicoutimi, la Laiterie Canadienne and la Laiterie "Chic", within the following territory:

"Territoire dans le Québec où les fermes des producteurs-fournisseurs sont situées",
a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, 25 avril 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
44857-o LÉONARD ROY.

"That territory within Quebec where the farms of the producers-suppliers are situated", has been duly received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, April 25, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
44857-o Secretary.

Sièges sociaux

A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd

Avis du changement d'adresse du bureau principal de la Compagnie

Avis est donné que la compagnie A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd, constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 12ième jour de mars 1957, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, au numéro 8130 de la rue Wiseman, là transporté au numéro 5029 de la rue Berri.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 8ième jour d'avril 1957.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
44830-o CHARLES WILLIAMS.

Dairy Associates Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Dairy Associates Limited constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14e jour de mars 1957, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 28e jour de mars 1957.

Dairy Associates Limited,
Par: Le Président,
44832 ORLEY R. BRUMELL.

Evans Realty Co. Ltd.

Avis du bureau chef

Avis est donné que la compagnie "Evans Realty Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau chef au N° 201 de la rue Notre-Dame, ouest.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce neuvième jour d'avril 1957.

L'Assistant-secrétaire,
44833-o ERSKINE BUCHANAN.

Head Offices

A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd

Notice of change in the adresse of the Head Office of the company

Notice is hereby given that the A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd, company incorporated by letters patent issued according to the first part of the company Act of Quebec, on the twelvth day of March, 1957, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, at 8130 Wiseman Street has moved it to 5029 Berri Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of April, 1957.

(Seal) CHARLES WILLIAMS,
44830-o Secretary-Treasurer.

Dairy Associates Limited

Notice is hereby given that Dairy Associates Limited incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act, by letters patent, dated 14th day of March, 1957, and having its Head Office at the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 28th day of March, 1957.

Dairy Associates Limited,
ORLEY R. BRUMELL,
44831-o President.

Evans Realty Co. Ltd.

Notice of head office

Notice is hereby given that the company "Evans Realty Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the fourth day of March, 1957, and having its head office at No. 201 Notre Dame Street, West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 9th day of April, 1957.

ERSKINE BUCHANAN,
44833-o Assistant-Secretary.

AVIS

Avis est donné que Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc., constituée en compagnie par lettres patentes suivant la Loi des compagnies de Québec, première partie, en date du 14 mars 1957, a son bureau principal dans la cité de Chateauguay-Village, sur la Rue Principale de ladite cité.

Ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25 mars 1957.

Le Président,
44831-o GÉRARD BRUCHÉSI.

NOTICE

Notice is hereby given that Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc., incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 14th of March, 1957, has its head-office in Chateauguay-Village, where its office is situated at Rue Principale, in the above mentioned city.

The said office shall be considered by the company as bein the head-office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of March, 1957.

GÉRARD BRUCHÉSI,
44831-o President.

F. Châteauneuf Inc.

Avis est par les présentes, donné que la compagnie F. Châteauneuf Inc. constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huitième jour du mois de mars mil neuf cent cinquante-sept et ayant son bureau principal dans la cité de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, a établi son bureau au numéro 150 de la rue Dufresne, en la dite cité de Thetford Mines.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Thetford Mines, ce premier jour d'avril mil neuf cent cinquante-sept.

(Sceau) Le Secrétaire,
44834-o LOUISE C. DOYON.

F. Châteauneuf Inc.

Notice is hereby given by these presents that the company F. Châteauneuf Inc. incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of the month of March one thousand nine hundred and fifty-seven and having its head office in the city of Thetford Mines, in the county of Megantic, has established its office at number 150 Dufresne Street, in the said city of Thetford Mines.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this first day of April, one thousand nine hundred and fifty-seven.

(Seal) LOUISE C. DOYON,
44833 Secretary.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que Matte-Masse Limitée, incorporée par lettres patentes sous le Loi des compagnies de Québec, le 27 février 1957, et ayant son bureau-chef en la cité de Sherbrooke, Province de Québec, a installé ses bureaux à 466 rue Marquette, en la cité de Sherbrooke.

Daté à Montréal, Québec, ce 28 février 1957.

Le Secrétaire,
44835-o (Signé) THÉRÈSE CHAMPAGNE.

NOTICE

Notice is hereby given that Matte-Masse Limitée, incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 27th day of February, 1957, and having its head office in the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec, has established its office at 466 Marquette Street in the city of Sherbrooke.

Dated at Montreal, P.Q. this 28th day of February, 1957.

(Sgd.) THÉRÈSE CHAMPAGNE,
44835-o Secretary.

Savoie Construction Ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie Savoie Construction Ltée constituée par lettres patentes provinciales émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 4 décembre 1956, a établi son principal bureau d'affaires au numéro 4587 de la rue Charlemagne dans les cité et district de Montréal.

Montréal, le 23 avril 1957.

Le Secrétaire dûment autorisé aux fins des présentes,
44837-o PAULINE SAUVÉ.

Savoie Construction Ltée

Notice is hereby given that the company Savoie Construction Ltée incorporated by Provincial letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on December 4, 1956, has established its head business office at number 4587 Charlemagne Street in the city and district of Montreal.

Montreal, April, 23 1957.

PAULINE SAUVÉ,
Secretary duly authorized for these
44837 present purposes.

Avis est donné que la compagnie Superfilms, Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 février 1957 et ayant son bureau principal dans St-Laurent, a établi son bureau au numéro 1275 de la rue Hodge.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Laurent, ce neuvième jour de mars 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
44838-o GEORGES de LANAUZE.

Notice is given that the company Superfilms, Inc., constituted as a corporation by letters patent dated February, 27 1957, and having its principal place of business at Saint Laurent, has established its office at number 1275 Hodge Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at St. Laurent, this ninth day of March, 1957.

(Seal) GEORGES de LANAUZE,
44838 Secretary.

(P.G. 16871-52)

PLÂTRAGE PROVINCIAL INC.
PROVINCIAL PLASTERS INC.

Avis est donné que la compagnie Plâtrage Provincial Inc.— Provincial Plasters Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 janvier 1953 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, où elle avait son bureau jusqu'aujourd'hui au numéro 116, de la côte de la Montagne, l'a transporté dans la cité de Ste-Foy, P.Q., au numéro 49 de l'avenue Jacques Berthiaume.

Daté de Ste-Foy, P.Q., ce 21ième jour de février 1957.

Le Secrétaire,
MARIUS BÉDARD.

44836-o

(A.G. 16871-52)

PLÂTRAGE PROVINCIAL INC.
PROVINCIAL PLASTERS INC.

Notice is hereby given that the company "Plâtrage Provincial Inc.— Provincial Plasters Inc., incorporated by letters patent dated January 12, 1953, and having its head office in the city of Quebec, where its office has been located to this date at No. 116 Mountain Hill, has transferred it in the city of Ste-Foy, P.Q., at number 49 Jacques Berthiaume Avenue.

Dated at Ste-Foy, P.Q., this 21st day of February, 1957.

MARIUS BÉDARD,
Secretary.

44836

Soumissions

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE GIRARDVILLE
(Comté de Lac St-Jean-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Antonio Thibault, secrétaire-trésorier, Girardville, comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 21 mai 1957, pour l'achat de $12,000.00 d'obligations de la municipalité de Girardville, comté de Lac St-Jean-Ouest datées du 1er mai 1957 et remboursables par séries du 1er mai 1958 au 1er mai 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt no 78 — Dépenses d'aqueduc, d'égouts et protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $12,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mai 1958	$ 500.00
1er mai 1959	500.00
1er mai 1960	500.00
1er mai 1961	500.00
1er mai 1962	500.00
1er mai 1963	500.00
1er mai 1964	500.00
1er mai 1965	500.00
1er mai 1966	500.00
1er mai 1967	1,000.00
1er mai 1968	1,000.00
1er mai 1969	1,000.00
1er mai 1970	1,500.00
1er mai 1971	1,500.00
1er mai 1972	1,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Normandin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Tenders

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF GIRARDVILLE
(County of Lake St-John-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Antonio Thibault, Secretary-Treasurer, Girardville, County of Lake-St. John-West, until 8.00 o'clock p.m., May 21, 1957, for the purchase of an issue of $12,000.00 of bonds of the municipality of Girardville, county of Lake St. John-West, dated May 1st, 1957 and redeemable serially from May 1st, 1958 to May 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 78 — Expenses on aqueduct, sewers and fire protection.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from June 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $12,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
May 1st, 1958	$ 500.00
May 1st, 1959	500.00
May 1st, 1960	500.00
May 1st, 1961	500.00
May 1st, 1962	500.00
May 1st, 1963	500.00
May 1st, 1964	500.00
May 1st, 1965	500.00
May 1st, 1966	500.00
May 1st, 1967	1,000.00
May 1st, 1968	1,000.00
May 1st, 1969	1,000.00
May 1st, 1970	1,500.00
May 1st, 1971	1,500.00
May 1st, 1972	1,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Normandin.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans et avant le 1er mai 1965 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1957, à 8.00 heures p.m., au lieu ordinaire des séances.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Girardville (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 1er mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ANTONIO THIBAULT.

Girardville,
(Comté de Lac St-Jean-Ouest), P.Q. 44874-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE KNOWLTON
(Comté de Brome)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endosées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, G. E. Hanson, secrétaire-trésorier "Knowlton High School", C. P. 160, Knowlton, comté de Brome jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, 22 mai 1957, pour l'achat de $146,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Knowlton, comté de Brome datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 12 mars 1957 — Construction d'une extension au "Knowlton High School".

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $146,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1958	x$18,500.00
1er juin 1959	x 20,000.00
1er juin 1960	x 21,000.00
1er juin 1961	x 22,000.00
1er juin 1962	2,500.00
1er juin 1963	3,000.00
1er juin 1964	3,000.00
1er juin 1965	3,000.00
1er juin 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,500.00
1er juin 1968	3,500.00
1er juin 1969	4,000.00
1er juin 1970	4,000.00

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1964 inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to May 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year bonds; after these dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 21, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the ordinary meeting place.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Girardville, (County of Lake St. John-West), May 1st, 1957.

ANTONIO THIBAULT,
Secretary-Treasurer.

Girardville,
(County of Lake St. John-West), P.Q. 44874

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF KNOWLTON
(County of Brome)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned G. E. Hanson, secretary-treasurer, Knowlton High School, P.O.B. 160, Knowlton, county of Brome, until 8.00 o'clock. p.m., Wednesday, May 22nd, 1957, for the purchase of an issue of $146,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Knowlton, county of Brome dated June 1st, 1957 and redeemable serially from June 1st, 1958 to June 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 12th, 1957 — Building of an extension to the Knowlton High School.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from June 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $146,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1958	x$18,500.00
June 1st, 1959	x 20,000.00
June 1st, 1960	x 21,000.00
June 1st, 1961	x 22,000.00
June 1st, 1962	2,500.00
June 1st, 1963	3,000.00
June 1st, 1964	3,000.00
June 1st, 1965	3,000.00
June 1st, 1966	3,000.00
June 1st, 1967	3,500.00
June 1st, 1968	3,500.00
June 1st, 1969	4,000.00
June 1st, 1970	4,000.00

1er juin 1971	4,000.00
1er juin 1972	4,500.00
1er juin 1973	4,500.00
1er juin 1964	5.000.00
1er juin 1975	5,500.00
1er juin 1976	5,500.00
1er juin 1977	6,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $82,500.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $20,625.00 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Knowlton, comté de Brome.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables avant le 1er juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance de dix ans, avant le 1er juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance de quinze ans, et avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles Protestantes qui sera tenue mercredi, 22 mai 1957, à 8 heures p.m., au "Knowlton High School".

Les Commissaires d'Écoles Protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Knowlton, (Comtéde Brome), ce 29 avril 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
G. E. HANSON.

Knowlton High School, C. P. 160,
Knowlton, (Comté de Brome) Qué. 44872

June 1st, 1971	4,000.00
June 1st, 1972	4,500.00
June 1st, 1973	4,500.00
June 1st, 1974	5,000.00
June 1st, 1975	5,500.00
June 1st, 1976	5,500.00
June 1st, 1977	6,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $82,500,00, granted by the Provincila Secretary and payable in four instalments of $20,625.00 each, from 1958 to 1961 inclusively, will be received and applied to the service oft is loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Knowlton, county of Brome.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds shall not be callable before June 1st, 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, before June 1st, 1965 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before June 1st, 1967 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners to held on Wednesday, May 22nd, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Knowlton High School.

The Protestant School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Knowlton (County of Brome), this April 29th, 1957.

G. E. HANSON,
Secretary-Treasurer.

Knowlton High School, P.O.B. 160,
Knowlton, (County of Brome), Que. 44872-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Rocheleau, secrétaire-trésorier, 80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 21 mai 1957, pour l'achat de $97,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Rocheleau, secretary-tresaurer, 80 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, May 21, 1957, for the purchase of an issue of $97,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated June 1st, 1957 and redeemable serially from June 1st, 1958 to June 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st

semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 12 mars 1957, telle que modifiée — Dépenses supplémentaires pour certaines constructions d'écoles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$97,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1958	$3,000.00
1er juin 1959	3,000.00
1er juin 1960	3,000.00
1er juin 1961	3,000.00
1er juin 1962	3,000.00
1er juin 1963	4,000.00
1er juin 1964	4,000.00
1er juin 1965	4,000.00
1er juin 1966	4,000.00
1er juin 1967	4,000.00
1er juin 1968	5,000.00
1er juin 1969	5,000.00
1er juin 1970	5,000.00
1er juin 1971	6,000.00
1er juin 1972	6,000.00
1er juin 1973	6,000.00
1er juin 1974	7,000.00
1er juin 1975	7,000.00
1er juin 1976	7,000.00
1er juin 1977	8,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 21 mai 1957, à 8.00 heurse p.m., 80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine (Comté de Champlain), ce 1er mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL ROCHELEAU.

80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine,
(Comté de Champlain), P.Q. 44864-o

and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 12, 1957, as amended — Supplementary expenses for certain school buildings

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from June 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $97,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1958	$3,000.00
June 1st, 1959	3,000.00
June 1st, 1960	3,000.00
June 1st, 1961	3,000.00
June 1st, 1962	3,000.00
June 1st, 1963	4,000.00
June 1st, 1964	4,000.00
June 1st, 1965	4,000.00
June 1st, 1966	4,000.00
June 1st, 1967	4,000.00
June 1st, 1968	5,000.00
June 1st, 1969	5,000.00
June 1st, 1970	5,000.00
June 1st, 1971	6,000.00
June 1st, 1972	6,000.00
June 1st, 1973	6,000.00
June 1st, 1974	7,000.00
June 1st, 1975	7,000.00
June 1st, 1976	7,000.00
June 1st, 1977	8,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1964, includively if issued at ten-year short-term, before May 1st, 1965 inclusively, if issued at fifteen-year short-term, and before May 1st, 1967 inclusively if issued for a twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, May 21, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at 80 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine county of Champlain.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine (County of Champlain), May 1st, 1957.

RAOUL ROCHELEAU,
Secretary-Treasurer.

80 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine,
(County of Champlain), P.Q. 44864

Province de Québec

—

VILLE D'IBERVILLE

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-R. Courtemanche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 97, 1ère rue, Iberville, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 21 mai 1957, pour l'achat de $675,500.00 d'obligations de la ville d'Iberville, datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt Nos 221 — $150,000.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts et consolidation de dette; 226 — $131,500.00 — compléter les travaux d'aqueduc autorisés par les règlements Nos 202 et 221; et 233 — $394,000.00 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $675,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1958	$13,000.00
1er juin 1959	14,000.00
1er juin 1960	14,500.00
1er juin 1961	15,000.00
1er juin 1962	15,500.00
1er juin 1963	16,000.00
1er juin 1964	17,500.00
1er juin 1965	18,000.00
1er juin 1966	19,000.00
1er juin 1967	19,000.00
1er juin 1968	20,500.00
1er juin 1969	21,500.00
1er juin 1970	22,000.00
1er juin 1971	23,500.00
1er juin 1972	25,000.00
1er juin 1973	25,500.00
1er juin 1974	27,000.00
1er juin 1975	28,000.00
1er juin 1976	29,500.00
1er juin 1977	291,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Iberville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

—

TOWN OF IBERVILLE

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-R. Courtemanche, Secretary-Treasurer, City Hall, 97, 1st Street, Iberville, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, May 21, 1957, for the purchase of an issue of $675,500.00 of bonds of the town of Iberville, dated June 1st, 1957 and redeemable serially from June 1st, 1958 to June 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 221 — $150,000.00 — waterworks and sewage operations, funding of debt; 226 — $131,500.00 — emplete waterworks operations authorized by by-laws No. 202 and 221; and 223 — $394,000.00 — waterworks.

For adjudication purposes only; interested shall be calculated as from June 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $675,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1958	$13,000.00
June 1st, 1959	14,000.00
June 1st, 1960	14,500.00
June 1st, 1961	15,000.00
June 1st, 1962	15,500.00
June 1st, 1963	16,000.00
June 1st, 1964	17,500.00
June 1st, 1965	18,000.00
June 1st, 1966	19,000.00
June 1st, 1967	19,000.00
June 1st, 1968	20,500.00
June 1st, 1969	21,500.00
June 1st, 1970	22,000.00
June 1st, 1971	23,500.00
June 1st, 1972	25,000.00
June 1st, 1973	25,500.00
June 1st, 1974	27,000.00
June 1st, 1975	28,000.00
June 1st, 1976	29,500.00
June 1st, 1977	291,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Iberville.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, including the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1965, inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1967, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 97, 1ère rue, Iberville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Iberville, ce 26 avril 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. COURTEMANCHE.

Hôtel de Ville, 97, 1ère rue,
Iberville, P. Q. 44865-o

Province de Québec

PAROISSE DE ST-AMBROISE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léonce Bouchard, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 160 route de l'Ormière, Loretteville, comté de Québec, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., au centre paroissial de Loretteville, comté de Québec, mardi, le 21 mai 1957, pour l'achat de $38,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Ambroise, comté de Québec, datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 144 — $8,000.00 — travaux d'aqueduc; 146 — $18,000.00 — travaux d'aqueduc; et 147 — $12,000.00 — plan d'urbanisme.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $38,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er juin 1958	$ 1,500.00
1er juin 1959	1,500.00
1er juin 1960	1,500.00
1er juin 1961	1,500.00
1er juin 1962	1,500.00
1er juin 1963	1,500.00
1er juin 1964	2,000.00
1er juin 1965	2,000.00
1er juin 1966	2,000.00
1er juin 1967	2,000.00
1er juin 1968	500.00
1er juin 1969	500.00
1er juin 1970	500.00
1er juin 1971	500.00
1er juin 1972	500.00
1er juin 1973	500.00
1er juin 1974	500.00
1er juin 1975	500.00
1er juin 1976	500.00
1er juin 1977	16,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations,

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 21, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 97 1st Street, Iberville.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Iberville, this April 26, 1957.

J.-R. COURTEMANCHE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 97, 1st Street,
Iberville, P.Q. 44865

Province of Quebec

PARISH OF ST-AMBROISE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léonce Bouchard, Secretary-Treasurer, up to 7.30 p.m. at 160 L'Ormière road, Loretteville, county of Quebec, or until 8.00 o'clock p.m., at the parochial center of Loretteville, county of Quebec, Tuesday, May 21, 1957, for the purchase of an issue of $38,000.00 of bonds of the parish of St. Ambroise, county of Quebec, dated June 1st, 1957 and redeemable serially from June 1st, 1958 to June 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 144 — $8,000.00 — work on aqueduct; 146 — $18,000.00 — work on aqueduct; and 147 — $12,000.00 — town planning.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from June 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $38,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
June 1st, 1958	$ 1,500.00
June 1st, 1959	1,500.00
June 1st, 1960	1,500.00
June 1st, 1961	1,500.00
June 1st, 1962	1,500.00
June 1st, 1963	1,500.00
June 1st, 1964	2,000.00
June 1st, 1965	2,000.00
June 1st, 1966	2,000.00
June 1st, 1967	2,000.00
June 1st, 1968	500.00
June 1st, 1969	500.00
June 1st, 1970	500.00
June 1st, 1971	500.00
June 1st, 1972	500.00
June 1st, 1973	500.00
June 1st, 1974	500.00
June 1st, 1975	500.00
June 1st, 1976	500.00
June 1st, 1977	16,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the

capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté étal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1957, à 8.00 heures p.m., au centre paroissial de Loretteville, Loretteville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucun des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 26 avril 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉONCE BOUCHARD.

Adresse postale: 160 route de l'Ormière,
Loretteville,
(Comté de Québec), P.Q. 44866-o

bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of June 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to June 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year, term, after which dates the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on May 21, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the parochial center of Loretteville, Loretteville, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Quebec), April 26, 1957.

LÉONCE BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 160 l'Ormière Road,
Loretteville,
(County of Quebec), P.Q. 44866

Province de Québec

VILLE DE LAVAL-DES-RAPIDES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roland Jasmin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 298, boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, comté de Laval, jusqu'à 8.30 p.m., jeudi, le 23 mai 1957, pour l'achat de $649,000.00 d'obligations de la ville de Laval des-Rapides, comté de Laval, datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 222 — $283,500.00 — aqueduc, égouts, et pavages; 223 — $80,500.00 — aqueduc, égouts et pavages; 224 — $75,000.00 — égout collecteur et aqueduc; 225 — $210,000.00 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $649,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1958	$20,500.00
1er juin 1959	21,500.00
1er juin 1960	23,000.00

Province of Quebec

THE TOWN OF LAVAL-DES-RAPIDES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received, by the undersigned, Roland Jasmin, Secretary-Treasurer, City Hall, 298 Boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, county of Laval until 8.30 o'clock p.m., Thursday, May 23, 1957, for the purchase of an issue of $649,000.00 of bonds of the town of Laval-des-Rapides, county of Laval, dated June 1st, 1957, and redeemable serially from June 1st, 1958 to June 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 222 — $283,500.00 — waterworks, sewers and paving; 223 — $80,500.00 — waterworks, sewers and paving; 224 — $75,000.00 — main-sewer and waterworks; 225 — $210,000.00 — waterworks and sewers.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from June 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $649,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1958	$20,500.00
June 1st, 1959	21,500.00
June 1st, 1960	23,000.00

1er juin 1961	23,500.00
1er juin 1962	24,500.00
1er juin 1963	25,500.00
1er juin 1964	26,500.00
1er juin 1965	28,500.00
1er juin 1966	29,500.00
1er juin 1967	31,000.00
1er juin 1968	32,000.00
1er juin 1969	33,500.00
1er juin 1970	35,500.00
1er juin 1971	36,500.00
1er juin 1972	38,500.00
1er juin 1973	40,000.00
1er juin 1974	42,000.00
1er juin 1975	43,500.00
1er juin 1976	45,500.00
1er juin 1977	48,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans et avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 23 mai 1957, à 8.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 298, boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides, (Comté de Laval), ce 2 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND JASMIN.

Hôtel de Ville, 298, boulevard des Prairies,
Laval-des-Rapides,
(Comté de Laval), P.Q. 44873-o

June 1st, 1961	23,500.00
June 1st, 1962	24,500.00
June 1st, 1963	25,500.00
June 1st, 1964	26,500.00
June 1st, 1965	28,500.00
June 1st, 1966	29,500.00
June 1st, 1967	31,000.00
June 1st, 1968	32,000.00
June 1st, 1969	33,500.00
June 1st, 1970	35,500.00
June 1st, 1971	36,500.00
June 1st, 1972	38,500.00
June 1st, 1973	40,000.00
June 1st, 1974	42,000.00
June 1st, 1975	43,500.00
June 1st, 1976	45,500.00
June 1st, 1977	48,000.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Laval-des-Rapides, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of June 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds and not prior to June 1st, 1965 inclusive it issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1967, inclusive if issued for a twenty-year term, after which dates the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, May 23, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 298 boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, county of Laval.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides, (County of Laval), this May 2, 1957.

ROLAND JASMIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 298, boulevard des Prairies,
Laval-des-Rapides,
(County of Laval), P.Q. 44873

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 159 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Wilbrod Mozart Moreau, hôtelier "New Panorama Hotel" Val Morin, comté de Terrebonne, Québec, débiteur, et J. Alexandre Dansereau, syndic.

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 159 (1956) "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Wilbrod Mozart Moreau, Hotel-keeper "New Panorama Hotel", Val Morin, County of Terrebonne, Que. debtor, and J. Alexandre Dansereau, trustee.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement situé à Val Morin dans le comté de Terrebonne, dans le dixième rang du Canton Morin, faisant partie du lot numéro Seize A (Ptie 16A) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte Adèle, commerçant au point d'intersection de la ligne de division des lots 16A et 16B-1 avec le côté sud-ouest du Chemin du Roi; de là allant vers le sud-est le long de la ligne sud-ouest du Chemin du Roi environ cent-quatre vingt pieds (180′); de là allant vers le sud-ouest le long de la ligne de division des lots 15 et 16A, une distance de Trois cent soixante pieds (360′); de là allant vers le nord-ouest, parallèlement à la ligne du chemin du Roi, une distance de cent quatre pieds (104′) de là allant vers le nord une distance de quatre-vingt-quatorze pieds et cinq dixième de pieds (94.5′) jusqu'à un point de la ligne de division des lots 16A et 16B situé à trois cent pieds (300′) du Chemin du Roi, de là allant vers le nord-est, le long de la ligne de division des lots 16B-1 et 16A, trois cent pieds (300′) jusqu'au point de départ. Ce terrain est donc borné au nord-est par le Chemin du Roi, au sud-ouest et à l'ouest par le reste du lot 16A au sud-est par le lot 15, et au nord-ouest par le lot 16B-1.

Un terrain vacant de forme irrégulière, sis et situé en la paroisse de Val Morin, dans le dixième rang du Canton Morin, étant une partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Adèle sous le numéro P. Quinze (Ptie 15) mesurant soixante-quatorze pieds dans la ligne sud-ouest, cent quarante-cinq pieds dans sa ligne nord-ouest et cent soixante-quinze pieds dans des lignes nord-est et sud-ouest mesure anglaise et plus ou moins.

Ce terrain est borné au nord-est par la propriété de M. George Ireland ou représentants, au sud-ouest par un chemin privé, au nord-ouest par la propriété de M. Allan Bain ou représentants et au sud-est par la propriété de Raoul Viau ou représentants, avec un hôtel et toutes les bâtisses dessus construites.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 12 avril 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet, du décret formé au terme du Code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Val Morin, JEUDI, le VINGT-TROIS MAI 1957 à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements, et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 15ième jour d'avril 1957.

Le Syndic,
J. ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à:
Bureau à: 31, rue St-Jacques Ouest
Montréal. 44755-16-2-o

NOTICE OF SALE

Public notice is by these presents given that the following immoveable, to wit:

Designation: An emplacement situated at Val Morin in the county of Terrebonne, in the tenth range of the township of Morin, forming part of lot number sixteen A (Pt. 16A) of the official cadaster of the parish of Sainte Adèle, starting at the point of intersection of the dividing line of lots 16A and 16B-1 with the southwest side of the King's Highway; thence, going towards the southeast along the southwest line of the King's Highway about one hundred and eighty feet (180′); thence, going towards the souhwest along the dividing line of lots 15 and 16A, a distance of Three hundred and sixty feet (360′); thence, going towards the northwest, parallel to the line on the King's Highway, a distance of one hundred and four feet (104′) thence going towards the north a distance of ninety-four feet and five-tenths of a foot (94.5′) up to a point of the dividing line of lots 16A and 16B situated at three hundred feet (300′) of the King's Highway, thence, going towards the northeast, along the dividing line of lots 16B-1 and 16A, three hundred feet (300′) up to the starting point. This plot of land is therefore bounded on the northeast by the King's Highway, on the southwest and on the west by the remainder of lot 16A on the southeast by lot 15, and on the northwest by lot 16-B1.

A vacant plot of land of irregular form, situated in the parish of Val Morin, in the tenth range of the Morin township, being a part of lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Adèle under number Pt. fifteen (Pt. 15) measuring seventy-four feet in the southwest line, one hundred and forty-five feet in its northwest line, and one hundred and seventy-five feet in its northeast line and south-west, english measure and more or less.

This plot of land is bounded on the northeast by the property of Mr. George Ireland or repersentatives, on the southwest by a private road, on the northwest by the property of Mr. Allan Bain or representatives and on the southeast by the property of Raoul Viau or representatives, with a hotel and all the buildings thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, (in bankruptcy) rendered on April 12, 1957, by public auction according to law so that the said sale will have the effect of a sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure, at the door of the parochial church of the parish of Val Morin, THURSDAY, MAY TWENTY-THREE, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay Government rihts of 2½% in conformity with the law. Purchase price shall be $1,000.00.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 15th day of April, 1957.

J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office at: 31, St. James Street, West,
Montreal. 44755-16-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 4090 (1956) "en faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Léo Jacques, entrepreneur, 9320 — 62e Avenue, Rivière-des-Prairies P.Q., cédant-autorisé, et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: "Les emplacements connus et désignés comme étant les lots numéros quarante-six et quarante-sept de la subdivision du lot originaire numéro soixante-dix-huit (78-46 & 47) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rivière-des-Prairies, avec toutes les bâtisses dessus érigées, sans exception de la part du débiteur, et notamment une maison portant les Nos civiques 9320 — 62e Avenue, Rivière-des-Prairies, district de Montréal."

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits emplacements.

Seront vendus au Bureau du Shérif Palais de Justice, Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI le ONZE JUIN 1957.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 25 avril 1957 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédures civiles.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 29 avril 1957.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
PERRAS & PERRAS, syndics,
4 est rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q. 44851-18-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4090 (1956), Superior Court, "in bankruptcy". In the affair of the bankruptcy of: Léo Jacques, contractor, 9320 — 62nd Avenue, Rivière-des-Prairies, P.Q., authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is given by these presents that the following immoveable, to wit:

Designation: "The emplacements known and designated as being lots numbers forty-six and forty-seven of the subdivision of the original lot number seventy-eight (78-46 & 47) on the official plan and in the book of reference of the parish of Rivière-des-Prairies, with all buildings thereon erected, without exception on the part of the debtor, and notably a house bearing civic numbers 9320 — 62nd Avenue, Rivière-des-Prairies, district of Montreal."

As the whole presently stands, with all the active or passive servitudes, apparent or occult attached to the said emplacements.

Shall be sold at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, at ELEVEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, JUNE ELEVENTH, 1957.

This sale is made under a judgment rendered by the Superior Court at Montreal, on April 25, 1957, and according to the provisions of section 55 and following of the Act 1949 on bankruptcy, so as to give to this sale the effect of a sale by Sheriff in accordance with the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay the Government tax of 2½% according to the law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, April 29, 1957.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
PERRAS & PERRAS, Trustees,
4, Notre-Dame Stree, East,
Montreal, P.Q. 44851-18-2

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de Louis-Philippe Dufour, industriel, La Malbaie, comté de Charlevoix, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le SEPT JUIN 1957, à DEUX heures p.m. sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de La Malbaie, comté de Charlevoix, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Les terrains connus et désignés sous le numéro cinq, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-et-un, vingt-deux, vingt-quatre, vingt-six, et vingt-huit de la subdivision du lot de terre numéro cinq cent soixante-dix-sept (5-7-8-9-10-11-12-14-15-16-17-18-19-20-21-22-24-26-28 de 577) sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Étienne de La Malbaie, le tout sans bâtisse et situé dans le village de La Malbaie, en l'arrondissement de St-Philippe.

Un autre terrain situé en bordure du fleuve

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of bankruptcy of Louis-Philippe Dufour, industrialist, La Malbaie, county of Charlevoix, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that FRIDAY the SEVENTH day of JUNE 1957, at TWO o'clock p.m., the immoveable described hereinafter shall be sold by public auction, at the door of the church of the parish of La Malbaie, county of Charlevoix, to wit:

Item A) The pieces of land known and designated as number five, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-four, twenty-six and twenty-eight of the subdivision of lot of land number five hundred and seventy-seven (5-7-8-9-10-11-12-14-15-16-17-18-19-20-21-22-24-26-28 of 577) on the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of St. Etienne de La Malbaie, in ward St. Philippe.

Another piece of land bordering the River

St-Laurent, dans le village de La Malbaie, arrondissement de St-Philippe, étant et composant une partie du lot de terre numéro cinq cent soixante-dix-sept (577 ptie) et borné comme suit, savoir: en front au nord-est au fleuve St-Laurent, (plus hautes eaux) à la profondeur au lot numéro 36 et 577, même cadastre; tenant d'un côté au sud-est à la propriété d'Henri D'Auteuil; tenant d'autre côté au nord-ouest aux sinuosités de la rive sud-est de la rivière Mailloux; le tout sans bâtisse.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 2 mai 1957.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne,
Québec. 44876-18-2-o

St. Lawrence, in the village of La Malbaie, ward St. Philippe, being and forming a portion of lot of land No. five hundred and seventy-seven (P. 577) and bounded as follows: in front to the northeast by the River St. Lawrence (highest water level) in depth by lot No. 36 of 577, same cadastre; bordering one side, southeasterly, the property of Henri d'Auteuil; on the other side, northwesterly, the bend of the southeast bank of Mailloux River, all of which minus buildings.

This item shall be sold to the highest and last bidder subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719a of the Code of Civil Procedure and article 55 of the bankruptcy Act 1949. This sale shall have the effect of a sale by sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, this May 2, 1957.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111 Mountain Hill,
Quebec. 44876-18-2

Ventes pour taxes

Canada — Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE GASPÉ-OUEST

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Sécrétaire-trésorier du Conseil de la municipalité de comté de Gaspé-Ouest, que les immeubles ci-après désignés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste-Anne-des-Monts, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain (1957), à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes et autres charges auxquelles ils sont tenus et affectés ne soient plus tôt payés avec les frais alors encourus, savoir;

Sales for Taxes

Canada — Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF GASPÉ-WEST

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the Council of the county municipality of Gaspé-West, that the immoveables hereinafter designated and described shall be sold at public auction, at the Court House of Ste. Anne-des-Monts, THURSDAY the THIRTEENTH day of JUNE next (1957), at TEN o'clock in the afternoon, unless the taxes and other charges owing and with which they are burdened shall have been paid prior to the sale together with costs incurred, to wit:

Corporation municipale de la paroisse de Saint-Norbert de Cap-Chat
Municipal corporation of the parish of Saint-Norbert de Cap-Chat

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Marcel Fournier	45-5 D-1 17-1-1 17-2-2	1er Rg Cap-Chat 2ième 2ième	Cap-Chat Cap-Chat Cap-Chat Cap-Chat	$ 62.80	$392.68	$455.48

Corporation municipale de Saint-Joachim de Tourelle
Municipal corporation of Saint-Joachim de Tourelle

Mme-Mrs. Charles Bernier & M.-Mr. Hervé Dupuis. Une maison construite sur partie du lot 19 primitif en le premier ran du canton Tourelle.				1.60	28.47	30.87
Adhémard Therrien (Placide)... Une maison avec appartenances et dépendances, construite sur partie du lot 14 primitif en le deuxième rang, canton Tourelle.				3.28	12.55	15.63

A house erected on part of original lot 19, range one of the township of Tourelle.

A house with appartenances and dependencies, erected on part of original lot 14, range two, township of Tourelle.

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Joachim Vallée	P. 16 primitif.	1er-1st	Tourelle	2.04	25.60	27.64
Un terrain de quatre-vingts pieds par quatre-vingt-dix pieds, plus ou moins, borné au nord par le Boulevard Perron, à l'est par le terrain de Lionel-E. Vallée, au sud par le sommet d'une côte et à l'ouest par le terrain de Joseph Boucher; avec bâtisses.			A piece of land of eighty feet by ninety feet, more or less, bounded northerly by the Perron Boulevard, easterly by the land of Lionel E. Vallée, southerly by the top of a hill and westerly by the land of Joseph Boucher; including buildings.			
Georges Vallée	28	2ième-2nd	Toutelle	19.27	42.24	61.51
	P. 24-E	1er-1st	Tourelle			
La partie du lot 24-E avec bâtisses dessus construites, est bornée vers le nord par le Golfe St-Laurent, vers l'est par la pripriété de madame Laurient Vallée, vers le sud par les terres du deuxième rang et vers l'ouest par la propriété de Léon Labrie.			That part of lot 24-E with buildings erected thereon, bounded northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly by the property of Mrs. Lauriant Vallée, southerly by the farms of range two and westerly by the proprety of Léon Labrie.			

Commission scolaire de Sainte-Anne des Monts village
School commission of Sainte-Anne des Monts village

Mlle-Miss Amélie Pelletier	21-A-1	1er-1st	Fief Ste-Anne	243.92	647.33	891.25
	21-A-2	1er-1st	des Monts			
	21-A-4	1er-1st	Notre-Dame.			
	21-A-6	1er-1st				
	21-B-10	1er-1st				
	P. 22-B-8	1er-1st				
Léonard Vignola				126.21	77.65	203.86
Une maison avec appartenances et dépendances, construite sur le lot 26-A-13 du premier rang du Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.			A house with appurtenances and dependencies erected on lot 26-A-13, range one of fief Ste Anne des Monts Notre-Dame.			
Alphonse Sasseville, fils-junior	P. 14	1er-1st Bloc-Block "A"	Tourelle	115.56	86.79	202.35
Un terrain mesurant 105 pieds de largeur par 145 pieds de profondeur, avec bâtisses dessus construites, borné au nord au terrain de Luc Marin (Louis), à l'est, au sud et à l'ouest par le lot 14 de Georges-Eugène Sasseville; sauf et à distraire un terrain de soixante-sept pieds par soixante-sept pieds (67′ x 67′) vendu à Jean-Bte Pelletier et borné au nord par Luc-Louis Marin, à l'est et au sud audit Alphonse Sasseville fils, et à l'ouest à Georges-Eugène Sasseville.			A piece of land measuring 105 feet in width by 145 feet in depth, with buildings erected thereon, bounded northerly by the land of Luc Marin (Louis), easterly, southerly and westerly by lot 14 of Georges Eugène Sasseville; save and except a piece of land of sixty-seven feet by sixty-seven feet (67′ x 67′) sold to Jean Bte Pelletier and bounded northerly by Luc Louis Marin, easterly and southerly by said Alphonse Sasseville, Junior, and westerly by Georges Eugène Sasseville.			

Corporation municipale de Sainte-Anne des Monts
Municipal corporation of Sainte-Anne des Monts

Succ.-Est. Ernest Béchard	P. 40	1er-1st, Bloc-Bloc "A".	Tourelle	15.48	11.98	27.46
Un terrain de cent pieds par cinquante pieds avec bâtisses, borné au nord par le Golfe St-Laurent, à l'est à Emile Dugas et à l'ouest par la propriété de Louis-Joseph Roy.			A piece of land of one hundred feet by fifty feet including buildings, bounded northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly by Émile Dugas and westerly by the property of Louis Joseph Roy.			
Gérard Béchard	34-8	1er-1st	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	105.64	31.19	136.83
Succ.-Est. Robert Béchard				40.68	32.22	72.90
Consistant en une maison construite sur partie du lot 35, en le premier rang du Bloc "A" du canton Tourelle.			Consisting of a house erected on part of lot 35, range one of block "A" of the township of Tourelle.			
Omer Boucher	P. 47-A-2	1er-1st	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	173.36	60.97	234.33
Un terrain de quarante-huit pieds par quatre-vingt-cinq avec bâtisses dessus construites, borné vers le nord par partie du lot 47-A-2 de Valère Levesque, vers l'est par une rue et vers l'ouest par le lot 48-A-8 de Jean-Baptiste Pelletier.			A piece of land of forty-eight feet by eighty-five feet with buildings erected thereon, bounded northerly by part of lot 47-A-2 of Valère Levesque, easterly by a street and westerly by lot 48-A-8 of Jean Baptiste Pelletier.			
Arthur Brisebois	P. 10-7 et-and P. 10-8.	1er-1st	Cap-Chat	38.35	45.74	84.09
Étant une étendue de terrain sans mesure pécise, bornée vers le nord-est par le Golfe St-Laurent, vers le nord-ouest par le résidu des lots 10-7 et 10-8 de François Perrée, vers le sud-est par les lots 10-10 et 10-6 de Joseph-E. Pelletier et vers le sud-ouest par le lot 11-A-1 de Léonard Labrie, avec bâtisses; sauf à distraire la partie du lot 10-8, le terrain ou emplacement, appartenant à Octave Brisebois, avec bâtisses.			Being an area of land, without accurate measurements, bounded northeasterly by the Gulf of St. Lawrence, northwesterly by the residue of lots 10-7 and 10-8 of François Perrée, southeasterly by lots 10-10 and 10-6 of Joseph E. Pelletier and southwesterly by lot 11-A-1 of Léonard Labrie, with buildings; save and except a piece of land or emplacement in part of lot 10-8, belonging to Octave Brisebois with buildings.			
Succ.-Est. Alphonse Collin	6-C	4ième-4th	Tourelle	10.37	20.55	30,92
François Collin	P. 3-A	3ième-3rd	Tourelle	119.27	162.52	281.79
	P. O. 9	5ième-5th	Tourelle			
Eugène Collin	P. 37	1er-1st, Bloc-Block "A".	Tourelle	140.64	66.88	207.52
Un terrain de cent cinq pieds par cent pieds, avec bâtisses, borné au nord par le Boulevard Perron.			A piece of land of one hundred and five feet by one hundred feet with buildings, bounded northerly by the Perron Boulevard.			

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Mme-Mrs. Arthur Collin	P. 1-B	2ième-2nd	Tourelle	28.03	67.55	95.58
Un terrain de forme triangulaire et sans mesure précise, avec bâtisses, borné vers l'est par la roue Lucien Lavoie, vers le sud-est par le résidu du lot 1-B de Noël Pelletier, ladite ligne sud-est déterminée par un fossé et au sud-ouest par le lot 1-A d'Edouard B. Lafontaine.			A piece of land of triangular shape and without accurate measurements, with buildings, bounded easterly by the Lucien Lavoie road, southeasterly by the residue of lot 1-B of Noël Pelletier, the said southeasterly line determined by a ditch and southwesterly by lot 1-A of Edouard B. Lafontaine.			
Albert Daraiche	38-C	1er-1st	Fief Ste-Anne des Monts, Notre-Dame.	124.81	37.40	162.21
Gabriel Daraiche				35.52	21.22	56.74
Une maison avec dépendances construite sur le lot 38-C en le premier ran du Fief Ste-Anne des Monts, Notre-Dame.			**A house with dependencies erected on lot 38-C, range one of fief Ste Anne des Monts Notre Dame.**			
Succ.-Est. Alphée Dugas	P. 33	1er-1st, Bloc-Block "A".	Tourelle	79.16	136.15	215.31
René Dugas	P. 38	1er-1st, Bloc-Block "A".	Tourelle	23.85	23.83	47.68
Un terrain de dix-huit pieds par quarante pieds, borné de tous côtés par partie du lot 38 de Jean-Charles Lepage.			A piece of land of eighteen feet by forty feet, bounded on all sides by part of lot 38 of Jean Charles Lepage.			
Borromée Dugas	P. 34	1er-1st, Bloc-Block "A".	Tourelle	137.78	118.70	256.48
Un terrain de 25,635 pieds de superficie avec bâtisses.			A piece of land of an area of 25,635 feet with buildings.			
Roch Fournier	24	5ième-5th	Cap-Chat	11.29	3.75	15.04
Robert Lafontaine	2-B	2ième-2nd	Tourelle	31.43	76.69	108.12
Eugène Laflamme				8.05	10.82	18.87
Maison construite sur lot 23, en le premier rang du Bloc "A" du canton Tourelle.			A house erected on lot 23 in range one of block "A" of the township of Tourelle.			
Joachim Lévesque	14-A-7	1er-1st	Cap-Chat	72.08	180.43	252.51
	10-1-1	2ième-2nd	Cap-Chat			
Gérard Lemieux	P. 23-A-1	1er-1st	Fief Ste-Anne des Monts, Notre-Dame.	86.68	51.20	137.88
Un terrain de soixante-treize pieds par cinquante pieds, avec bâtisses dessus construites, borné au nord-ouest et au sud-ouest par Arthur Auclair ou représentants, au nord-est par le lot 22-1 et au sud-ouest par une rue.			A piece of land of seventy-three feet by fifty feet with buildings erected thereon, bounded northwesterly and southwesterly by Arthur Auclair or representatives, northeasterly by lot 22-1 and southwesterly by a street.			
Welley Lévesque	26-C-4	1er-1st	Fief Ste-Anne des Monts, Notre-Dame.	112.92	56.62	169.54
Auguste Miville				5.62	6.97	12.59
Une maison construite sur partie du lot 26-D, en le premier rang du Fief Ste-Anne des Monts, Notre-Dame.			A house erected on part of lot 26-D, range one of fief Ste Anne des Monts Notre Dame.			
François-N. Paquet	P. de-of 25 et-and 26.	1er-1st, Bloc-Block "A".	Tourelle	123.03	134.63	257.66
Un terrain de forme irrégulière, avec bâtisses dessus construites, borné vers le nord-ouest par le Golfe St-Laurent, vers le nord-est par un ruisseau, vers le sud-est par le Boulevard Perron et vers le sud-ouest par le terrain d'Omer St-Pierre.			A piece of land of irregular shape, with buildings erected thereon, bounded northwesterly by the Gulf of St. Lawrence, northeasterly by a brook, southeasterly by the Perron Boulevard and southwesterly by the land of Omer St-Pierre.			
Omer Paquet	P. 20	1er-1st, Bloc-Block "A".	Tourelle	105.17	25.00	130.17
Un terrain de cinquante-deux pieds par cent soixante-dix-neuf, avec bâtisses, borné vers le nord par le Golfe St-Laurent, vers l'est par le terrain de Égide Trépanier, vers le sud par le Boulevard Perron et vers l'Ouest par le terrain d'Albert Pelletier.			A piece of land of fifty-two feet by one hundred and seventy-nine feet, with buildings, bounded northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly by the land of Egide Trépanier, southerly by the Perron Boulevard and westerly by the land of Albert Pelletier.			
Yvon-G. Pelletier	P. 1-C	2ième-2nd	Tourelle	64.36	197.05	261.41
	P. O. de-of H.	5ième-5th	Tourelle			
Charles-Eugène Pelletier (H.)	P. G.	Rang Ouest-Range-West Riv.	Cap-Chat	35.44	86.00	121.44
Un terrain de cent trente pieds par deux pieds,			A piece of land of one hundred and thirty feet by two feet with buildings.			
Roch Pelletier (H.)	P. G.	Rang Ouest-Range Ouest Riv.	Cap-Chat	45.19	145.64	190.83
Un terrain de cent trente pieds par deux cents pieds, avec bâtisses.			A piece of land of one hundred and thirty feet by two hundred feet with buildings.			
Cyprien Richard				16.90	23.75	40.65
Une maison construite sur partie du lot 18, Bloc "A", premier rang, canton Tourelle.			A house erected on part of lot 18 block "A" range one, township of Tourelle.			

Louis-Joseph Roy (occupé par Hervé Gasse (occupied by Hervé Gasse).	P. de-of 40...	1er-1st, Bloc-Block "A".	Tourelle.....	76.62	49.25	125.87

Un terrain de soixante pieds de largeur au nord, quarante-cinq pieds au sud par une profondeur moyenne de quatre-vingt pieds, avec bâtisses, borné au nord par le Golfe St-Laurent, à l'est à Adhémar Boucher, au sud au Boulevard Perron et à l'ouest par le Ministère des Pêcheries.

A piece of land of sixty feet in width northerly, forty-five feet southerly by an average depth of eifhty feet, with buildings, bounded northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly by Adhémar Boucher, southerly by the Perron Boulevard and westerly by the Department of Fisheries.

Jean-Paul St-Pierre.....	46-A-4.....	1er-1st.....	Fief Ste-Anne des Monts, Notre-Dame.	123.31	154.96	278.27
Xavier Tanguay.....	14-A-4 et-and 14-A-5.	1er-1st.....	Cap-Chat....	45.20	72.55	117.75
Mme-Mrs. Maurice Werthiem...	29-B-1 et-and 28-2.	1er-1st.....	Cap-Chat....	98.40	41.62	140.02

Donné à Ste-Anne des Monts, ce 20 avril 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
44817-17-2-o LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

Given at Ste. Anne des Monts, this April 20, 1957.

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
44817-17-2 Secretary-Treasurer.

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE DE VAL D'OR

Avis public, est par les présentes donné par la sous-signe, Mme Helga Brewer, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que: Les commissaires de la Municipalité Scolaire Protestante de Val d'Or, par une résolution portant le numéro 2355 en date du 18 avril 1957, a ordonné au sous-signe, conformément à l'Art. 549 et suivants de la Loi des Cités et Villes de vendre les immeubles ci-dessous décrets, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Municipalité Scolaire Protestante de Val d'Or, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, Quebec, MERCREDI, le VINGT-NEUF MAI 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires devenues exigibles le ou avant le 30 juin 1957 auront été payées avant le moment de la vente.

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

THE PROTESTANT SCHOOL MUNICIPALITY OF VAL D'OR

Public notice is hereby given by the undersigned, Mrs. Helga Brewer, secretary-Treasurer of the aforesaid Municipality, that: The Commissioners of the Protestant School Municipality of Val d'Or, by a resolution bearing number 2355 dated April 18th, 1957, have ordered the undersigned pursuant to the provisions of Art. 549 and the following, of the Cities and Towns Act, to sell the immoveables hereinbelow described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies in interest and costs, and that, consequently the said immoveables will be sold by public auction in the Council Chambers, City Hall, Val d'Or, Quebec, on WEDNESDAY, MAY TWENTY-NINTH, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, those immoveables whereon the taxes failling due on or before June 30th, 1957, shall have been paid before the sale.

Nom — Name	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes scolaires — School taxes	Intérêts et frais — Interest and costs	Total
M. Lew Lin.....	Subdivision 63, bloc-block 14, canton-Township Bourlamaque (14-76).	$2,994.20	$291.93	$2,286.13
M. Mike Mitto.....	Subdivision 45, bloc-block 14, canton-Township Bourlamaque (14-45).	$4,062.30	419.26	$5,448.46

Pour satisfaire au paiement des taxes scolaires, d'intérêts et d'avis des lots suivants: Subdivision N° 2 du bloc 34 et subdivision N° 44 et 45 du bloc 14 canton Bourlamaque, ainsi qu'au paiement des frais subséquents encourus.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Québec, ce dix-septième jour d'avril, mil neuf cent cinquante-sept.
(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
44847-18-2-o (Mme) HELGA BREWER.

To provide payment of school taxes, interest and cost on the following lots: Subdivision No. 2, block 34 and subdivision 44 and 45, block 14, all in the Township of Bourlamaque and for payment of costs subsequently encountered.

The sale of the above described immoveables is made, as the case may be, subject to the conditions of emphytheotic leases which may effect the said immoveables.

The purchase price of each of the said immoveables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, Quebec, this twenty-third day of April nineteen hundred and fifty-seven.
(Seal)

(Mrs.) HELGA BREWER,
44847-18-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 10,595. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant saisissant vs ANDRÉ LAMONTAGNE, d'Amos, intimé saisi.

AVIS DE VENTE

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Dalquier sous les numéros quarante-deux et quarante-trois du rang trois (lots 42 et 43 rang III) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un emplacement formé du quart nord des lots quarante-deux et quarante-trois du rang deux (¼ Nord 42 et 43 rang II), du canton Dalquier, tel que décrit d'après les plans d'arpentage du Ministère des Terres et Forêts de la province de Québec, correspondant ledit emplacement aux lots numéros quarante-deux-B et quarante-trois-B dudit rang du cadastre officiel pour le canton Dalquier.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale Ste-Thérèse d'Amos, MERCREDI le QUINZE MAI 1957 à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du shérif, J.-ALFRED GAUTHIER.
Amos, 4 avril 1957. 44685-15-2-o

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, N° 5874. { FROST STEEL & WIRE COMPANY LIMITED, corps social et politique ayant sa principale place d'affaires à 1605 Avenue Delorimier, dans la cité et district de Montréal, Province de Québec, demandeur vs CONRAD DIONNE, marchand, de l'Ascension de Matapédia, comté et district de Bonaventure, Province de Québec, défendeur.

DESCRIPTION

Le lot numéro trois (3) du cinquième rang, du canton de Patapédia;

Le lot numéro treize (13) du cinquième rang, du canton de Patapédia;

Le lot numéro "H", du rang quatre, du canton de Patapédia, le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Ascension de Patapédia, comté de Bonaventure, le QUINZIÈME (15) jour de MAI 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FRANK J. LEGRESLEY.
New Carlisle, 4 avril 1957. 44686-15-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, No. 10,595. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated having its head office at Quebec, seizing petitioner, vs ANDRÉ LAMONTAGNE, of Amos, seized respondent.

NOTICE OF SALE

Lots of lands known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Dalquier under numbers forty-two and forty-three of range three (lots 42 and 43 range III) with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

An emplacement formed of the north quarter of lots forty-two and forty-three of range two (¼ North 42 and 43 range II), of the township of Dalquier, as described according to the survey plans of the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec, the said emplacement corresponding to lots numbers forty-two-B and forty-three-B of the said range of the official cadaster for the township of Dalquier.

To be sold in block at the parochial church door of Ste. Thérèse of Amos, WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1957, at TWO o'clock in the afternoon, daylight saving time.

J.-ALFRED GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, April 4, 1957. 44685-15-2

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, No. 5874. { FROST STEEL & WIRE COMPANY LIMITED, a body corporate and politic having its chief place of business at 1605, Delorimier Avenue, in the city and district of Montreal, Province of Quebec, plaintiff vs CONRAD DIONNE, merchant, of l'Ascension of Matapédia, county and district of Bonaventure, Province of Quebec, defendant.

DESCRIPTION

Lot number three (3) of the fifth range, of the township of Patapédia.

Lot number thirteen (13) of the fifth range, of the township of Patapédia.

Lot number "H", range 4, of the township of Patapédia; the whole with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of L'Ascension de Patapédia, county of Bonaventure, on the FIFTEENTH day of MAY 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

FRANK J. LEGRESLEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, April 4th, 1957. 44686-15-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 22,011. EMILE LAMARRE, ingénieur civil et contracteur général, domicilié sur la rue St-Dominique, en la cité de Jonquière, district de Chicoutimi, demandeur; vs DAME RITA DIONNE, épouse contractuellement séparée de biens de Sieur Ulric Pelletier, et ledit ULRIC PELLETIER pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, lesquels domiciliés dans le rang St-Mathias, paroisse de Chicoutimi, district de Chicoutimi, défenderesse.

Contre la défenderesse:

Un certain terrain ou emplacement formé des lots numéros treize-A-quatre et treize-A-cinq (Nos. 13-A-4 et 13-A-5), de la subdivision actuelle du lot numéro treize-A (13-A), du treizième rang sud-ouest du chemin Sydenham du canton de Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, le tout avec bâtisses ci-dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, dans la cité de Chicoutimi, JEUDI, le SEIZIÈME jour du mois de MAI, 1957, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.

Chicoutimi, le 8 avril 1957. 44701-15-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 22,011. EMILE LAMARRE, civil engineer and general contractor, residing on St. Dominique Street, in the city of Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff vs DAME RITA DIONNE, wife contractually separate as to property of Sieur Ulric Pelletier, and the said ULRIC PELLETIER to authorize and assist his wife for the purposes herein set forth, which persons residing in range St. Mathias, parish of Chicoutimi, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

A certain piece of land or emplacement formed of lots numbered thirteen-A-four and thirteen-A-five (Nos. 13-A-4 and 13-A-5), of the present subdivision of lot number thirteen-A (13-A), of range thirteen to the southwest of Sydenham Road of the township of Chicoutimi, on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, all of which with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Chicoutimi, THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of MAY 1957, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Chicoutimi, April 8, 1957. 44701-15-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 7422. INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social à Toronto, Ontario, et une place d'affaires à 376, rue du Roi est, Québec, demanderesse vs ARMAND DALLAIRE, St-François, comté de Montmagny, défendeur.

a) Un terrain avec bâtisses situé à St-François, comté de Montmagny connu et désigné comme étant le lot numéro 144 aux plans et livres de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-François, comté de Montmagny.

b) Un terrain, avec bâtisses, contenant trois arpents et demi de front sur huit ou neuf arpents de profondeur, plus ou moins, borné au sud au premier rocher qui s'y rencontre au nord au chemin de front à l'ouest à Wilfrid Blais et à l'est à Alphonse Blais, lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro 11A du premier rang d'Armagh aux plans et livres de renvoi du cadastre officiel de St-François de Montmagny.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de Saint-François, comté de Montmagny, JEUDI, le SEIZE MAI 1957, à DEUX heures de l'après-midi, (2 heures P.M.).

c) Un terrain, avec bâtisses situé à St-Raphaël, comté de Bellechasse, connu et désigné comme étant le lot N° 547 aux plans et livres de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Raphaël, comté de Bellechasse.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Raphaël, comté de Bellechasse, JEUDI, le SEIZE MAI 1957, à QUATRE heures ET DEMI de l'après-midi, (4½ heures P.M.)

Le Shérif,

Bureau du shérif, CHS. OMER BERNIER.

Montmagny, le 5 avril 1957. 44687-15-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Montmagny

Superior Court, No. 7422. INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, corporation legally constituted having its head office in Toronto, Ontario, and a place of business at 376 du Roi Street, East, Quebec, plaintiff vs ARMAND DALLAIRE, St. François, county of Montmagny, defendant.

a) A piece of land with buildings erected thereon, at St. François, county of Montmagny, known and designated as being lot number 144 of the plans and books of reference of the official cadastre of the parish of St. François, county of Montmagny.

b) A piece of land, with buildings, containing three arpents and a half in front by eight or nine arpents in depth, more or less, bounded southerly by the first rock one comes across, northerly by the front road, westerly by Wilfrid Blais and easterly by Alphonse Blais, which land forms part of lot of land known and designated as number 11A of range one of Armagh on the plans and books of reference of the official cadastre of St. François de Montmagny.

To be sold separately at the door of the Church of St. François, county of Montmagny, THURSDAY the SIXTEENTH day of MAY 1957 at TWO o'clock in the afternoon, (2.00 o'clock P.M.)

c) A piece of land including buildings, situated at St. Raphaël, county of Bellechasse, known and designated as being lot No. 547 on the plans and books of reference of the official cadastre of the parish of St. Raphaël, county of Bellechasse.

To be sold at the door of the Church of St. Raphaël, county of Bellechasse, THURSDAY the SIXTEENTH day of MAY 1957 at FOUR-THIRTY o'clock in the afternoon, (4½ o'clock P.M.).

CHS. OMER BERNIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montmagny, April 5, 1957. 44687-15-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 336156. DELVINA ST-AMOUR, veuve de Charles Robillard, demanderesse; vs ADULF GRASSL, défendeur.

Deux certains lots de terre ayant front sur l'avenue Lumsdon, en la cité de Montréal, étant la subdivision soixante-dix-neuf et quatre-vingt de la subdivision officielle du lot trois cent quarante-quatre (344-79 & 80) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, contenant chacun desdits lits vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec le droit de passage dans la ruelle en arrière avec tous autres y ayant droit.

Tel que le tout se trouve actuellement sans exception ni réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPT JUIN 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 1er mai 1957. 44875-18-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 336156. DELVINA ST-AMOUR, widow of Charles Robillard, plaintiff; vs ADULF GRASSL, defendant.

Two certain lots of land having frontage on Lumsdon Avenue, in the city of Montreal, being the subdivision seventy-nine and eighty of the official subdivision of lot three hundred and forty-four (344-79 & 80) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Laurent, containing each of the said beds twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less. With right of way in the lane in rear of all others having a right thereto.

As the whole now stands, without exception nor reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on JUNE SEVENTH, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 1st, 1957. 44875-18-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 65,855. BASIL F. VERMETTE, domicilié à 339 rue St-Jean, en les cité et district de Québec, y faisant affaires sous les nom et raison sociale de D. S. RICKABY REG'D., 339 rue St-Jean, en les cité et district de Québec, contre MARGARET POSTON, épouse de John A. Johnson et ledit JOHN A. JOHNSON, pour aider et assister son épouse, tous deux domiciliés à 2070 avenue Lincoln, en la cité de Montréal et VIVIAN POSTON, épouse de J. R. Turbett, et ledit J. R. Turbett pour aider et assister son épouse, tous deux de Luton, North Hampshire, Angleterre; lesdites Margaret et Vivian Poston, seules héritières de feu Catherine Williams, en son vivant veuve de feu George E. Poston, de 70 rue d'Artigny, en les cité et district de Québec.

"Le lot numéro treize cent quatre-vingt-quatorze (N° 1394) du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de Loretteville, comté de Québec, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de Loretteville, comté de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée.)

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 9 avril 1957. 44702-15-2
[Première insertion: 13 avril 1957.]
[Deuxième insertion: 4 mai 1957.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 65,855. BASIL F. VERMETTE, domiciled at 339 St. John Street, in the city and district of Quebec, doing business under the firm name and style of D. S. RICKABY REG'D., 339 St. John Street, in the city and district of Quebec, versus MARGARET POSTON, wife of John A. Johnson, and the said JOHN A. JOHNSON, to aid and assist his wife, both domiciled at 2070 Lincoln Avenue, in the city of Montreal, and VIVIAN POSTON, wife of J. R. Turbett, and the said J. R. Turbett to aid and assist his wife, both of Luton, North Hampshire, England; the said Margaret and Vivian Poston as sole heirs of the late Catherine Williams in her lifetime widow of the late George E. Poston, of 70 d'Artigny street, in the city and district of Quebec.

"Lot number thirteen hundred and ninety-four (No. 1394) of the official cadaster of the parish of St-Ambroise de Loretteville, county of Quebec, with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Ambroise of Loretteville, county of Quebec, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight saving time).

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 9, 1957. 44702-15-2
[First insertion: April 13, 1957.]
[Second insertion: May 4, 1957.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19503. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse vs ÉMILIEN LABRIE, B.P. Pelletier, St-Luc, comté de Matane, défendeur & HENRI

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Sueprior Court, No. 19503. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office at Quebec, plaintiff vs ÉMILIEN LABRIE, P.O. Pelletier, St. Luc, county of Matane, defendant & HENRI A.

A. MARTIN, syndic de Rimouski, en sa qualité de syndic aux biens du cédant autorisé, présent défendeur, mis-en-cause.

1° Le lot quatorze (14) quatrième rang (4) du cadastre officiel du canton Tessier, mesurant cent cinq (105) acres en superficie, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2° Le lot douze (12) cinquième rang (5) du cadastre officiel du canton Tessier, mesurant cent cinq (105) acres en superficie, sans bâtisses.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de St-Luc de Matane, le SEPTIÈME jour de JUIN, 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 30 avril 1957. 44854-18-2-o

MARTIN, trustee of Rimouski, in his quality as trustee of the authorized assignor, present defendant, mis-en-cause.

1. Lot fourteen (14) fourth range (4) of the official cadastre of the township of Tessier, mesuring one hundred and five (105) acres in area, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. Lot twelve (12) fifth range, (5) of the official cadastre of the township of Tessier, measuring one hundred and five (105) acres in area, without buildings.

To be sold "in block" at the church door of the parish of St. Luc of Matane, on the SEVENTH day of JUNE, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, April 30, 1957. 44854-18-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 18,907. { ENTREPRISES LIMITÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Québec, demanderesse vs ARTHUR GIRARD, domicilié à Ste-Jeanne d'Arc, comté de Roberval, défendeur.

"Un lopin de terre ou emplacement mesurant cent pieds (100′) carrés, mesure anglaise, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-sept (Ptie N° 27), du sixième rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, borné en front au sud-est au chemin public, au sud-ouest à la route qui conduit au rang 7, au nord-ouest à la balance du lot, et au nord-est au terrain de Lucien Bilodeau ou ses représentants. Avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Jeanne d'Arc, dans le comté Roberval, le SEIZIEME jour de MAI, 1957, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice, ce 8 avril, 1957. 44688-15-2-o
[Première insertion: samedi le 13 avril, 1957.

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 18,907. { ENTREPRISES LIMITÉE, a legally incorporated corporation having its head office in the city of Quebec, plaintiff, vs ARTHUR GIRARD, domiciled at Ste-Jeanne d'Arc, county of Roberval, defendant.

"A strip of land or emplacement measuring one hundred square feet (100′), English measure, forming part of lot known and designated under number twenty-seven (Pt. No. 27), of the sixth range on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Dolbeau, bounded in front on the southeast by the public road, on the southwest by the route which leads to range 7, on the northwest, by the remainder of lot, and on the northeast, by the land of Lucien Bilodeau or his representatives. Together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Ste-Jeanne d'Arc, in the county of Roberval, on the SIXTEENTH day of MAY, 1957, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, April 8, 1957. 44688-15-2
[First insertion: Saturday, April 13, 1957.]

TÉMISCAMINGUE

Canada, Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, en faillite N° F-95. { LORENZO BOURASSA, failli et REX H. SMITH syndic & J. ALPHONSE SIMARD, requérant.

Un certain lopin de terre situé au village de Ville-Marie, ayant front sur la rue St-Jean-Baptiste, composé du lot connu et désigné sous le numéro quarante-cinq (45) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie, mesurant quatre-vingts pieds de largeur (80′) par cent cinquante pieds de profondeur (150′) plus ou moins ainsi que le tout se trouve actuellement avec une maison, un garage et une boutique de forge, dessus construits, circonstances et dépendances, et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Très Saint-Rosaire, Ville Marie, comté de Témiscamingue MERCREDI, le

TEMISCAMINGUE

Canada, Province of Quebec
District of Temiscamingue

Superior Court, In bankruptcy, No. F-95. { LORENZO BOURASSA, bankrupt, and REX H. SMITH, Trustee, & J. ALPHONSE SIMARD, Petitioner.

A certain strip of land situated in the village of Ville-Marie, having frontage on St. Jean Baptiste Street, composed of the lot known and designated under number forty-five (45) on the official plan and in the book of reference of the village of Ville-Marie, measuring eighty feet in width (80′) by one hundred and fifty feet in depth (150′) more or less as well as the whole now stands with a house, a garage and a blacksmith shop thereon erected and dependencies, and the servitudes by which it may be affected.

To be sold at the parochial church of Notre-Dame du Très Saint-Rosaire, Ville Marie, county of Temiscamingue, WEDNESDAY, JUNE

CINQ de JUIN 1957 a DEUX heures de l'après midi (heure avancée.)

Le Shérif,
JULES GRENIER.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Ville-Marie, le 29 avril 1957. 44855-18-2-o
[Première insertion le 4 mai 1957]

FIFTH, 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

JULES GRENIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Ville-Marie, April 29, 1957. 44855-18-2
[First insertion on May 4, 1957]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, veuve de Joseph Cardinal, en son vivant de St-Benoit, domiciliée en les cité et district de Montréal, demanderesse vs JOSEPH DESJARDINS, de St-Benoit, district de Terrebonne, défendeur.

Le lot portant le numéro 225 du cadastre de la paroisse de St-Placide et le lot étant partie du numéro 138 du cadastre de la paroisse de St-Placide.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Placide, JEUDI le SIXIÈME jour de JUIN 1957, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 26 avril 1957. 44849-18-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, veuve de Joseph Cardinal, en son vivant de St-Benoit, domiciliée en les cité et district de Montréal, demanderesse vs JOSEPH DESJARDINS, de St-Benoit, district de Terrebonne, défendeur.

Les lots portant les numéros 349 et 352 du cadastre de la paroisse de St-Benoit, dans le district de Terrebonne.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Benoit, district de Terrebonne, JEUDI le SIXIÈME jour de JUIN 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 26 avril 1957. 44850-18-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 25545. A. PRUD'HOMME & FILS LIMITÉE, corps politique légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires à Montréal et y faisant affaires, des cité et district de Montréal, demanderesse vs LAURIER GAUTHIER, de St-Placide, district de Terrebonne, défendeur.

Un lot de terre portant numéro 55 des plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Placide, comté de Deux-Montagnes, ayant 90 pieds de largeur par toute sa profondeur dudit lot, borné au devant par la rue St-Basile, à l'est par le lot numéro 57, à l'arrière au sud par le lot N° 56 et à l'ouest par le résidu dudit lot 55 avec maisons et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Placide, JEUDI le SIXIÈME jour de JUIN 1957 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 26 avril 1957. 44848-18-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, widow of Joseph Cardinal, in his lifetime of St. Benoit, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff vs JOSEPH DESJARDINS, of St. Benoit, district of Terrebonne, defendant.

Lot bearing number 225 of the cadastre of the parish of St. Placide and lot forming part of number 138 of the cadastre of the parish of St. Placide.

To be sold at the door of the church of St. Placide, THURSDAY the SIXTH day of JUNE 1957 at ONE o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 26, 1957. 44849-18-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, widow of Joseph Cardinal, in his lifetime of St. Benoit, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff vs JOSEPH DESJARDINS, of St. Benoit, district of Terrebonne, defendant.

Lots bearing numbers 349 and 352 of the cadastre of the parish of St. Benoit, in the district of Terrebonne.

To be sold at the door of the church of St. Benoit, district of Terrebonne, THURSDAY, the SIXTH day of JUNE 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 26, 1957. 44850-18-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 25545. A. PRUD'HOMME & FILS LIMITÉE, a body politic legally incorporated having its head office at Montreal and therein carrying business, of the city and district of Montreal, plaintiff vs LAURIER GAUTHIER of St. Placide, district of Terrebonne, defendant.

A lot of land bearing number 55 on the plan and in the book of reference for the parish of St. Placide, county of Two-Mountains, having 90 feet in width in the entire depth of the said lot, bounded in front by St. Basile Street, on the east by lot number 57, in rear, to the south by lot No. 56 and on the west, by the residue of the said lot 55 with houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St. Placide, THURSDAY, the SIXTH day of JUNE, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 26, 1957. 44848-18-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada, Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18,043. MARCEL LAFLAMME, constructeur, des cité et district de Trois-Rivières, est, demandeur, vs MAURICE LACERTE, plombier, de Grand'Mère, district de Trois-Rivières est, défendeur, & SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corporation légale ayant une place d'affaires dans les cité et district de Trois-Rivières, et SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légale ayant une place d'affaires dans les cité et district de Trois-Rivières, sont mis-en-cause, ledit Marcel Laflamme, demandeur, et ledit Maurice Lacerte, défendeur.

"Un lot de terre situé en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot numéro onze cent dix-neuf (1119-324), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice à Trois-Rivières, le QUATRIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
44856-18-2-o MERCIER & PELLERIN.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 30 avril 1957. 44856-18-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada, Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 18,043. MARCEL LAFLAMME, builder, of the city and district of Trois-Rivières, is plaintiff vs MAURICE LACERTE, plumber, of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, is, defendant, and the SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a legal corporation having a place of business in the city and district of Trois-Rivières, and SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, a legal corporation having a place of business in the city and district of Trois-Rivières, are Mis-en-cause, the said Marcel Laflamme, plaintiff, the sait Maurice Lacerte, defendant.

"A lot of land situated in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot number three hundred and twenty-four of the official subdivision of lot number elevenh undred and nineteen (1119-324), of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's office in the Court House of Trois-Rivières, the FOURTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, April 30, 1957. 44856-18-2

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 449

Québec, le 2 mai 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la circulation en forêt entre le 4 mai 1957 et le 15 novembre 1957 dans les régions sauvegardées.

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 685, du 22 mai 1948, il a été décrété que les territoires suivants, où sont comprises des terres vacantes de la Couronne, des forêts affermées ainsi que des forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres, seront désignés comme régions sauvegardées au sens et aux fins de la Loi des terres et forêts:

I. Ungava — Tout le territoire du Nouveau Québec.

II. Ashuanipi — Tout le territoire compris entre le district électoral de Saguenay et le Nouveau Québec.

III. Mistassini — Tout le territoire compris entre la limite sud du Nouveau Québec et la limite nord des districts électoraux d'Abitibi Ouest, Abitibi Est, de Roberval et de Chicoutimi, et dont les eaux se déversent dans la Baie James.

IV. Côté nord — Le district électoral de Saguenay.

V. Abitibi — Les districts électoraux d'Abitibi Ouest et d'Abitibi Est.

VI. Témiscamingue — Les districts électoraux de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 449

Quebec, May 2, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING travelling in forests between May 4, 1957 and November 15, 1957 in fire districts.

WHEREAS by virtue of Order in Council number 685 of May 22, 1948, it has been enacted that the following territories, in which are comprised the vacant Crown Lands, forests leased-out as well as private forests of an extent of at least 2,000 acres, shall be designated as fire districts in the sense and for the purposes of the Lands and Forests Act:

I. Ungava — All the territory of New Quebec;

II. Ashuanipi — All the territory comprised within the electoral district of Saguenay and New Quebec.

III. Mistassini — All the territory comprised within the southern limit of New Quebec and the northern limit of the electoral districts of Abitibi-West, Abitibi-East, Roberval and of Chicoutimi, and of which the waters pour into James Bay;

IV. North Shore — The Electoral district of Saguenay;

V. Abitibi — The electoral districts of Abitibi-West and Abitibi-East;

VI. Temiscamingue — The electoral districts of Rouyn-Noranda and of Temiscamingue;

VII. Outaouais — Les districts électoraux de Pontiac, de Gatineau et de Papineau.

VIII. Nord de Montréal — Les districts électoraux d'Argenteuil, de Labelle, de Terrebonne, de l'Assomption, de Montcalm, de Joliette et de Berthier.

IX. St-Maurice — Les districts électoraux de Maskinongé, de St-Maurice, de Laviolette, de Champlain et de Portneuf.

X. Laurentides — Les districts électoraux de Québec, de Montmorency, de Charlevoix et de Jonquière-Kénogami.

XI. Lac St-Jean — Les districts électoraux de Roberval, de Lac St-Jean et de Chicoutimi.

XII. Cantons de l'Est — Les districts électoraux de Missisquoi, de Brôme, de Shefford, de Stanstead, de Sherbrooke, de Richmond, d'Arthabaska, de Wolfe, de Compton et de Mégantic.

XIII. Chaudière — Les districts électoraux de Frontenac, de Beauce, de Dorchester et de Lotbinière.

XIV. Rive Sud — Les districts électoraux de Bellechasse, de Montmagny, de L'Islet, de Kamouraska, de Rivière du Loup et de Témiscouata.

XV. Gaspésie — Les districts électoraux de Rimouski, de Matane, de Matapédia, de Bonaventure, de Gaspé Bord et de Gaspé Sud.

ATTENDU QUE, pour assurer et sauvegarder la protection de nos richesses forestières et conformément au chapitre 93 des Statuts refondus de Québec, 1941, et la Loi concernant la protection de nos ressources forestières (2-3 Elizabeth II, chapitre 25) il convient de mettre en force l'article 144 dudit chapitre 93, concernant le permis de circulation en forêt.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et forêts:

QUE, pour pénétrer ou circuler dans la forêt, sur les terres vacantes de la Couronne, les forêts affermées, ainsi que les forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres, dans toute région sauvegardée ci-dessus mentionnée, pendant la période commençant le 4 mai 1957 et se terminant le 15 novembre 1957 inclusivement, toute personne devra, au préalable, obtenir un permis de circulation requis par les lois ci-dessus et l'exhiber, si elle en est requise par tout garde-feu, tout constable ou tout officier de la paix, et cela sous les pénalités et les sanctions édictées par lesdites lois.

C. LARICHELIÈRE,
44818-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

VII. Outaouais — The electoral districts of Pontiac, Gatineau and of Papineau;

VIII. North of Montreal — The electoral districts of Argenteuil, Labelle, Terrebonne, l'Assomption, Montcalm, Joliette and of Berthier;

IX. St-Maurice — The electoral districts of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and of Portneuf;

X. Laurentides — The electoral districts of Quebec, Montmorency of Charlevoix and Jonquière-Kénogami;

XI. Lake St-John — The electoral districts of Roberval, Lake St. John and of Chicoutimi;

XII. Eastern townships — The electoral districts of Missisquoi, Brôme, Shefford, Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Arthabaska, Wolfe, Compton and Megantic;

XIII. Chaudière — The electoral districts of Frontenac, Beauce, Dorchester and of Lotbinière;

XIV. South Shore — The electoral districts of Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup, and of Temiscouata;

XV. Gaspésia — The electoral districts of Rimouski, Matane, Matapedia, Bonaventure, Gaspé-North and of Gaspé-South;

WHEREAS, to assure and safeguard the protection of the wealth of our forests and in conformity with chapter 93 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and the Act respecting the protection of our forest resources (2-3 Elizabeth II, chapter 25), it is expedient that Article 144 of chapter 93 respecting travel permit in forests enter into force.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Honourable the Minister of Lands and Forests;

THAT, to penetrate or travel in the forest, upon the vacant Crown Lands, leased-out forests, as well as private forests of an extent of at least 2,000 acres, in all the safeguarded fire districts hereinabove mentioned, during the period starting on May 4, 1957, and ending on November 15, 1957, inclusively, everyone shall previously obtain a travel permit as required by the above Acts and shall show it, should same be requested by any fire-ranger, constable or any officer of the Peace, and this under the penalties and the sanctions enacted by the said Acts.

C. LARICHELIÈRE,
44818 Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(P.G. 11151-57)

THE ROYAL QUEBEC GOLF CLUB

Avis est, par les présentes, donné que par Ordre-en-Conseil en date du 2 mai 1957, il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil de valider les règlements de "The Quebec Golf Club" changeant son nom en celui de "The Royal Quebec Golf Club" et changeant la situation du siège corporatif de la dite corporation de Québec, P.Q., à la maison du club de Boischatel, P.Q., le tout conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations R.S.Q. 1941, chapitre 280.

Donné au bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1957.

Le Procureur général,
Par l'Assistant-procureur général,
44818 P. FRENETTE.

Miscellaneous Notices

(A.G. 11151-57)

THE ROYAL QUEBEC GOLF CLUB

Notice is hereby given that, by Order-in-Council dated May 2nd, 1957, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate the by-laws of "The Quebec Golf Club" changing its name to that of "The Royal Quebec Golf Club" and changing the place of the corporate seat of the said corporation from Quebec, P.Q., to the club-house, at Boischatel, P.Q., the whole pursuant to the provisions of section 6 of the Special Corporate Powers Act, R.S.Q. 1941, chapter 280.

Given at the office of the Attorney General, this second day of May, 1957.

The Attorney General,
per P. FRENETTE,
44818-o Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 11151-57)

Avis, est par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai le 2 mai 1957, approuvé les règlements de "The Royal Quebec Golf Club", tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 1er avril 1957, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, en la cité de Québec, ce 2e jour de mai 1957.

Le Secrétaire de la province,

44877 YVES PRÉVOST.

(A.G. 11151-57)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney, I have approved on May 2nd, 1957, the By-laws of "The Royal Quebec Golf Club", as adopted at a special general meeting held on April 1st, 1957, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies'Act.

Given at my office, at Quebec City, this 2nd day of May, 1957.

YVES PRÉVOST,

44877-o Provincial Secretary.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

404 — Concernant le nouveau tarif des honoraires des notaires de la province de Québec 1654
420 — Concernant la chasse à l'orignal. 1671
421 — Concernant la création en réserve de pêche d'une partie de la rivière St-Jean 1670
449 — Concernant la circulation en forêt entre le 4 mai 1957 et le 15 novembre 1957 dans les régions sauvegardées... 1716

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1617

AVIS DIVERS:

Almega (Quebec) Ltd. (Directeurs).... 1674
Association des Hôpitaux du Québec Inc.— Quebec Hospital Association Inc. (Règlement) 1672
Chibougamau Mines Ltd. (Dist. de l'actif) 1674
Duplan of Canada Ltd. (Directeurs)... 1671
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (Règlements) 1673
Lakeshore Welfare Services (Règlements) 1673
La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company (Constitution) 1672
La Société d'Administration d'Assurances Collectives du Commerce de Québec (Existence terminée)..... 1674
Les Loisirs des Épiciers Lasalle Inc. (Directeurs) 1653
St. Andrew's Prebyterian Homes Inc. (Directeurs) 1672
Sunset Investment Corp. (Directeurs).. 1672
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Vaudreuil (S.I.C.V.) (Changement de nom) 1672
The Royal Quebec Golf Club (Changement de nom) 1717
The Royal Quebec Golf Club (Règlements) 1718
Trans-Act. Inc. (Directeurs)..... 1674

CHARTES — ABANDON DE:

Imprimerie St-Eustache Ltée — St. Eustache Printing Limited..... 1675
Lazare, Sanft and Dermer Inc..... 1675
Montreal Coke & Manufacturing Company 1675
Mount Royal Golf Club Inc..... 1675
Nilon Textile Service Ltd..... 1675
Plourde & Frère Inc..... 1676

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ORDERS IN COUNCIL:

404 — Concerning the new of fees for notaries of the Province of Quebec.... 1654
420 — Concerning the Hunting of Moose 1671
421 — Concerning the creation into a fishing reserve of a part of the St. John River 1670
449 — Concerning travelling in forests between May 4, 1957 and November 15, 1957 in fire districts..... 1716

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1617

MISCELLANEOUS NOTICES:

Almega (Quebec) Ltd. (Directors)..... 1674
Association des Hôpitaux du Québec Inc.— Quebec Hospital Association Inc. (By-Law) 1672
Chibougamau Mines Ltd. (Dist. of the assets) 1674
Duplan of Canada Ltd. (Directors).... 1671
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (By-Laws) 1673
Lakeshore Welfare Services (By-Laws). 1673
La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company (Constitution) 1672
La Société d'Administration d'Assurances Collectives du Commerce de Québec (Existence terminated)..... 1674
Les Loisirs des Épiciers Lasalle Inc. (Directors) 1653
St. Andrew's Prebyterian Homes Inc. (Directors) 1672
Sunset Investment Corp. (Directors).. 1672
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Vaudreuil (S.I.C.V.) (Change of name).. 1672
The Royal Quebec Golf Club (Change of name) 1717
The Royal Quebec Golf Club (By-Laws) 1718
Trans-Act. Inc. (Directors)..... 1674

CHARTERS — SURRENDER OF:

Imprimerie St-Eustache Ltée — St. Eustache Printing Limited..... 1675
Lazare, Sanft and Dermer Inc..... 1675
Montreal Coke & Manufacturing Company 1675
Mount Royal Golf Club Inc..... 1675
Nilon Textile Service Ltd..... 1675
Plourde & Frère Inc..... 1676

Power Lumber Company Limited..... 1676

COMPAGNIE DISSOUTE:

Marché des Coupons Ltée..... 1676

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Gracefield, village..... 1677
Kiamika..... 1678
L'Islet..... 1677
Nantes..... 1676
St-Bruno..... 1677
St-Stanislas..... 1677

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ste-Jeanne-de-Neuville, paroisse..... 1678
Ste-Jeanne-de-Neuville, paroisse..... 1678

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Commerce de détail de Chicoutimi (Prélèvement)..... 1678
Commerce de l'alimentation au détail, région de Québec (Modification)..... 1681
Construction de Rimouski (Prélèvement)..... 1680
Convention collective de travail relative à la section de la fourrure, district de Québec..... 1683

EXAMENS DU BARREAU:

Saguenay: étude du droit..... 1690
Trois-Rivières: étude du droit..... 1691

LETTRES PATENTES:

A. Gluss Inc..... 1618
A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd..... 1619
Arnaldo Apts. Inc..... 1619
Asbesco of Canada Ltd..... 1619
Avibo Investment Company Ltd..... 1620
B & C Cartage Co. Inc..... 1620
Beau Holdings Ltd..... 1620
Berkeley Jewellers Inc..... 1621
Brook Ledge Ltd..... 1621
Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc..... 1621
Buddy Blitstein Inc..... 1622
Bu Jold Auto Parts Inc..... 1622
Capri Development Corporation..... 1622
Casse-Croûte Inc..... 1623
Chainey & Frères Ltée..... 1623
Club Nautique du Cheval Blanc..... 1623
Club Optimiste de Shawinigan..... 1624
Commodore Distributors Ltd..... 1624
Congava Mines Limited..... 1624
Cross-Canada Neckwear Inc..... 1625
Cross Town Construction Corp..... 1625
Dairy Associates Limited..... 1625
Dattner & Patrox Inc..... 1626
Deval Enterprises Inc.— Les Entreprises Delval Inc..... 1626
Donnacona Fur Ltd..... 1626
Eastern Import Co. Ltd..... 1627
Ememco Exploration Limited..... 1627
Émile Couture Inc..... 1627
Evans Realty Co. Ltd..... 1628
Family Holdings Corp..... 1628
Famous Neckwear Manufacturing Inc. 1628
F. Châteauneuf Inc..... 1629

Power Lumber Company Limited..... 1676

COMPANY DISSOLVED:

Marché des Coupons Ltée..... 1676

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Gracefield, village..... 1677
Kiamika..... 1678
L'Islet..... 1677
Nantes..... 1676
St-Bruno..... 1677
St-Stanislas..... 1677

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Ste-Jeanne-de-Neuville, parish..... 1678
Ste-Jeanne-de-Neuville, parish..... 1678

LABOUR:
Industry or Trades of:

Commerce de détail de Chicoutimi (Levy)..... 1678
Food products retail trade, district of Quebec (Amendment)..... 1681
Construction of Rimouski (Levy)..... 1680
Collective labour agreement relating to "La section de la fourrure, district de Québec"..... 1683

BAR EXAMINATIONS:

Saguenay: study of law..... 1690
Trois-Rivières: study of law..... 1691

LETTERS PATENT:

A. Gluss Inc..... 1618
A-1 Plumbing & Heating Co. Ltd..... 1619
Arnaldo Apts. Inc..... 1619
Asbesco of Canada Ltd..... 1619
Avibo Investment Company Ltd..... 1620
B & C Cartage Co. Inc..... 1620
Beau Holdings Ltd..... 1620
Berkeley Jewellers Inc..... 1621
Brook Ledge Ltd..... 1621
Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc..... 1621
Buddy Blitstein Inc..... 1622
Bu Jold Auto Parts Inc..... 1622
Capri Development Corporation..... 1622
Casse-Croûte Inc..... 1623
Chainey & Frères Ltée..... 1623
Club Nautique du Cheval Blanc..... 1623
Club Optimiste de Shawinigan..... 1624
Commodore Distributors Ltd..... 1624
Congava Mines Limited..... 1624
Cross-Canada Neckwear Inc..... 1625
Cross Town Construction Corp..... 1625
Dairy Associates Limited..... 1625
Dattner & Patrox Inc..... 1626
Deval Enterprises Inc.— Les Entreprises Delval Inc..... 1626
Donnacona Fur Ltd..... 1626
Eastern Import Co. Ltd..... 1627
Ememco Exploration Limited..... 1627
Émile Couture Inc..... 1627
Evans Realty Co. Ltd..... 1628
Family Holdings Corp..... 1628
Famous Neckwear Manufacturing Inc. 1628
F. Châteauneuf Inc..... 1629

Federal Steel Erection Co. Ltd. (Quebec) ... 1629
Ferme Larcault-Lacombe Limitée ... 1629
Frenchstyle Ltd. ... 1630
Garage P. Venne Inc. ... 1630
General Solids Ltd. ... 1630
Giant Development Corporation ... 1631
Goodwear Pants & Sportswear Co. Ltd. 1631
Granger & Landry Inc. ... 1631
Graph-O-Matic Printing Co. Inc. ... 1632
Harry Dezwirek & Sons Ltd. ... 1632
Hôpital des Convalescents de St-Vital de Montréal Nord Inc. ... 1632
Insulation Manufacturers & Processors Ltd. ... 1633
International Building Limited ... 1633
J. A. Boisseau & Fils Ltée ... 1634
John Di Pietro et Fils Inc. ... 1634
John Giosi Inc. ... 1634
Jos Dufresne & Fils, Ltée ... 1635
Julius Cappell Agencies Ltd. ... 1635
Laberge & Bellemare Inc. ... 1635
La Cie Roger Inc. ... 1636
La Compagnie Bo-Mo-Fa Limitée ... 1636
La Compagnie Gounod Limitée ... 1636
Lalonde et Michaud Incorporée — Lalonde and Michaud Incorporated ... 1637
Larue Nouveautés, Inc. ... 1637
Lasalle Packers Inc. ... 1637
L'Association Canadienne des Médecins Amis des Vins ... 1638
L'Association des Anciens Élèves du Collège Jean de Brébeuf ... 1638
L'Association des Conserveurs de Québec, Inc. — (Quebec Canners Association Inc.) ... 1638
Leisure Footwear Inc. ... 1639
Les Drainages de Labelle Inc. ... 1639
Les Entreprises Fortin & Vallée Inc. — Fortin & Vallée Enterprises Inc. ... 1639
Lido Development Corporation ... 1640
Loisirs Notre-Dame de la Garde Inc. ... 1640
Magog Autorama Ltée ... 1640
Management Public Relations Inc. ... 1641
Marin Knitting Corp. ... 1641
Maska Machine Shop Inc. ... 1642
Matte-Masse Limitée ... 1642
Montreal Center Supply Limited ... 1642
Moreco Electrik Inc. ... 1643
Nakis Holdings Ltd. ... 1643
Nap. Aubry Ltée ... 1643
N. D. G. Photo Supply Inc. ... 1644
New Hope Church of God in Christ ... 1644
Nordic Investment Inc. ... 1644
Nu-Way Auto Ltd. ... 1645
Paul Vaillancourt & Cie Inc. ... 1645
Peter's Lamp Mfg Co. Ltd. ... 1645
Piber Corporation ... 1646
Pierre Saintonge Limitée ... 1646
Pont-Viau Curb Service Inc. ... 1646
Progress Equipment Inc. ... 1647
R. N. Griffin Limited ... 1647
Roberval Sales & Equipment Corp. ... 1647
Salon Christian Inc. ... 1648
Sarto Piché Inc. ... 1648
Shefford Salvage Inc. ... 1648
Siméon Lavoie Limitée ... 1649
St. Clair Gas & Oil Co. Ltd. ... 1649
Superfilms, Inc. ... 1650
The Institution of Clean Family Life (Taharath Hamishpacha) of Montreal, Inc. ... 1650
Veteran Finance Inc. ... 1650
Wen-Maur Holdings Ltd. ... 1651

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Albert Rousseau Limitée ... 1651

Federal Steel Erection Co. Ltd. (Quebec) ... 1629
Ferme Larcault-Lacombe Limitée ... 1629
Frenchstyle Ltd. ... 1630
Garage P. Venne Inc. ... 1630
General Solids Ltd. ... 1630
Giant Development Corporation ... 1631
Goodwear Pants & Sportswear Co. Ltd. 1631
Granger & Landry Inc. ... 1631
Graph-O-Matic Printing Co. Inc. ... 1632
Harry Dezwirek & Sons Ltd. ... 1632
Hôpital des Convalescents de St-Vital de Montréal Nord Inc. ... 1632
Insulation Manufacturers & Processors Ltd. ... 1633
International Building Limited ... 1633
J. A. Boisseau & Fils Ltée ... 1634
John Di Pietro et Fils Inc. ... 1634
John Giosi Inc. ... 1634
Jos Dufresne & Fils, Ltée ... 1635
Julius Cappell Agencies Ltd. ... 1635
Laberge & Bellemare Inc. ... 1635
La Cie Roger Inc. ... 1636
La Compagnie Bo-Mo-Fa Limitée ... 1636
La Compagnie Gounod Limitée ... 1636
Lalonde et Michaud Incorporée — Lalonde and Michaud Incorporated ... 1637
Larue Nouveautés, Inc. ... 1637
Lasalle Packers Inc. ... 1637
L'Association Canadienne des Médecins Amis des Vins ... 1638
L'Association des Anciens Élèves du Collège Jean de Brébeuf ... 1638
L'Association des Conserveurs de Québec, Inc. — (Quebec Canners Association Inc.) ... 1638
Leisure Footwear Inc. ... 1639
Les Drainages de Labelle Inc. ... 1639
Les Entreprises Fortin & Vallée Inc. — Fortin & Vallée Enterprises Inc. ... 1639
Lido Development Corporation ... 1640
Loisirs Notre-Dame de la Garde Inc. ... 1640
Magog Autorama Ltée ... 1640
Management Public Relations Inc. ... 1641
Marin Knitting Corp. ... 1641
Maska Machine Shop Inc. ... 1642
Matte-Masse Limitée ... 1642
Montreal Center Supply Limited ... 1642
Moreco Electrik Inc. ... 1643
Nakis Holdings Ltd. ... 1643
Nap. Aubry Ltée ... 1643
N. D. G. Photo Supply Inc. ... 1644
New Hope Church of God in Christ ... 1644
Nordic Investment Inc. ... 1644
Nu-Way Auto Ltd. ... 1645
Paul Vaillancourt & Cie Inc. ... 1645
Peter's Lamp Mfg Co. Ltd. ... 1645
Piber Corporation ... 1646
Pierre Saintonge Limitée ... 1646
Pont-Viau Curb Service Inc. ... 1646
Progress Equipment Inc. ... 1647
R. N. Griffin Limited ... 1647
Roberval Sales & Equipment Corp. ... 1647
Salon Christian Inc. ... 1648
Sarto Piché Inc. ... 1648
Shefford Salvage Inc. ... 1648
Siméon Lavoie Limitée ... 1649
St. Clair Gas & Oil Co. Ltd. ... 1649
Superfilms, Inc. ... 1650
The Institution of Clean Family Life (Taharath Hamishpacha) of Montreal, Inc. ... 1650
Veteran Finance Inc. ... 1650
Wen-Maur Holdings Ltd. ... 1651

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Albert Rousseau Limitée ... 1651

Collège Stanislas Incorporé 1651
H. L. Durand Inc. 1651
Industrial Fillers Limited 1652
Liesse Lumber & Construction Co. Ltd. 1652
Lucerne Motel Cie Ltée 1652
Maurice Chevalier Inc. 1652
Prudential Investment Corporation... 1653
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada 1653

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

L'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Union Life, Mutual Insurance Company 1692
L'Union St-Joseph de Drummondville. 1692
The Albion Insurance Company of Canada 1691
The Credit Life Insurance Company.. 1691
The Standard Insurance Company Limited 1692

NOMINATIONS:

Diverses 1693

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:
Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

Denommée, Félicien *et al* 1693
Hamel, Guy *et al* 1693
Lapalme, Léon *et al* 1694
La Société Coopérative Agricole de Chicoutimi 1694

SIÈGES SOCIAUX:

A-I Plumbing & Heating Co. Ltd..... 1695
Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc. 1696
Dairy Associates Limited 1695
Evans Realty Co. Ltd. 1695
F. Châteauneuf Inc. 1696
Matté — Massé Limitée 1696
Plâturage Provincial Inc.— Provincial Plasters Inc. 1697
Savoie Construction Ltée 1696
Superfilms, Inc. 1696

SOUMISSIONS:

Cap-de-la-Madeleine, comm. scol..... 1699
Girardville, munic. 1697
Iberville, ville 1701
Knowlton, comm. scol. protestante.... 1698
Laval-des-Rapides, ville 1703
St-Ambroise, paroisse 1702

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Dufour, Louis-Philippe 1706
Jacques, Léo 1706
Moreau, Wilbroad-Mozart 1704

VENTES POUR TAXES:

Gaspé-Ouest, comté de 1707
Val d'Or, munic. scol. protestante..... 1710

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lamontagne 1711

Collège Stanislas Incorporé 1651
H. L. Durand Inc. 1651
Industrial Fillers Limited 1652
Liesse Lumber & Construction Co. Ltd. 1652
Lucerne Motel Cie Ltée 1652
Maurice Chevalier Inc. 1652
Prudential Investment Corporation... 1653
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada 1653

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

L'Union-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — The Union Life, Mutual Insurance Company 1692
L'Union St-Joseph de Drummondville. 1692
The Albion Insurance Company of Canada 1691
The Credit Life Insurance Company.. 1691
The Standard Insurance Company Limited 1692

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 1693

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:
Notice of reception of joint marketing plan:

Denommée, Félicien *et al* 1693
Hamel, Guy *et al* 1693
Lapalme, Léon *et al* 1694
La Société Coopérative Agricole de Chicoutimi 1694

HEAD OFFICES:

A-I Plumbing & Heating Co. Ltd..... 1695
Bruchési, Beauchamp, Chevrefils, Inc. 1696
Dairy Associates Limited 1695
Evans Realty Co. Ltd. 1695
F. Châteauneuf Inc. 1696
Matte — Massé Limitée 1696
Plâtrage Provincial Inc.— Provincial Plasters Inc. 1697
Savoie Construction Ltée 1696
Superfilms, Inc. 1696

TENDERS:

Cap-de-la-Madeleine, School Comm.... 1699
Girardville, munic. 1697
Iberville, town 1701
Knowlton, Protestant School Comm... 1698
Laval-des-Rapides, town 1703
St-Ambroise, parish 1702

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Dufour, Louis-Philippe 1706
Jacques, Léo 1706
Moreau, Wilbroad-Mozart 1704

SALES FOR TAXES:

Gaspé-West, county of 1707
Val d'Or, Protestant School Munic.... 1710

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Quebec Farm Credit Bureau vs Lamontagne 1711

BONAVENTURE:

Frost Steel & Wire Company Limited vs Dionne 1711

CHICOUTIMI:

Lamarre vs Dionne *et vir* 1712

MONTMAGNY:

Industrial Acceptance Corporation Limited vs Dallaire 1712

MONTRÉAL:

St-Amour vs Grassl 1713

QUÉBEC:

Vermette vs Poston *et al* 1713

RIMOUSKI:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Labrie 1713

ROBERVAL:

Entreprises Limitée vs Girard 1714

TÉMISCAMINGUE:

Bourassa, Lorenzo 1714

TERREBONNE:

A. Prud'homme & Fils Limitée vs Gauthier 1715
Laurin vs Desjardins 1715
Laurin vs Desjardins 1715

TROIS-RIVIÈRES:

Laflamme vs Lacerte 1716

44818-o

BONAVENTURE:

Frost Steel & Wire Company Limited vs Dionne 1711

CHICOUTIMI:

Lamarre vs Dionne *et vir* 1712

MONTMAGNY:

Industrial Acceptance Corporation Limited vs Dallaire 1712

MONTREAL:

St-Amour vs Grassl 1713

QUEBEC:

Vermette vs Poston *et al* 1713

RIMOUSKI:

Quebec Farm Credit Bureau vs Labrie 1713

ROBERVAL:

Entreprises Limitée vs Girard 1714

TÉMISCAMINGUE:

Bourassa, Lorenzo 1714

TERREBONNE:

A. Prud'homme & Fils Limitée vs Gauthier 1715
Laurin vs Desjardins 1715
Laurin vs Desjardins 1715

TROIS-RIVIÈRES:

Laflamme vs Lacerte 1716

44818-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.